

صدا من الراحل

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12466 — 4,20 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MERCREDI 27 FÉVRIER 1985

## Repli tactique à Varsovie

Le gouvernement polonais vient de réviser ses projets de hausses de prix et d'accorder une augmentation de ressources aux catégories les plus défavorisées. D'autres avant lui avaient dû aussi renoncer — parfois après des épreuves de force dramatiques — à pratiquer la vérité des prix. La décision de Varsovie constitue un recul tactique devant l'opposition très ferme à laquelle se heurtaient les hausses de prix prévues.

M. Lech Walesa et les dirigeants clandestins de Solidarité avaient pris la tête du mouvement en lançant un appel à une grève générale symbolique d'un quart d'heure pour le 28 février. Mais ils avaient reçu un renfort notable lorsque les « nouveaux syndicats », très officiellement mis en place dans les entreprises après la proclamation de l'état de guerre au mois de décembre 1981 et la dissolution de Solidarité, avaient eux aussi dénoncé comme « inacceptables » les projets du gouvernement. Ainsi le pouvoir se donne au moins l'apparence de chercher la conciliation, non l'épreuve de force.

L'opération a un sens également très politique dans la mesure où elle tend à renforcer le crédit des « nouveaux syndicats », alors que ceux-ci éprouvent manifestement des difficultés à s'implanter dans le monde du travail. La manœuvre n'est pas tout à fait nouvelle : les mêmes « nouveaux syndicats » étaient montés en ligne il y a déjà un peu plus d'un an pour obtenir l'adoucissement de certaines mesures économiques. L'objectif est en ce point plus clair, et la presse de Varsovie n'en fait pas mystère lorsqu'elle souligne le rôle de « partenaires » joué par les syndicats en question, qui, dit-elle, « œuvrent dans le cadre du système [socialiste] et ne sont pas un facteur destructif visant à renverser le pouvoir » — sous entendu : comme Solidarité.

M. Walesa et ses amis peuvent-ils se prêter au jeu ? Avant même que la décision du gouvernement soit annoncée, le prix Nobel de la paix avait laissé entendre que le mot d'ordre de grève lancé pour le 28 février pourrait être annulé si satisfaction était donnée aux revendications ouvrières. Il invitait en outre le régime à « un dialogue honnête » pour déterminer « en commun » les mesures propres à faire sortir le pays de la crise. Mais il est douteux qu'un dialogue de ce genre puisse réellement s'établir, alors que plusieurs dirigeants de Solidarité sont incarcérés et qu'une menace d'arrestation pèse sur M. Walesa lui-même.

Une telle politique, alternant répression et apaisement, est-elle de nature à porter remède aux maux dont souffre l'économie ? La Pologne, qui espère être admise cette année au Fonds monétaire international, ne peut ignorer les mesures d'austérité que lui recommande cet organisme. En dépit de froissements permanents avec les pays occidentaux — et cette semaine encore avec les États-Unis — le régime souhaite également renouer avec eux d'indispensables liens de coopération. Il n'est pas certain que le repli tactique consenti par le général Jaruzelski suffise à lui rendre la respectabilité nécessaire.

(Lire nos informations page 6.)

## LES ÉLECTIONS AU PAKISTAN

### L'échec du boycottage renforce le régime

La participation à l'élection, lundi 25 février, d'une Assemblée islamique au Pakistan a franchi le seuil des 40 % de votants, ainsi que le souhaitait le président Zia ul Haq. Ce dernier a jugé que le scrutin avait été un échec pour l'opposition, qui avait appelé au boycottage. Six ministres sur onze, qui se présentaient, ont cependant été battus.

De notre envoyé spécial

Islamabad. — Pari gagné. Comme le président Zia ul Haq le leur avait demandé, entre seize et dix-huit millions d'électeurs (sur trente-cinq millions) ont pris part, lundi 25 février, dans l'ordre et le calme exigés par le régime, aux premières élections générales « apolitiques » de l'histoire du pays. Il y eut quelques affrontements violents, sporadiques, entre partisans de candidats rivaux dans les quatre provinces, mais le bilan de la journée (sept morts et une trentaine de blessés) n'a, d'après les journalistes locaux, « rien d'exceptionnel en période électorale ». La consultation de 1977, la dernière, sous l'ancien régime d'Ali Bhutto, avait fait une vingtaine de tués.

Le régime militaire-islamique du président Zia ul Haq, il est vrai, pris ses précautions et déploya aux abords des 80 000 bureaux de vote répartis sur le territoire national d'importantes forces de sécurité. Celles-ci sont notamment intervenues à Peshawar, Lahore et Karachi pour disperser, à coups de matraque, des groupes plus ou moins importants de militants qui cherchaient,

selon la formule officielle, à « perturber les consultations ».

Une quarantaine de personnes ont été arrêtées, et certaines inculpées et jugées sur-le-champ par les tribunaux d'exception de la loi martiale. A Kashmir-Taluqa, dans le Sind, trois personnes, mêlées à un affrontement qui a fait six blessés, ont été condamnées à trois ans de prison et 5000 roupies d'amende (environ 3000 F). A Karachi, quatre « agitateurs » pris sur le fait ont été jugés coupables et condamnés à un an de prison et à quinze coups de fouet chacun.

Progressivement mis en place dans le pays depuis quelques années, l'ordre islamique, au dire de l'un des piliers du régime, est désormais inébranlable, et le processus d'islamisation devrait être accéléré. Interrogé lundi après-midi dans sa circonscription de Rawalpindi, près de la capitale, le général Zia ul Haq n'a pas caché son immense satisfaction : « Nos prédictions (quant au nombre de votants) se sont réalisées », exultait-il.

PATRICE CLAUDE.  
(Lire la suite page 7.)

## L'IMPASSE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### Le président du gouvernement du territoire réclame le départ de M. Edgard Pisani

Plusieurs milliers de personnes — 15 000 selon la police, 30 000 selon les organisateurs — ont défilé « pour la liberté », mardi 26 février, dans les rues de Nouméa à l'appel des porte-parole du mouvement anti-indépendantiste. Cette manifestation s'est déroulée sans incident.

Au nom de la majorité territoriale de Nouvelle-Calédonie, M. Dick Ukeiwé a déclaré au micro de

France-Inter que M. Edgard Pisani constitue « un obstacle au dialogue ». Le président du gouvernement local a ajouté : « Si j'acceptais de rencontrer Pisani, je perdrais la confiance des Calédoniens et leurs réactions deviendraient incontrôlables. » Il a ajouté que le Rassemblement pour la Calédonie dans la République envisage d'organiser son propre référendum dès le 15 avril.

Par la voix du président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, la majorité conservatrice de la Nouvelle-Calédonie, qui exerce un contrôle absolu sur l'Assemblée locale depuis les élections du 18 novembre, boycottées par le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), a franchi,

mardi 26 février, une nouvelle étape dans sa contre-offensive contre le pouvoir central. Au nom de ce courant anti-indépendantiste, incarné par le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, porte-drapeau de la communauté calédonienne, le sénateur RPR a posé un



nouveau préalable à toute négociation sur les projets du gouvernement, le remplacement de M. Edgard Pisani, et entrepris d'opposer un scrutin d'autodétermination envisagé pour l'été prochain par M. Mitterrand l'organisation, dès le printemps, de sa propre consultation référendaire sur ses propres thèses.

Cette double prise de position, intervenant après le succès de la manifestation organisée le même jour à Nouméa, en violation de la loi sur l'état d'urgence, par les deux autres principaux porte-parole de la communauté d'origine européenne, MM. Jacques Lafleur, député RPR du territoire, et Roger Laroque, maire de Nouméa, s'inscrit dans le droit fil de la stratégie mise en œuvre, sous la conduite de M. Charles Pasqua, par l'état-major du RPR : il s'agit d'exploiter au maximum la difficulté du pouvoir à trouver une solution au casse-tête calédonien, pour essayer d'obliger M. Mitterrand à battre en retraite, comme l'opposition y était parvenue dans la querelle sur l'école privée.

La majorité calédonienne se prête volontiers à ce jeu de politique hexagonale en recourant à une méthode qu'elle a employée à diverses reprises au cours de la décennie écoulée. C'est même devenu un rite ou presque en Nouvelle-Calédonie : chaque fois que le représentant du gouvernement s'enhardit jusqu'à avancer, à contre-courant, dans la recherche de solutions tendant à effacer davantage les séquelles de l'époque coloniale, les partisans du statu quo ne lésinent sur aucun argument pour le discréditer.

M. Pisani n'échappe pas à cette pratique, comme en furent victimes, avant lui, les derniers secrétaires d'Etat aux DOM-TOM : M. Paul Djouad, voué aux gémonies, sous le pouvoir présidentiel de M. Giscard d'Estaing, parce que jugé trop progressiste après avoir commencé à faire appliquer une réforme foncière ; puis M. Henri Emmanuelli, accusé de sectarisme pour avoir publiquement dénoncé l'existence d'inégalités économiques et sociales pourtant évidentes ; ensuite M. Christian Nucci, taxé de malgais pendant l'exercice de ses fonctions de haut commissaire, pour avoir favorisé l'accession à la présidence de l'ancien exécutif local du chef indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, suite à un renversement d'alliances ; enfin M. Georges Lemoine, qui fut considéré comme trop conciliant avant de voir son nouveau statut d'autonomie interne, proche sur bien des points du contre-projet de M. Ukeiwé, évincé aujourd'hui... par ses adversaires d'hier.

ALAIN ROLLAT.  
(Lire la suite page 9.)

## Le trouble français

par ANDRÉ FONTAINE

A la croire un sondage Paris-Match-BVA du 1<sup>er</sup> mars, 50 % des Français, contre 30 %, ont « une bonne opinion de Laurent Fabius en tant que premier ministre », ce qui signifie une hausse aussi soudaine que remarquable de 11 % ; 70 % pourtant sont « mécontents de la façon dont la France est gouvernée » et 55 % ont une « mauvaise opinion » du président dont le même Fabius reçoit ses directives. Aussi bien, un autre sondage, réalisé, celui-là, par la SOFRES pour le Figaro du 19 février, donnait-il 58 % des voix à l'opposition aux prochaines législatives. Reste qu'un autre sondage BVA, vieux celui-là de quelques semaines, fait apparaître que 22 % de nos compatriotes seulement croient que l'opposition, si elle était au pouvoir, ferait mieux que l'équipe actuelle.

Ce n'est pas tout. Le sondage BVA du 1<sup>er</sup> mars, déjà cité, montre que 47 % de nos compatriotes, contre 29 %, sont partisans de la Nouvelle-Calédonie française, ce qui ne les empêche pas d'être convaincus à 53 %, contre 16 %, qu'elle sera indépendante dans dix ans.

Est-ce à dire que les enfants de Descartes seraient devenus, comme le héros des Caves du Vatican, des

« êtres d'inconséquence » ? Ce n'est pas sûr. On peut, par exemple, être instinctivement favorable au maintien du « caillou » calédonien dans l'ensemble français et sceptique, à méditer les leçons de l'histoire récente et à regarder la carte, quant aux chances de durée de ce maintien.

Plus déconcertante est évidemment la comparaison des sondages qui portent sur la politique en métropole. Mais le bon sens, là aussi, aide à comprendre. Les départs du socialisme sont légitimes. A preuve qu'il s'est même constitué une amicale des anciens du PS. C'est beaucoup leur demander, à l'heure qu'il est, de voter pour des gens qui, après avoir promis le bonheur pour tous, s'avisent que la modernisation implique, hélas ! une phase de développement du chômage. Ne parlons pas des communistes : ce n'est pas demain qu'on leur referra le coup de l'anion de la gauche.

Cela signifie-t-il que les « déçus » en question font confiance, pour redresser la situation, à ceux qui, chassés du pouvoir en 1981, aspirent avec tant d'appétit à le reprendre ? L'enthousiasme, manifestement, n'y

est pas : le souvenir des erreurs passées est trop proche, les querelles des trois aspirants à la magistrature suprême trop manifestes, l'alliance Chirac-VGE entachée de trop de réticences, le creux des programmes — dans la mesure où il y en a — trop patent, la tendance de trop de chefs de l'opposition à sauter sur n'importe quelle occasion d'alimenter la « guerre civile verbale », juste-ment dénoncée par Jean-François Kahn, trop dangereuse pour ne pas créer un trouble — sinon un malaise — parmi beaucoup de ceux qui ne demandent qu'à être mieux gouvernés.

Il est normal que Laurent Fabius en bénéficie dans la mesure où : 1) à tort ou à raison, il paraît moins lié qu'un autre à la naïve croyance à la relance qui a marqué les débuts du septennat ; 2) il dit rarement un mot plus haut qu'un autre ; 3) il fait sérieux et n'a pas trop l'habitude de raconter des salades, ce qui, aux yeux justement exigeants de la jeunesse d'aujourd'hui, constitue le péché majeur.

François Mitterrand souffre, en comparaison, d'être une figure trop familière et par conséquent plus usée. Avec Giscard, Chirac et Mar-

(Lire la suite page 8.)

## LIRE

### 3. PROCHE-ORIENT

M. Shimon Pérès : les propositions de M. Mubarak « doivent être examinées avec soin ».

### 8. POLITIQUE

M. Georges Marchais : pas question de céder au chantage du Parti socialiste.

### 10. DOSSIER

La réforme municipale des grandes cités.

### 12. FORBACH

Dignité et résignation après la mort de vingt-deux mineurs victimes d'une explosion.

## AU JOUR LE JOUR

### Solution

Soit dit sans vouloir vexer ni les caldoches ni les Canaques, le feuilleton néo-calédonien pourrait bien finir par être lassant. Voilà quatre mois que la France tourne et retourne en tous sens la question de l'avenir de ce territoire lointain. Quatre mois que l'Hexagone raisonne, jusqu'à la surdore, de politiciens à propos de ces îles faites pour le bonheur et dont la population n'atteint pas celle d'un arrondissement métropolitain, celui de Forbach par exemple.

Si un référendum a lieu là-bas et si, comme probable, il aboutit au refus de l'indépendance, que restera-t-il comme solution ? Une seule : que la métropole proclame unilatéralement son indépendance par rapport à la Nouvelle-Calédonie.

BRUNO FRAPPAT.

TRAVERSES

Traverses  
Revue du Centre  
de Création  
Industrielle

politique  
fin de siècle

TRAVERSES 3384

Centre  
Georges  
Pompidou

TENNIS  
A PARIS

734-36-38



# débats

## Un terrorisme peut en cacher un autre

La démocratie doit répondre au défi sans se pervertir elle-même

par JEAN-PAUL JEAN, GÉRARD SOULIER, et MICHEL TUBIANA (\*)

CERTAINS démagogues professionnels tentent de provoquer l'opinion : dénonçant la faiblesse des lois et des volontés politiques, ils se saisissent du terrorisme comme d'une sobaine pour forcer l'avènement d'un régime de type autoritaire.

Ainsi un terrorisme peut en cacher un autre. A n'en voir qu'un, il y a risque d'être égaré par l'autre. Le terrorisme place ainsi la démocratie face à un double défi. Elle se doit d'y répondre sans faiblesse, et sans se pervertir elle-même, sans donner au terrorisme cette forme de victoire : finir par lui ressembler. Elle doit donc, contre tous, identifier sa défense à la défense des principes juridiques et politiques sur lesquels elle est fondée. C'est ainsi qu'elle se distingue de la barbarie : l'emploi de la force y est réglementé, et en toute hypothèse, certaines limites ne sauraient être dépassées parce qu'elles sont celles-là mêmes de la démocratie.

La démocratie se fonde sur une notion de la liberté politique, et celle-ci ne peut être effective sans les garanties minimales qui sont celles de l'état de droit. Ainsi la démocratie ne peut être pensée en dehors du respect scrupuleux de certains principes juridiques fondamentaux que rien n'autorise à abdiquer : la présomption d'innocence, suivant laquelle nul ne peut être condamné sans avoir été dûment convaincu de sa culpabilité ; la personnalisation des délits et des peines ; la non-rétroactivité de la loi pénale ; le droit de chacun à ce que sa « cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable » (Convention européenne de 1950, art. 6), ce qui condamne certaines formes abusives, et même scandaleuses de détention préventive ; l'exclusion de toute forme de traitement cruel, inhumain ou dégradant - c'est-à-dire de toute forme de torture - en particulier dans le régime de détention ; le droit à une défense libre, avec tout ce que cela implique dans le choix des avocats et dans les moyens d'argumentation.

Ces principes excluent encore toute juridiction et toute législation d'exception, dont il est heureux que la France se soit enfin débarrassée ; on ne voit pas en quoi la Cour de sûreté de l'Etat pouvait conjurer le terrorisme ; ou se souvient bien qu'elle fut outrageusement utilisée pour réprimer lourdement les mouvements autonomistes bretons ou corse, ou pour mettre aux oubliettes un aventurier auteur d'un livre contenant d'impensables histoires centralisées. Qui se dit démocrate ne peut se reconnaître que dans la défense intrinsèque de ces principes élémentaires. Pas de compromis possible dans tout cela, y compris au nom de la lutte contre le terrorisme. L'amalgame est donc inadmissible : défendre ces principes, dénoncer la dérive autoritaire d'un régime n'a évidemment rien à voir avec un soutien quelconque du

terrorisme. A ce chantage-là il ne saurait être non plus question de céder. Ainsi la légitimité de la lutte contre le terrorisme ne saurait légitimer n'importe quel. Or, pendant les « années de plomb », au nom de la défense de l'ordre démocratique libéral, l'Allemagne fédérale a introduit dans son droit pénal des mesures qui ne sont ni démocratiques ni libérales : parmi celles-ci, d'injustifiables atteintes aux droits de la défense. Passés les procès de la Fraction armée rouge, subsistent ces mesures. Comme règles « générales et impersonnelles », elles s'appliquent à tous, et l'un voit bien qu'elles n'ont pas mis fin au terrorisme.

### Ce qui est crime ce qui est politique

Il en va de même pour l'Italie. La détention préventive peut atteindre dix ans ; elle peut même aller au-delà si une nouvelle accusation est portée contre l'intéressé. Amnesty International et la Fédération internationale des droits de l'homme ont plusieurs fois dénoncé cet abus ainsi qu'une de ses conséquences particulièrement choquantes : certaines personnes ont été finalement libérées après plusieurs années de prison sans avoir jamais été jugées. La loi a consacré également la pratique détestable des réductions de peine pour les « repentis », ce qui permet toutes les manipulations : certains accusés du fameux procès du « 7 avril » ont été condamnés sur la base de témoignages de repentis avec lesquels ils n'ont jamais été confrontés, ces « témoins » trouvant très opportunément les moyens de quitter l'Italie au moment où s'ouvrait le procès.

Toutes ces mesures ne font que blesser la démocratie sans désarmer pour autant le terrorisme. Il faut se résoudre à cette idée : face au terrorisme, comme à l'égard de toute criminalité, il n'y a pas de panacée, pas de recette infallible. Seuls des esprits simples peuvent le croire, et des démagogues le prétendre. Comment alors aborder la question de la lutte contre le terrorisme ? Il n'y a pas de notion juridique du terrorisme. En l'absence de cette notion, il n'y a pas de panacée, pas de recette infallible. Seuls des esprits simples peuvent le croire, et des démagogues le prétendre.

Comment alors aborder la question de la lutte contre le terrorisme ? Il n'y a pas de notion juridique du terrorisme. En l'absence de cette notion, il n'y a pas de panacée, pas de recette infallible. Seuls des esprits simples peuvent le croire, et des démagogues le prétendre.

qui est politique appelle une prise en compte politique. Que cela plaise ou non, une bande terroriste comme la Fraction armée rouge ou Action directe n'est pas assimilable à un gang marseillais.

Ce qui est crime doit être, comme tel, poursuivi et réprimé. Le code pénal comporte de multiples qualifications susceptibles d'être appliquées aux crimes dans des situations terroristes : outre l'enlèvement, la prise d'otage, l'assassinat, il y a toute la série des « attentats, complots et autres infractions contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national » tels que les « crimes tendant à troubler l'Etat par la violence ou la dévastation ». La justice n'est donc pas démunie, et le rôle de la police n'est pas différent de celui qu'elle a à accomplir pour la criminalité de droit commun : rechercher et maîtriser, pour les remettre à la justice, les auteurs présumés de ces actes.

Reste alors, et c'est le point délicat, la question politique. A la différence des dictatures, la démocratie reconnaît la légitimité du conflit, et elle préconise des procédures de confrontation qui proscrirent le recours à la violence. S'il n'y a pas de démocratie idéale, il y a cependant des démocraties et les autres régimes.

Dans les démocraties, le terrorisme est perçu comme un injustifiable délit. La démocratie se sent bafouée, et c'est pour cela que le trouble est plus grand à la suite d'un assassinat commis par des terroristes - qui le revendiquent ! - qu'à la suite de n'importe quel autre meurtre. Le terrorisme est ressenti comme une agression insupportable.

Il ne suffit pas cependant de stigmatiser. Il faut, nécessairement, une forme de réponse politique, et la réponse de la démocratie ne peut se

(\*) Respectivement magistrat, professeur de droit, avocat.

concevoir en dehors de la réaffirmation des valeurs démocratiques. Elle ne saurait donc être prise sous la dictée de quelques excités en mal de pouvoir fort, rêvant, eux aussi, de la subvertir.

La démocratie suppose également que l'on réagisse par l'intelligence et non par le coup de sang. Comment maîtriser ce que l'on ne connaît pas ? Que signifie le terrorisme, ici ? là ? « Pourquoi la Fraction armée rouge à nouveau ? » n'est pas la même question que : « Pourquoi la Fraction armée rouge en 1975 ? »

Le terrorisme européen d'aujourd'hui semble n'être le fait que de groupes extrêmement restreints (1). En dépit de leur prétention, leur violence ne peut être assimilée ni à la résistance opposée à une dictature, ni à la lutte d'un peuple contre une occupation étrangère. De ce point de vue, l'Allemagne fédérale est parfaitement fondée à refuser aux décrets de la Fraction armée rouge le statut de prisonniers de guerre qu'ils revendiquent depuis des années. Isolés, ces groupes le seront davantage encore, et voués à l'impasse, si les démocraties se révèlent solides sur leurs principes, si elles ne cèdent pas au chantage, à aucun chantage ; si elles ne s'abaissent pas au vertige que cherchent à leur donner les terroristes, d'une part, et leur noire réplique, de l'autre.

C'est en ne cédant pas sur ses principes que la démocratie peut sortir renforcée. Les terroristes, alors, seront vainement seuls, et sans doute déposeront-ils les armes. Pour se défendre, ils n'auront alors que leurs avocats. Mais c'est leur droit, intangible. Et en toute hypothèse leurs droits de justiciables doivent être respectés, défendus s'il le faut. C'est à cela qu'on reconnaît la force des démocraties.

(1) R. Le Gendre et E. Pizel, « Les nouveaux terroristes », *Le Monde*, des 14 et 15 février 1985.

## La course aux armements existe-t-elle ?

Il n'y a pas de corrélation significative entre les dépenses militaires des Etats-Unis et celles de l'URSS

par CHRISTIAN SCHMIDT (\*)

SOUS l'appellation générale de « course aux armements », on désigne volontiers aujourd'hui toute forme de dynamique conduisant à l'accroissement des dépenses militaires dans le monde. Considérée au pied de la lettre, cependant, cette expression évoque l'image singulière d'une compétition athlétique entre les nations sur le terrain mondial de l'armement. C'est pourquoi il serait sans doute préférable d'en réserver l'emploi au mécanisme particulier d'action et de réaction par lequel l'augmentation quantitative ou l'amélioration qualitative du matériel militaire dans un pays engendre une évolution semblable dans d'autres. La course aux armements ainsi redéfinie s'entendrait seulement d'un processus cumulatif auto-entretenu dont une formulation mathématique simple avait déjà été proposée, il y a plus d'un demi-siècle, par un polémologue anglais la lettre, le météorologue britannique L. W. Richardson (1).

Or, on dispose aujourd'hui, grâce à des organismes comme le SIPRI, l'ACDA et l'IISS (2), d'informations régulières sur les dépenses militaires, la production et les ventes d'armes dans le monde. En dépit de leurs imperfections, des lacunes et des contradictions qu'elles contiennent, elles permettent néanmoins d'affirmer qu'actuellement l'hypothèse d'une course aux armements entre les deux grandes puissances, au sens précis où elle a été définie, ne se trouve nullement vérifiée.

### Un phénomène régional

Quelles que soient les sources statistiques récentes et les techniques économétriques utilisées, aucune corrélation significative n'a été dégagée jusqu'à maintenant de la mise en relation des variations des dépenses militaires aux Etats-Unis et en Union Soviétique au cours des vingt-cinq dernières années. Ce résultat provisoire, qui tient en cause une idée reçue, tranche du reste avec l'évolution observée des budgets respectifs de l'Otan et du Pacte de Varsovie qui présente au contraire une liaison étroite durant la même période. Son aspect paradoxal n'en trouve ainsi renforcé.

Est-ce à dire qu'il n'existe pas de course aux armements dans le monde ? En aucun cas, mais ce phénomène s'observe surtout au niveau régional entre certaines nations (Israël et Etats arabes) et prend souvent des allures atypiques par rapport au modèle initial. Il révèle parfois une asymétrie entre un « leader » et un « suiveur » (exemple Irak/Iran) ou se manifeste de manière indirecte au terme d'un processus triangulaire (Inde et Pakistan par rapport à la Chine). Si ces différentes courses aux armements régionales ou locales émanent de systèmes autonomes, leur réalisation reste pour une large part alimentée par les transferts internationaux de matériel militaire, dont 70 % environ proviennent toujours des deux grands.

Il reste à interpréter la conclusion majeure de ces études contestant l'existence d'une véritable course aux armements entre les Etats-Unis et l'URSS. Deux arguments peuvent être avancés : le niveau croissant de la technologie militaire dans les armées de ces pays qui requiert dans les deux camps une planification toujours plus contraignante et un allongement continu des horizons temporels pertinents ; le caractère nécessairement bureaucratique des systèmes de décisions militaires industrielles qui se trouve, selon les modalités différentes, dominé dans les deux grandes puissances par des considérations de politique intérieure. Pour se convaincre de ce dernier point, il suffit de confronter séparément l'évolution des budgets américains et soviétiques à des variables représentatives du fonctionnement respectif de leur politique et de leur économie interne (cycle électoral et consommation intérieure aux Etats-Unis, révolution du pouvoir et exécution des plans économiques en URSS) ; ce qui n'infirme, bien sûr, aucune symétrie entre les deux situations (3). Tout semble donc se passer comme si l'armement des deux grands fonctionnait à la manière de machines obédissantes qui ne communiquent entre elles que par la seule vertu d'une rhétorique conventionnelle à l'usage de l'opinion.

Si cette représentation se confirme, la notion souvent dénoncée de « relance de la course aux armements » n'a plus valeur que de slogan, et l'idée, caressée par certains stratèges américains, d'atteindre la dynamique soviétique par une augmentation des crédits d'équipement militaire des Etats-Unis devient largement illusoire. D'une manière plus fondamentale, cette constatation devrait conduire à repenser aujourd'hui le concept de contrôle de l'armement (*Arms control*) : encore implicitement contenu dans les différents schémas de négociations stratégiques Est-Ouest. Certes, le processus d'armement des deux grands engendre des conséquences internationales évidentes, mais leur ressort profond semble d'origine principalement interne au vu de ces recherches quantitatives. Une réflexion positive sur le désarmement passe donc par une correcte évaluation des multiples implications économiques, politiques et stratégiques de ce constat.

(\*) Professeur à l'université de Paris-IX Dauphine, président de l'Association française des économistes de défense.

(1) L. W. Richardson, *Arms and Insecurity*, ouvrage publié à titre posthume en 1960.

(2) Stockholm International Institute for Peace Research ; Arms Control and Disarmament Agency ; International Institute for Strategic Studies.

(3) Cf. les études récentes de B. Russett et T. R. Cusack sur les dépenses militaires américaines et l'article de T. R. Cusack et M. Dowdard « Military spending in US, USSR and People's Republic of China », *The Journal of Conflict Resolution*, n° 3, 1982.

### « L'ANNEE STRATEGIQUE » DE PASCAL BONIFACE

#### Un instrument de référence « sans chauvinisme »

DEPUIS des temps immémoriaux, les observateurs des problèmes militaires et stratégiques n'avaient pratiquement qu'une source à leur disposition pour connaître les effectifs et les équipements des forces armées dans le monde : la très fameuse *Military Balance*, publiée annuellement par l'Institut international des études stratégiques de Londres, un recueil fort bien fait qui, comme on le sait, ne fait autorité.

Cet ouvrage a désormais une contre-partie française : l'Année stratégique, dirigée sous la direction de Pascal Boniface avec la collaboration de nombreux experts, se veut même un peu plus que cela, puisqu'à l'inventaire des « quinquennaires » s'ajoutent de longues analyses politiques sur les événements de l'année écoulée. L'ouvrage incorpore donc l'équivalent de *Strategic Survey*, une autre publication de l'Institut de Londres. Le but de cet effort, comme l'indique dans sa préface Jacques Soppelsa, président de Paris 1, est de « fournir, suivant une orientation scientifique française, mais sans « chauvinisme » aucun, un annuaire de référence qui puisse satisfaire les besoins du large public intéressé par les questions géostratégiques ».

On se gardera de porter un jugement définitif sur les très nombreux chiffres et statistiques fournis par ce recueil. Un premier examen des principaux ensembles ne donne en tout cas pas lieu à contestation. Les descriptions sont souvent plus détaillées que celles de l'annuaire de Londres, en particulier au niveau des armements portés par chaque avion, navire, char, etc. Un atlas illustre utilement non seulement les conflits de la dernière période (Tchad, Amérique centrale), mais aussi des données moins connues de la situation géopolitique, telles que la population palestinienne et « les sorcières de la marine soviétique sur le Pacifi-

que ». On peut souhaiter seulement, pour une prochaine édition, des descriptions moins statiques, prenant en compte par exemple la dynamique de la course aux armements et les chiffres passés.

De sérieuses réserves s'imposent en revanche à propos des analyses politiques. En premier lieu, ce volume sorti au début de 1985 ne couvre bien souvent que les événements de 1983. Pour l'URSS, par exemple, on en reste, dans un long texte qui dit un peu tout et son contraire, à l'ère Andropov. En second lieu, l'orientation scientifique française a droit de parole. M. Soppelsa se traduit en fait par un pesant conformisme en faveur de toute la politique du gouvernement français sans exception. S'il était normal et utile d'exposer ses thèses sur la dissuasion ou les conflits en cours, on aurait tout de même souhaité une plus grande indépendance de ton. Quant à la synthèse sur la Proche-Orient, elle se distingue par une partialité orientée à propos du Liban : à en croire l'auteur, les seuls maux de ce pays seraient les hommes des Forces libanaises (les milices chrétiennes), à la fois « piétras combattants » et auteurs d'incessantes « provocations armées contre les musulmans ».

Au total, on regrettera que les analyses ne soient pas à la hauteur de l'impressionnant travail déployé par ailleurs et d'atteignent pas la « classe internationale » qui a fait le succès des synthèses de l'Institut de Londres. Ce recueil n'en mérite pas moins de figurer, par ses chiffres et sa documentation, au rang des ouvrages de référence indispensables pour tous les chercheurs de langue française en ces matières.

MICHEL TATU.

\* Editions maritimes et d'outre-mer/Jean-Claude Lattès, 380 p., 299 F.



### Essai sur le pouvoir occidental

DÉMOCRATIE ET DESPOTISME DANS L'ANTIQUITE

Par Chantal Millon-Desol

Le despotisme n'a pas de patrie. La démocratie en a une : elle naît en Occident, avec la première société civile. La cité occidentale est une société de personnes. La nation despotique, une foule d'esclaves infantilisés. Pourtant, la liberté occidentale est précaire.

Collection « Questions » 256 pages - 140 F.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69572 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faures (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salca.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75427 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 369 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les sous-progrès en capitaux d'imprimerie.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$ ; G.-B., 56 p. ; Grèce, 65 dr. ; Israël, 180 s. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 86 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Thaïlande, 120 L. ; Yougoslavie, 110 ad.

سكسلا من الاموال

هكذا من الامم

aux armements  
e-t-elle?

corrélation significative  
armements militaires  
le et l'URSS

THOMSON CSF

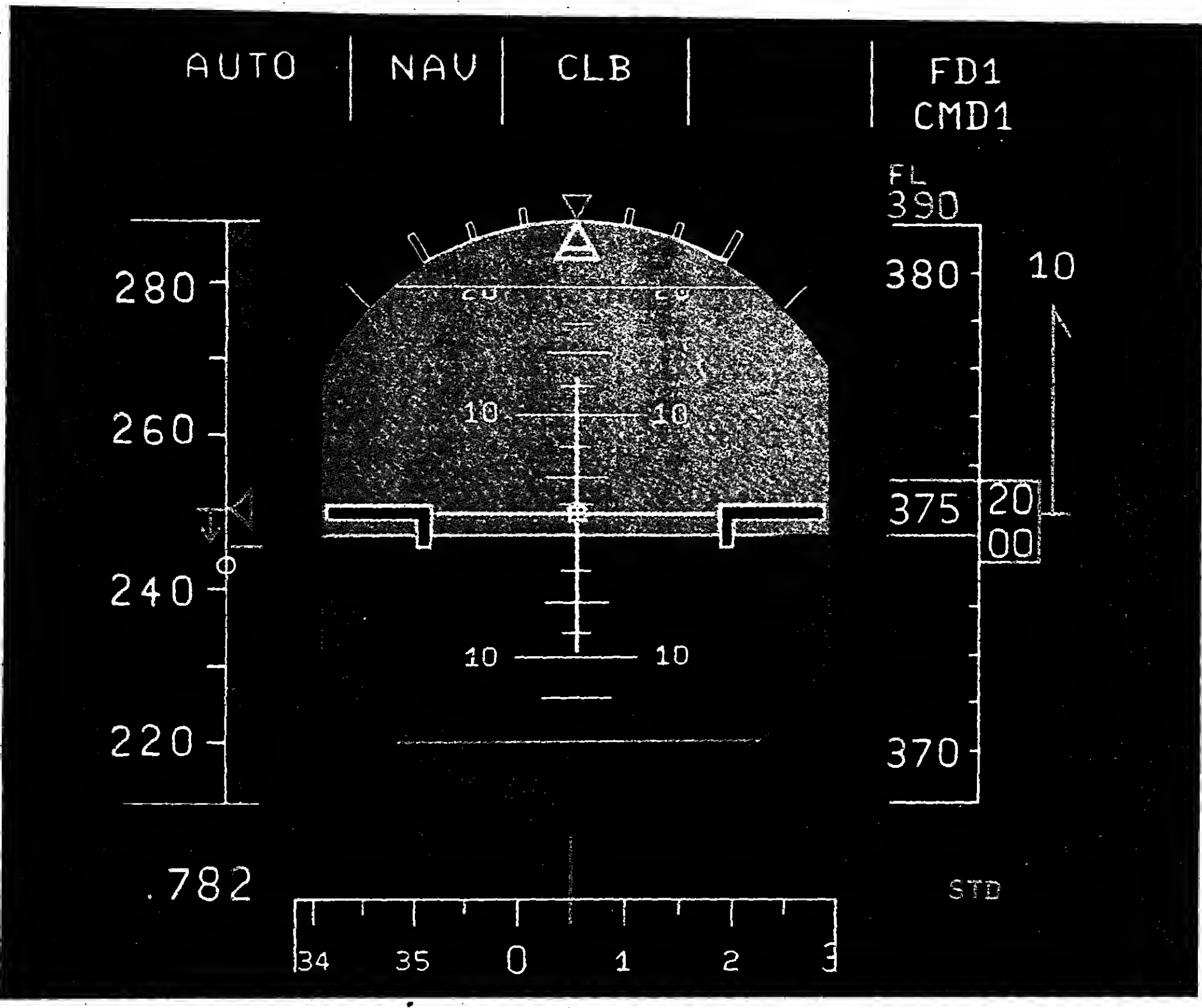
Le développement de l'aviation civile est un secteur où il est difficile de s'imposer, c'est bien celui de l'aéronautique civile. Pour réussir ce difficile pari, il faut prendre la bonne décision au bon moment.

En décidant, il y a plus de vingt ans, de participer à l'équipement du "Concorde", THOMSON s'est engagé dans l'une des plus grandes aventures industrielles de notre temps.

Depuis 1979, grâce à sa contribution à l'Airbus A 310, THOMSON CSF est devenu l'un des grands de l'équipement aéronautique.

Avec l'A 320, c'est une nouvelle page de l'histoire de l'aéronautique qui se tourne.

# Airbus A320: la trajectoire au doigt et à l'œil.



**Décider.** S'il est un secteur où il est difficile de s'imposer, c'est bien celui de l'aéronautique civile. Pour réussir ce difficile pari, il faut prendre la bonne décision au bon moment.

**Investir.** Depuis des années, THOMSON CSF a investi dans les secteurs de pointe, donc dans l'aéronautique. Cette politique a fait de THOMSON CSF, en vingt ans seulement, l'un des principaux partenaires dans le domaine des équipements de bord pour le transport aérien.

**Réussir.** Depuis l'Airbus A 320, le pilote n'est plus seul... L'A 320, équipé par THOMSON CSF, devient en effet le premier avion civil à posséder des commandes entièrement électriques ! Dégagé des contraintes de pilotage, l'homme peut désormais consacrer tous ses efforts au contrôle et à la sécurité. Deux précautions valent mieux qu'une. Les pilotes d'hier sont devenus des "gestionnaires du vol". Après avoir collaboré au "Concorde" et aux Airbus, THOMSON voit couronner ses efforts avec l'A 320. Innover dans tous les domaines, se battre sur tous les fronts, finalement c'est payant !

Le Monde

ANNÉES	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
FRANCE	100	100	100	100	100	100	100
ALLEMAGNE	100	100	100	100	100	100	100
ITALIE	100	100	100	100	100	100	100
ESPAGNE	100	100	100	100	100	100	100
PORTUGAL	100	100	100	100	100	100	100
GRÈCE	100	100	100	100	100	100	100
IRLANDE	100	100	100	100	100	100	100
ROYAUME-UNI	100	100	100	100	100	100	100
IRlande du Nord	100	100	100	100	100	100	100
EUROPE	100	100	100	100	100	100	100
AFRIQUE	100	100	100	100	100	100	100
ASIE	100	100	100	100	100	100	100
Océanie	100	100	100	100	100	100	100
Moyen-Orient	100	100	100	100	100	100	100
URSS	100	100	100	100	100	100	100
USA	100	100	100	100	100	100	100
Canada	100	100	100	100	100	100	100
Amérique latine	100	100	100	100	100	100	100
MONDE	100	100	100	100	100	100	100

**THOMSON**

Pour nous, l'avenir a un sens.

EUROPE







Cambodge

Le conflit fait l'objet d'une intense activité diplomatique

Dix jours après les derniers succès militaires vietnamiens contre les Khmers rouges dans l'extrême-ouest cambodgien, la tension demeure vive à la fois sur la frontière khméro-vietnamienne et sur celle entre la Chine et le Vietnam. La diplomatie n'en reprend pas moins ses droits avec une série de démarches dont le conflit cambodgien est l'objet.

Alors que le prince Sihanouk effectue, depuis dimanche 24 février, une tournée de onze jours en Australie et en Nouvelle-Zélande, le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Kusumaatmadja, doit se rendre, début mars à Hanoï, pour tenter de convaincre les dirigeants vietnamiens de l'opportunité d'une rencontre entre le prince Sihanouk et M. Pham Van Dong à l'occasion, les 24 et 25 avril, des cérémonies marquant le trentième anniversaire de la conférence de Bandung. Les deux hommes d'Etat avaient, en effet, représenté leurs pays respectifs en 1955 et pourraient être invités, fin avril, « à titre de courtoisie ». Le séjour de M. Kusumaatmadja à Hanoï, qui a déjà été reporté à deux reprises, offre d'autant plus d'intérêt que l'Indonésie a été chargée par ses partenaires de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) - Brunei, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande - de prendre des contacts avec le Vietnam à propos du Cambodge.

Hanoï a récemment réaffirmé que le prince Sihanouk pouvait de nouveau jouer un rôle au Cambodge (le Monde du 23 février). A son arrivée à Sydney, ce dernier s'est déclaré prêt, de son côté, à des entretiens en Indonésie en avril, à condition, toutefois, de s'exprimer au nom des trois factions de la résistance cambodgienne et non à titre personnel. Lundi, Bangkok a fait savoir que le gouvernement thaïlandais se féliciterait d'une rencontre, à Bandung, entre M. Sihanouk et des dirigeants vietnamiens, car Hanoï prêterait « acte, d'une certaine façon, de l'existence du gouverne-

JEAN-CLAUDE POMONTI

DIPLOMATIE

EN VISITE A ROME

M. Gromyko va rencontrer Jean-Paul II. Le contentieux entre Moscou et le Vatican n'a cessé de s'aggraver

De notre correspondant

Rome. - M. Andreï Gromyko, accompagné d'une forte délégation, est arrivé lundi 25 février à Rome pour une visite officielle de trois jours et demi (le Monde du 26 février). C'est la première fois depuis quatre ans que le dirigeant de la diplomatie soviétique se rend longuement dans une des capitales des trois pays européens qui ont déjà installé sur leur territoire des missiles de croisière américains (1). Cette reprise de contact avec l'Europe occidentale commence par l'Italie, comme pour souligner l'intérêt des officiels soviétiques pour la relative indépendance des positions de la diplomatie de Rome, et notamment du ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, sur la détente et les rapports Est-Ouest.

Le premier après-midi romain du ministre soviétique des affaires étrangères a été simplement consacré à une visite des ruines de l'Ostie antique. Les entretiens politiques ont commencé ce mardi matin avec un long tête-à-tête entre les deux ministres. Ils s'étaient déjà rencontrés deux fois l'an dernier, à Moscou et à New-York. Les correspondants des quotidiens italiens à Moscou soulignent que, depuis plusieurs jours, la presse soviétique insiste sur les « importants points de convergence » de certaines prises de position internationales entre l'Union soviétique et l'Italie, en particulier l'opposition à tout changement de frontière en Europe, l'hostilité à la militarisation de l'espace et la recherche d'un règlement global du conflit au Proche-Orient par une négociation entre toutes les parties en présence, dont l'O.L.P.

Un déficit de 4 300 milliards de lires

Le vice-ministre du commerce extérieur soviétique fait partie de la délégation en visite à Rome, car une grande partie des entretiens sera consacrée aux questions économiques, et notamment au réajustement des échanges commerciaux entre les deux pays. Le déficit de la balance commerciale italienne avec l'URSS atteignait en 1984 le chiffre record de 4 300 milliards de lires, soit plus du quart du total du déficit des échanges de la péninsule avec le reste du monde. M. Gromyko devait s'entretenir, dans l'après-midi, avec le chef du gouvernement italien,

M. Bettino Craxi, puis avec le président de la République, M. Sandro Pertini. Comme à l'occasion de chacune de ses cinq visites à Rome depuis 1966, M. Gromyko se rendra, jeudi matin, au Vatican. Il a bien connu Paul VI, qu'il rencontra quatre fois, mais aussi Jean-Paul II, avec qui il eut un tête-à-tête de deux heures en 1979, à propos des problèmes de la paix, de la coexistence pacifique et de la situation des catholiques en Union soviétique. Cette nouvelle rencontre, pour laquelle le pape interrompra une retraite spirituelle d'une semaine, est d'autant plus importante qu'au cours des quatre dernières années, le contentieux entre Moscou et le Vatican n'a cessé de s'aggraver, notamment après les événements de Pologne. Les dirigeants soviétiques n'hésitent pas à accuser le Vatican de mener une « politique » alignée sur celle de l'administration américaine.

(Interim.)

(1). Il s'agit, outre l'Italie, de la RFA et de la Grande-Bretagne.

M. CLAUDE SOUBESTE AMBASSADEUR A NIAMEY

Le Journal officiel du mardi 26 février annonce la nomination de M. Claude Soubeste, actuellement ambassadeur de France à Ndjamena, comme ambassadeur à Niamey, en remplacement de M. Maurice Courage, récemment affecté à Bagdad (le Monde du 19 décembre 1984).

[Né le 13 décembre 1927, licencié en droit, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer - où il a tout d'abord été affecté de 1953 à 1960, - M. Soubeste a appartenu, après son intégration aux affaires étrangères, à la direction d'Europe (1960-1965), puis a été nommé à Bangui jusqu'en 1966. Détaché au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles jusqu'en 1968, il a ensuite été conseiller diplomatique du gouvernement gabonais jusqu'à sa première affectation à Niamey, en 1970. M. Soubeste est revenu au ministère des affaires culturelles de 1973 à 1979, avec une brève interruption, en 1976, pour exercer les fonctions de conseiller technique au cabinet du ministre de la coopération. Consul général à Ndjamena en 1979-1980, il a été nommé ambassadeur à Malabo (Guinée équatoriale) en 1981, puis dans la capitale togolaise en janvier 1982.]

Pakistan

L'échec du boycottage des élections renforce le régime

(Suite de la première page.)

Le général-président avait dit, avant les élections, qu'il souhaitait un minimum de 40 % de participation. Le scrutin a largement été franchi, et la quasi-totalité des observateurs sont d'accord pour reconnaître la relative « honnêteté » du déroulement des opérations.

Six ministres battus

« Autant les résultats du référendum du 19 décembre ont été gonflés, affirme un journaliste d'islamabad, autant cette consultation s'est déroulée à peu près comme le régime le souhaitait. » Les principaux politiciens des onze partis d'opposition regroupés dans le Mouvement pour la restauration de la

démocratie (MRD), qui ont été arrêtés ou placés en résidence surveillée avant la consultation, sont « dépassés » et « dénués d'influence », avait dit le général Zia au cours du week-end. Une chose est sûre : l'appel au boycottage qu'ils avaient lancé n'a été que très partiellement entendu. Les électeurs pakistanais ont été véhiculés, nourris et déshabillés aux frais des candidats - riches pour certains d'entre eux - mais jamais physiquement contraints de se rendre aux urnes. Les seize ou dix-huit millions de personnes qui se sont déplacées l'ont fait de leur propre gré. Comme à l'accoutumée, les waderas (propriétaires terriens), les nawabs (petits seigneurs locaux) et les pirs (homme « saints ») ont été, dans les

zones rurales (70 % de l'électorat environ), non seulement les arbitres mais aussi les véritables maîtres de la consultation.

Le référendum, trop abstrait, trop inusité dans le pays, n'avait guère passionné le petit peuple. Placé en face de candidats bien réels, il a réagi, sans enthousiasme, puisque c'était interdit, mais avec intérêt.

Six des onze membres du gouvernement Zia (dont deux conseillers du président), qui étaient en lice, ont d'ailleurs été battus (trois avaient été élus d'entrée, sans opposition), et nombre de candidats du petit parti intégriste Jammat-ul-Islami, seul soutien politique civil du régime, ont également mordu la poussière. Comme si la majorité de l'électorat, désormais situé quelque

part entre les militaires et le MRD sur l'échiquier politique, avait voulu adresser à Islamabad un message qui peut être ainsi résumé : d'accord pour voter dans les conditions prescrites, mais pas pour vous.

Les premiers résultats de la consultation confirment en gros ce que l'on savait : le régime n'est pas populaire mais il ne suscite pas non plus de rejet franc et massif. Les défaites subies par certains ministres n'ont d'ailleurs pas surpris le général-président. L'intention prioritaire, derrière la consultation, était de prouver non la popularité du régime militaire mais d'établir sa crédibilité. « Si des ministres sont battus, cela démontrera que les électeurs islamiques sont libres », avait affirmé le président Zia. Premier objectif atteint.

Inde

Le président d'Union Carbide conseille aux victimes de la catastrophe de Bhopal d'accepter un « règlement à l'amiable »

Les familles des victimes de la fuite de gaz toxique survenue, le 3 décembre dernier, dans une usine de la firme américaine Union Carbide à Bhopal, en Inde, seront-elles un jour indemnisées ? La question se pose avec une acuité croissante après les déclarations faites, dimanche 24 février, à un journal de l'Etat de Virginie occidentale par M. Warren Anderson, le président de la société chimique impliquée dans cette affaire. L'incident, l'une des plus graves catastrophes industrielles jamais survenues, avait causé la mort de plus de deux mille personnes et provoqué des lésions et troubles d'ordre divers chez des dizaines de milliers d'autres.

Dans une interview au Charleston Gazette Mail, M. Anderson a implicitement, mais fermement, déconseillé aux familles des victimes de maintenir leurs plaintes en dédommagement introduites devant les tribunaux américains et, il leur a recommandé d'accepter « un règle-

ment à l'amiable ». Un tel arrangement négocié éviterait, a estimé M. Anderson, des années de recours juridiques. Si les avocats des parties civiles tentent de soutenir que des négligences ont été commises à Bhopal, a-t-il ajouté, « nous combattons cette thèse jusqu'au bout ».

M. Anderson n'a sans doute pas tort de penser qu'une action en justice contre l'Union Carbide risque, effectivement de s'éterniser, compte tenu de la complexité du système judiciaire américain et de la multiplicité des plaintes. Des avocats engagés dans la procédure ont déjà affirmé représenter quelque cent mille clients. Pour Union Carbide, la procédure risque, en outre, de se chiffrer en sommes astronomiques - des milliards de dollars en dommages et intérêts lui sont réclamés, - si des irrégularités étaient reconnues dans la gestion et les installations techniques de son usine indienne. Un arrangement hors-

tribunal aurait, au contraire, l'avantage d'éviter à la firme une publicité nocive pendant de longs mois et lui permettrait probablement aussi de limiter les prétentions financières des victimes ou de leurs représentants.

Au lendemain de la catastrophe de Bhopal, M. Anderson avait admis, devant l'émotion causée en Inde par cet accident, la « responsabilité morale » de sa société et son intention de « ne pas s'y dérober ». Bien qu'il déclare toujours ne pas vouloir « fuir ses responsabilités », le président d'Union Carbide cherche à l'évidence, aujourd'hui, à empêcher la mise en accusation de sa firme devant les tribunaux. Le gouvernement indien pourrait jouer un rôle-clé dans cette affaire, s'il se décidait à introduire lui-même une plainte aux Etats-Unis au nom de toutes les victimes de Bhopal.

M. L.

L'opposition piégée

En refusant de participer au vote, le MRD s'est piégé tout seul et s'est interdit de revendiquer même la défaite des ministres. Mardi matin, les fondateurs du régime se félicitaient de « l'ère nouvelle authentiquement islamique » qui s'ouvrait ainsi, selon eux, au « pays des purs ». Il reste maintenant à savoir quelle sera l'étendue réelle des pouvoirs de la nouvelle Assemblée et si elle acceptera de jouer le rôle de chambre d'enregistrement qui lui semble dévolu. Le général Zia tiendra-t-il, d'un autre côté, ses nombreuses promesses, notamment celle de lever la loi martiale « dans quelques mois » ?

D'ici là, un premier ministre, choisi par lui dans l'Assemblée, devrait avoir été désigné, et un nouveau gouvernement formé. Techniquement dissous lundi soir, le cabinet a été reformé avec tous les ministres qui n'ont pas pris part aux élections (une dizaine) pour expédier les affaires courantes pendant les prochaines semaines.

PATRICE CLAUDE

IL Y A ENCORE DES COMMUNISTES A GAUCHE.

NOUS SOMMES heureux de vous l'annoncer : des communistes tout ce qu'il y a de plus communistes préfèrent la gauche et l'union : c'est nous !

Nous sommes des eurocommunistes, nous restons fidèles à notre engagement. La dérive de la machine communiste ne nous a pas abattus ; nous ne sommes pas blasés, nous savons que la gauche a besoin du peuple communiste... Nous vous proposons d'intervenir.

Les choses sont claires : un retour de la droite aux affaires signifierait la régression absolue ; aucun égoïsme d'appareil ne peut justifier cette catastrophe. Nous pensons d'abord à l'intérêt de notre pays, de ses travailleurs, de son peuple... Nous travaillons pour la gauche, pour sa victoire, pour le socialisme.

Tous, nous avons milité dans le PCF. Anciens dirigeants nous avons

cru en son rôle historique, pensé qu'il pouvait devenir démocrate et unitaire... Nous avons avalé pas mal de boos à cause de cette croyance ; il nous a fallu changer pour rester nous-mêmes. Le 25<sup>e</sup> Congrès vient (encore) de le confirmer : le Parti communiste a déserté le camp de la gauche. Il n'a plus qu'une seule ambition : tenir en devenant « minorité de blocage ». Si par malheur il entraînaient les électeurs communistes dans cette voie, quel super-bonus offert à Chirac, Giscard, Barre et même Le Pen !...

La gauche et le pouvoir de gauche ne sont pas des mots creux, ni des objets de musée. La gauche ça marche. Dans une situation difficile elle se bat, cherche, innove pour que la

société française évolue. Nous revendiquons son bilan. Le progrès social et démocratique peut se poursuivre ; il est possible d'améliorer les choses et de corriger les erreurs. Nous voulons que la gauche garde le pouvoir. Nous sommes solidaires de l'action du président de la République et du gouvernement.

Nous en appelons à tous ceux qui pensent que la place des électeurs communistes est dans la gauche unitaire : il faut agir vite. Notre choix n'est pas d'adhérer au PS, c'est un communiste que nous voulons intervenir. Aujourd'hui le parti de la gauche c'est la Parti socialiste, il faut qu'il soit le plus fort possible. C'est la clé du succès.

Eurocommunistes, vous voulez être efficaces : rassemblez-vous, contactez-nous. Ensemble menons le combat communiste pour le vote socialiste et la victoire en 1986.

Nous soutenons le parti de la gauche.

Pour que la gauche gagne en 86.

LES AMIS DE RCH

Cet espace communiste et bien à gauche vous est offert par les Amis de RCH. Aidez-nous. CCP : Anita Chicard 1 266 868 L Paris.

RCH (Rencontres communistes hebdo) directeur Henri Fiszbajn 19, rue Béranger 75003 Paris - (1) 271.57.50

RCH : exclusivement par abonnement. 1 AN : 300 F



# politique

## LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS CANTONALES

### DANS LE RHONE

#### Candidat des villes, candidat des champs

#### Jean-Jack Queyranne : le socialisme à visage urbain

De notre correspondant régional

Villeurbanne. — C'est ingrat, une campagne électorale en ville. Ingrat pour un candidat qui, malgré une implantation locale qui remonte à sa naissance, parvient très difficilement à connaître tout son monde. Plus de vingt et un mille électeurs inscrits : Villeurbanne-Sud n'est pas un canton où le contact avec les citoyens est aisé. Le relais associatif est certes dense, mais tous les candidats savent qu'ils doivent compter avec la personne âgée isolée chez elle, avec le cadre débordé qui joue, en classe « affaires », le fameux « métré-boulot ». Le « travail de terrain » est indispensable mais sûrement pas suffisant pour emporter la décision.

Mardi gras : le candidat Queyranne a mangé cinq bugnes et trois crêpes, bu du champagne (une coupe) et deux verres de limonade. Trois résidences de personnes âgées, un club de jeunes juifs, des commerçants frigorifiés qui tentent d'animer les rues : voilà pour le menu d'une demi-journée. « Et cela fait un mois que ça dure », constate, en soupirant, l'un des secrétaires de l'hyperactif candidat, qui pense entre deux rendez-vous à ce qu'il va bien pouvoir dire dans la soirée, à Feyzin, pour soutenir un « camarade-sénateur » en campagne dans un autre canton périphérique.

« Six ans de confiance » : les affiches sont bien installées. Le premier adjoint au maire, le ministre Charles Hernu, « tient » les panneaux. Les collecteurs socialistes passent les derniers. René, l'homme de confiance, « gardien de stade le jour — militant le soir, n'est pas mécontent de ses derniers piratages muraux. « Mui, habiter Villeurbanne ? Jamais ! ». Voilà pour le candidat épouvanté du canton voisin — M. Michel Forien (RPR), — qui menace très sérieusement un autre des truis sortants socialistes. « Le Pen — la tortue » : Et voilà pour le candidat du Front national avec ce simple commentaire de René : « Ça fait bien... »

Retourons à l'arrière-plan électoral. Temps fort : les visites des résidences de personnes âgées. Dans la première, tournée des tables. Confiance d'une « tête blanche » : « Monsieur, au parc des droits de l'homme, les arbres de Judée sont

très beaux mais ils ne font pas d'ombre. Alors, pensez à nous pour abriter nos bancs. » Sourire du candidat. Message reçu. Parfois un léger couac. Comme cette dame de quatre-vingt-neuf ans, qui s'est fausement étonnée : « Mais vous êtes là ? Il y a donc bientôt des élections ? »

Au foyer Jean-Jaurès, le candidat arrive au milieu d'une séance de photos-souvenirs. Applaudissements nourris et spontanés de groupes sexagénaires et confidences glissées avec un ton complice : « Ici on est tous de gauche. » An club Max-Dormoy, on danse. Le candidat n'en rajoute pas. Juste quelques mots avec la présidente.

Le plus difficile commence dans la rue avec, cours Tolstoï, la tentative de rencontre des électeurs. Poignées de mains et remise instantanée d'un petit bristol avec une photographie et une très courte profession de foi : « On a choisi un petit format sur des fiches cartonnées parce que les gens hésitent à les jeter. » On a le sondage simple. « Il y a deux mois, assure René, nous étions moins bien reçus sur les marchés. »

Fin de l'après-midi : le candidat encaisse avec le sourire un magistrat coup de pied — contrôlé — d'un jeune karatéka. Nous sommes au Club de Lyon-Villeurbanne, et un photographe local immortalise la scène. Au passage, on apprend que le club sportif innove en matière sociale : sur les trois cents licenciés, trente sont chômeurs et ne paient pas les cours d'arts martiaux. Le militant socialiste est visiblement séduit par cette initiative. A ce moment-là, il oublie bel et bien l'échéance du 10 mars. Ravi, il entend le président du club parler de l'aide de la mairie, qui pourrait payer des kimonos mais « sans mettre un écusson au nom de la ville parce que ce n'est pas le genre de la maison ».

Il faudrait beaucoup de « relais associatifs » pour faire entendre la voix efficace des agents de propagande électorale, le bouche-à-oreille. Est-ce suffisant dans une grande ville où la solitude est le bien le mieux partagé ?

C. R.

#### René Trégouet : un patron « rural »

De notre correspondant régional

Saint-Laurent-de-Chamousset. — Une campagne électorale sans réunion publique, sans débat contradictoire, sans — ou si peu — affiches ni suspense. Le candidat conseiller général sortant et « sans étiquette », René Trégouet, n'est pas menacé dans son fief de Saint-Laurent-de-Chamousset, dans l'ouest lyonnais de l'ancienne « Vendée lyonnaise », là où la rose socialiste n'a jamais pu réussir sa greffe.

En une journée — lundi 25 février, — nous n'avons pas entendu la population aborder des thèmes politiques. Ici, la préoccupation majeure c'est l'emploi.

Les habitants du secteur défilent à la permanence du conseiller qu'ils paraissent surtout reconnaître comme le « patron » qui va tenter de trouver la solution à leur premier souci.

A 10 heures, le marché aux vœux a démarré « à la cloche », celle de l'église de Saint-Laurent. C'est la première fièvre de René Trégouet. Pas mécontent d'avoir, au cours de son premier mandat de conseiller municipal — il a « toujours refusé » d'être maire, — ressuscité un marché créé par François I<sup>er</sup>. Mais la vie du canton va bien au-delà de l'image des jeunes vœux de trois semaines emmenés pour les quatre cinquièmes vers un destin lointain — en Italie — après des transactions menées au pas de charge. Car l'agriculture, bien que modernisée, n'est plus l'activité prioritaire dans le canton, René Trégouet est passé par là !

L'ambiguïté, la confusion des genres — le politique et l'économique, — est permanente chez un homme devenu de fait « le patron du canton. Ses administrés n'ont pas l'air de s'en plaindre, bien au contraire. Il est arrivé au début des années 70 avec son confortabilité bagage intellectuel de biologiste curieux par la pratique de démarches commerciales comme cadre de haut niveau d'un laboratoire pharmaceutique. Très vite, il tente l'aventure de la création d'une entreprise coopérative pour lutter contre l'exode rural.

Aujourd'hui, l'AGDE (coopérative d'avant-garde pour le développement de l'emploi) est le premier employeur du département : trois cent sept salariés répartis en six

unités de production. La sous-traitance — pour le compte des Ats Salomon — a impulsé le mouvement. Et le groupe coopératif avance dans le domaine de l'électronique. Avec l'usine de Haute-Rivoire, un modèle d'« usine à la campagne » avec ses ingénieurs du cru, ses syndicalistes sages (FO), dont un délégué chef d'atelier, ses ouvrières recrutées localement. Mais la diversification n'est pas une position abstraite. L'AGDE c'est aussi des fabriques de jouets à domicile, de soutiens-gorge, de jeans ou de bracelets-montres !

#### Lois des clichés

Les ennemis de René Trégouet ? Impalpables sur le plan politique, même si le « vote de rejet » devrait se draper ici dans les plis du drapeau du Front national, qui a réalisé dans un secteur sans immigrés et sans insécurité un score « européen » aussi élevé que la moyenne nationale. Le candidat-patron, qui n'a pas oublié de mettre en pratique son idéal gaulliste de « participation », n'est pas de ceux qui transigent avec l'idéologie de M. Le Pen : « On n'a rien à gagner avec de tels discours. » Les communistes ? Comme ailleurs, ils ont perdu la moitié de leurs électeurs en dix ans. Et ils paraissent d'assez bas. Les socialistes ? Ils ont gardé leurs forces pour d'autres lieux ou d'autres moments. M. Trégouet sera élu au premier tour, sans concurrent PS, malgré son soutien indéfectible à la « majorité » (modérée) de l'assemblée départementale.

Non, le plus dangereux ce sont les rumeurs, les « cancans », comme dit la brochure prélectorale du candidat. Il répond en écrivant : « Je ne me suis pas personnellement enrichi en créant l'AGDE », en indiquant qu'il ne touche que le second salaire de l'entreprise. « L'usine des Ats Salomon ne se fera jamais », insiste la rumeur. Elle est de terre, et l'AGDE embauche. Quel meilleur argument électoral ! « Ma permanence est plus fréquente que l'ANPE ».

Avec un brin de paternalisme, René Trégouet donne des conseils : « Pour qu'il gâillasse votre formation universitaire en biologie pour faire uniquement de l'informatique ? (...) Et si vous tentiez la diversification sur votre exploitation agricole ? » Pour les jeunes, ce message : « Formez-vous, étudiez bien. » A chaque fois, il remplit des fiches, promet d'en parler aux dirigeants de l'entreprise. Le « système » Trégouet est efficace. Il semble faire tâche d'huile. Ses meilleurs supporters sont « ses » mines du canton, jeunes comme lui (il a quarante-quatre ans), séduits par l'efficacité d'un homme qui a lancé l'informatique à l'assaut des monts du Lyonnais et qui dit son attachement à la réalité rurale : « Les deux pieds dans la glaise ».

Pour les clichés ancrés sur la permanence de l'image de l'« élu rural » torpillant sa casquette devant les « gens de la ville », il convient d'éviter l'étape de Saint-Laurent-de-Chamousset.

MICHEL KAJMAN.

CLAUDE RÉGENT.

#### M. Marchais refuse de se prononcer sur le second tour

M. Georges Marchais a lancé, le lundi 25 février, sur France-Inter, la campagne du Parti communiste pour les élections cantonales en refusant de se prononcer sur ce que sera l'attitude de son parti au second tour. L'Humanité résume, mardi, le propos du secrétaire général du PCF par un titre qui, en première page, indique : « Dès le premier tour, votez communiste ». Le sous-titre précise : « C'est ainsi que les Français pourront exprimer leur refus de la droite, leur opposition à la poursuite de l'austérité, leur dégoût de la politique politicienne. »

Le secrétaire général du PCF, qui ne s'était pas exprimé en public depuis le vingt-cinquième congrès de son parti, quinze jours auparavant, a déclaré illusoires l'hypothèse d'un retour des communistes à l'union avec le PS, telle qu'elle a existé dans le passé.

M. Georges Marchais a déclaré qu'il « n'accepte pas » le « chantage » exercé, selon lui, par M. Lionel Jospin, le premier secrétaire du PS ayant dit que si les communistes ne se désistaient pas pour les candidats de la gauche au second tour des élections cantonales, « historique ment, leur colère va se manifester ». « Ce qui compte, pour nous, c'est le premier tour », a dit le secrétaire général du PCF. « C'est là, a-t-il expliqué, que les électeurs vont pouvoir se prononcer clairement et nettement. (...) donner, d'abord, leur opinion sur la politique qui a été mise en œuvre depuis trois ans, en fonction des promesses qui avaient été faites ; ensuite, donner leur opinion sur ce qu'ils veulent et, par conséquent, sur les propositions faites par les différents candidats. (...) Au second tour, on verra le moment venu. »

M. Marchais a ajouté, au sujet des élections législatives de 1986, que les dirigeants socialistes « se font des illusions » s'ils pensent que les communistes vont « revenir à la politique menée durant (...) près de vingt-cinq ans ». « Nous ne renouons pas, a-t-il dit, des accords avec d'autres forces politiques, et avec le Parti socialiste en particulier, mais, cela dit, la primauté, c'est le mouvement populaire. »

Le secrétaire général du PCF estime, d'autre part, que « la crise est l'élément numéro un de la poursuite de Le Pen, c'est la raison, a-t-il dit, pour laquelle nous disons : pour couper les racines qui donnent vie à Le Pen, il faut combattre la crise et résoudre les problèmes. »

Il a ajouté : « Vous savez aussi bien que moi à quelles fins on utilise aujourd'hui Le Pen comme un épouvantail. »

#### Le trouble français

(Suite de la première page.)

Entre ces acteurs qui ne se résignent pas à quitter la scène, nos compatriotes ont du mal, bien souvent, à faire leur choix. Beaucoup n'aiment guère le tour pris par le combat politique. Ils voudraient que celui-ci fût plus digne, plus loyal, plus à la hauteur des vrais problèmes qui se posent au pays et qui se résument en peu de mots : comment répondre aux multiples défis du monde moderne ? A celui de la foudroyante avance technologique du Japon et des Etats-Unis. A celui d'un tiers-monde qui, surtout dans cette Afrique où se prolonge l'Europe, agonise sous nos yeux. Aux mutations d'une société qui ne sait pas vraiment comment faire face à la substitution des robots aux travailleurs, des vieillards aux enfants. Qui se met à jouer avec les gènes comme avec les atomes. Qui se fragmente, pour ne pas dire qui se tribalise, au moment même où, dans tous les domaines, le fabuleux raccourcissement des distances réduit la planète, selon la frappante expression de McLuhan, aux dimensions d'un village.

C'est devenu un lieu commun que de rappeler le sort des dinosaures : les sociétés qui ne savent pas s'adapter crévent. On bien nous allons, comme le font déjà certaines branches de notre industrie et de notre agriculture, nous adapter au grand changement du monde, ou bien nous serons plus que les gardiens, nostalgiques et désabusés, d'une Europe-musée, mendiant les touristes américains et japonais.

Comment ne pas s'alarmer dès maintenant du déclin où l'on nous tient ? Ronald Reagan, le plus dépeint, le plus emprunteur, en un mot le plus keynésien des présidents des Etats-Unis, devient, par un incroyable paradoxe, le maître à penser des chantages français du néolibéralisme, ne nous l'envoie pas dire : la hausse du dollar, c'est notre faute. Elle est due, a-t-il déclaré le 21 février, au fait que les pays européens, avec leurs gestions « trop rigides », n'ont pas été flexibles de boucher au niveau de la relance américaine. Autrement dit : à vous de vous battre, mes enfants, si vous voulez qu'on tienne compte de vos intérêts.

Le pire n'est jamais sûr. Mais la France est bien partie pour se retrouver, après les législatives de 1986, dans une situation politique inextricable au point d'être suicidaire. Dans l'opposition, comme dans la majorité, il ne manque pas d'hommes et de femmes pour s'en inquiéter, voire pour le dire, et pour s'employer à conjurer ce péril en cherchant à dégager, au-delà de l'antagonisme des personnes et des partis, les solutions conformes au bon sens et à l'intérêt national. On ne saurait trop les y encourager.

ANDRÉ FONTAINE.

#### Nous battre pour nous, non entre nous

Rien ne sert de râler ou de pleurnicher. Personne ne nous fera de cadeau. Nous n'avons pas d'autre recours que de nous battre pour nous, ce que nous nous battons le moins possible entre nous. Entre nous Français, comme entre nous Européens. La nation et la « communauté », n'ont jamais été apparues d'une ambition, d'une volonté communes. C'est malheureusement à ce moment-là qu'une partie de la classe politique — une trop grande partie — toute gaillardie par l'approche des échéances électorales, se mobilise pour une épreuve de force dont l'enjeu — qui n'en a conscience ? — est beaucoup plus le pouvoir que l'usage qu'il conviendrait d'en faire.

Et donnez-vous après cela de l'incohérence des sondages, de la dépoli-sation des jeunes et, pour commencer, de ceux dont Robert Badinter résume si bien la situation dans une interview au Débat : « Vous avez, en France, entre 180 000 et

250 000 jeunes gens entre seize et vingt-deux ans, filles et garçons, qui n'ont pas de formation professionnelle, pas d'emploi, qui souvent vivent de petits boulots. Les sociologues ont une expression saisissante à propos de cette population. Ils disent qu'ils ont un « plan de vie à deux jours ». Vous vous représentez ce que veut dire un plan de vie à deux jours ? »

Et une fois qu'en l'absence de toute vision, sinon cohérente du moins plausible et si peu chaleureuse de l'avenir, l'angoisse, la xénophobie, se développent. Que bien des gens, au demeurant parfaitement respectables, se laissent attirer par les slogans simplificateurs du dernier en date des champions du « y'a qu'à » et des rouleaux de mécaniques, autrement dit l'honorable Jean-Marie Le Pen.

« Un langage, qui est celui du rejet de l'autre, il n'existe qu'une parade : la solidarité. Il est réconfortant de constater, à lire une récente enquête du Nouvel Observateur, que beaucoup de jeunes et de moins jeunes sont séduits par cette idée et disponibles pour des actions concrètes : le succès de la sympathique campagne de la main ouverte sur le thème « Touche pas à mon pote » en est une autre preuve. Cette campagne devrait faire honte à ceux qui, tout en vomissant au fond de leur cœur le leader du Front national, lui empruntent son langage dans le seul but de ne pas le laisser devancer par d'autres. Tout comme à ceux qui, de l'autre côté de la barricade, se réjouissent in petto du désordre que cet homme, pure antithèse de tout ce à quoi ils croient, introduit dans les rangs adverses.

Le pire n'est jamais sûr. Mais la France est bien partie pour se retrouver, après les législatives de 1986, dans une situation politique inextricable au point d'être suicidaire. Dans l'opposition, comme dans la majorité, il ne manque pas d'hommes et de femmes pour s'en inquiéter, voire pour le dire, et pour s'employer à conjurer ce péril en cherchant à dégager, au-delà de l'antagonisme des personnes et des partis, les solutions conformes au bon sens et à l'intérêt national. On ne saurait trop les y encourager.

### A NEUILLY (HAUTS-DE-SEINE)

#### Nom : Le Pen. Prénom : Marie-Caroline

« Je m'appelle Le Pen, c'est sûr que ça représente quelque chose », dit M<sup>lle</sup> Marie-Caroline Le Pen, fille aînée du président du Front national, candidate de ce parti pour les prochaines élections à Neuilly-Nord (Hauts-de-Seine). Le nom du père et la promotion des « idées du Front » sur « la dénatérité et les immigrés » — c'est elle qui souligne, la fiscalité, etc. : voilà ses deux raisons d'être dans la vie publique.

Entre ? M<sup>lle</sup> Le Pen a un peu le sentiment d'avoir été élevée dans le sérial. Mais elle n'a pas de passion pour la vie publique. Elle n'agit pas pour « se faire plaisir ». Papa et les militants de Neuilly lui ont demandé : « C'est tout. »

Lois d'elle aussi l'idée de « gravir les échelons politiques » à l'aide de son seul nom. Mais d'ordinaire, se souvient-elle, ce nom lui attirait plutôt des ennuis. On lui a dit qu'il lui avait fermé les portes d'une « compagnie aérienne nationale que je ne nommerai pas ». Une conseillère d'éducation lui a dit que son dossier de baccalauréat portait la mention « père fasciste ». « Au crayon », précise-t-elle. Ça qui n'empêche rien : « J'ai eu mon bac du premier coup, et tac ! »

Après le bac, un diplôme d'études universitaires générales de droit (je n'avais pas le feu sacré), des séjours d'études en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, un stage de journalisme au Quotidien de Paris, avant quelques « piges » au Figaro-Magazine.

Avant le bac, ce que M<sup>lle</sup> Le Pen appelle le charme d'une éducation dans l'enseignement public. (...)

L'éducation en histoire était totalement marxiste. A l'exception d'un prof. (...) Un jour, un prof de physique nous a fait observer une minute de silence — je ne me souviens plus pourquoi. J'étais sortie de la classe.

#### Le badge du charcutier

Marie-Caroline se souvient qu'il fut même demandé au lycée : « Est-ce que c'est vous la fille du si tristement célèbre Le Pen ? » Elle veut bien admettre que tout n'était pas soviétique. Mais quand même, avoir au bac le choix entre Aragon et Simone de Beauvoir la laisse encore songeuse...

Des attaques verbales, passées ou présentes, contre son père, comment pourrait-elle avoir cure ? Elle sait bien, elle, que son père « disait le matin au petit déjeuner, exactement ce qu'il disait le soir à la tribune ». Elle sait qu'il se trouve que [son] père n'a pas torturé parce que ce n'était pas sa fonction — « mais la torture qu'est-ce que c'est ? Si c'est questionner quelqu'un pour savoir où sont placés les dix bombes qui vont faire sauter, par exemple une école, ça ne me choque pas. » Bref, « j'aurais adhéré au Front national, même si je n'avais pas été la fille du Le Pen ».

La voilà donc lancée dans une campagne où elle se dit surtout frappée par un fort courant de sympathie envers le Front national. « Un charcutier qui sort de sa boutique pour me demander si j'avais le badge « J'aime Le Pen ». Devant tout le monde, c'est dingue. » Certes, des militants RPR rient un peu. Pas tous.

**Stock permanent de 500 véhicules en livraison immédiate**

**Plus vite, moins cher !**

**Vous cherchez**

- une 305 !
- une 505 !

**Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !**

**Nombreux autres modèles disponibles (tous types) :**

205 XL - XR - XT et GTI • SAMBA • HORIZON • SOLARA

**PEUGEOT-TALBOT**

**NEUBAUER**

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

anti-ind...  
M. Marchais refuse de se prononcer sur le second tour

M. Pi...  
Le trouble français

Une réputation f...  
Le Pen. Prénom : Marie-Caroline

U.P.A. S...  
2<sup>e</sup> 1<sup>re</sup> S/AB

سكنا من الامثل







# dossier

## LE POINT SUR...

### La réforme municipale des grandes cités

**L**a loi instituant des conseils et des maires d'arrondissement à Paris, Lyon et Marseille est théoriquement entrée en vigueur à la suite des élections municipales de mars 1983. Mais il a fallu neuf mois pour mettre au point et publier les multiples circulaires et décrets qui permettent son application effective. La loi et ses textes subéquents ne sont donc pleinement opérationnels que depuis quelques mois. C'est peu pour juger de leurs effets. Le premier bilan que nous tentons de dresser ne peut donc être que provisoire. Toutefois, il permet de deviner comment risquent d'évoluer les institutions municipales des trois communes les plus peuplées de France et qui, ensemble, abritent trois millions et demi d'habitants.

La loi avait été d'abord imaginée par les conseillers de M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, pour tenter de limiter les pouvoirs jugés excessifs de M. Jacques Chirac à Paris. Après son arrivée à l'Hôtel de Ville en 1977, on avait constaté que le chef du RPR avait nommé comme officiers municipaux dans les arrondissements des personnes proches de lui qui, souvent, n'avaient été battues aux élections. Des militants éliminés par le suffrage universel se trouvaient avoir davantage de pouvoirs que les élus. Pour la gauche, il n'y avait rien à perdre — et tout à gagner pour la démocratie — à faire élire les « patrons » d'arrondissement pour leur donner au moins la légitimité. Mais devant le tollé de l'opposition qui dénonçait l'opération politique derrière « une loi d'exception », il fallut étendre la réforme à d'autres villes. On désigna Marseille puis Lyon, où des méthodes équivalentes à celles de Paris avaient cours.

Le texte ainsi « blanchi » fut alors présenté par le gouvernement comme l'accomplissement logique de la décentralisation. On vanta le rapprochement entre la gestion municipale et les citoyens qui devaient en résulter. On affirma faire un pas décisif dans la démocratisation des grandes agglomérations.

Tirant parti du faux pas initial, l'opposition essaya de dramatiser le débat en menant une campagne sur le thème :

« Vous voulez briser l'unité des grandes métropoles ». Les conseils d'arrondissement, prophétisa-t-on, déclencheront la zizanie, alourdiront les procédures de décision et entraîneront un gaspillage des deniers publics. Cela se traduira pour les citoyens par une augmentation des impôts locaux.

L'enquête que nous avons menée montre que la loi dite PLM ne valait sans doute ni cet excès d'humour ni cette indignité. Les métropoles ne sont pas disloquées, même lorsque droite et gauche — comme à Marseille — se partagent les maires d'arrondissement. Mais la démocratie de quartier n'a fait encore que de modestes progrès. Parisiens, Lyonnais et Marseillais ont trouvé près de chez eux un élu responsable à qui parler : leur maire d'arrondissement. Ils en sont satisfaits. Et ces maires ne sont pas du tout disposés à lâcher les maigres pouvoirs qu'on leur a confiés. Il y a fort à parier qu'en cas d'alternance les nouvelles institutions ne seront pas remises en cause par ceux qui, hier, les voulaient aux géométries. A Paris, Lyon et Marseille, elles font désormais partie du paysage municipal. Quand les autres métropoles régionales en profiteront-elles à leur tour ?

M. A.-R.



### PARIS : La démocratie de quartier

« Les Parisiens n'ont jamais bien saisi le fonctionnement administratif de leur ville. Mais cette fois ils ont compris qu'il y avait un maire dans leur arrondissement. » Cette observation est faite par M. René Galy-Déjean, maire (RPR) du quinzième arrondissement, le secteur le plus peuplé de Paris. Elle résume assez bien le sentiment des habitants de la capitale.

Les Parisiens que rebuteaient l'éloignement et la solennité de l'Hôtel de Ville et que dérangeaient la lourdeur des services municipaux (40 000 fonctionnaires) ont enfin trouvé, à deux pas de chez eux, quelqu'un à qui parler. Ils le tiennent même aujourd'hui pour responsable de tout ce qui se passe, au bien ou en mal, dans leur quartier.

Ordres non ramassés, tapage nocturne, agressions dans la rue, cantine scolaire médiocre, feux rouges mal réglés, c'est au maire que l'on écrit, que l'on téléphone, ou chez lequel on se rend aussitôt. Les nouveaux élus sont accablés de travail. « Autrefois, dit l'un d'eux, les maires adjoints d'arrondissement désignés par l'Hôtel de Ville (1) étaient des prébendiers : aujourd'hui nous sommes des forçats. » Serrés depuis quatorze siècles de représentants à leur convenance, les Parisiens découvrent les avantages de la citoyenneté à part entière. Ils prennent leur rôle pour un médiateur, un consultant gratuit, presque un confesseur.

Ce faisant ils donnent tort quotidiennement à M. Chirac, qui, en juillet 1982, avant le vote de la loi PLM, affirmait imprudemment : « Je doute que l'on puisse imposer une réforme aussi manifestement pernicieuse à une population qui, à l'évidence, la rejette et qui exprimera clairement son rejet. »

#### Des heures supplémentaires...

Les maires sont donc assaillis de demandes d'audience et de courrier. Ils doivent aussi présider les conseils d'arrondissement, le bureau d'aide sociale, le conseil d'administration de la caisse des écoles. Certains, comme M. Alain Dumait, dans le deuxième arrondissement, se font un devoir d'aller chaque mois déjeuner dans une cantine scolaire. On n'avait jamais vu cela.

La plupart ont à cœur d'animer leur arrondissement. Ainsi M. Michel Caidagues vient de « faire un tabac » (10 000 entrées), en accueillant dans les locaux exigus de sa mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement une exposition sur les fouilles de la cour carrée du Louvre. Tous les trimestres, les maires passent encore de longues heures à écouter les représentants des dizaines d'associations groupées au sein des comités d'initiative et de consultations d'arrondissement, les fameux CICA.

Finalement, ils ne sont pas mécontents d'avoir laissé aux services centraux de l'Hôtel de Ville la gestion

des squares et des équipements sportifs qui, normalement, devaient leur échouer. Un regret pourtant : le droit d'attribuer la moitié des logements sociaux est réduit à peu de chose. Face à une foule de demandes, l'offre est souvent dérisoire.

Si les maires font des heures supplémentaires, c'est qu'ils apprennent leur métier. C'est aussi qu'ils disposent de bien peu de moyens. Certes, les maires sont plus avertis. Mais leur personnel n'est passé que de 855 à 945 agents. « Si on les destitue, dit-on à l'Hôtel de Ville, il faudrait deux cents secrétaires de plus. Il n'en est pas question. »

Les maires d'arrondissement n'ont que de maigres budgets : au total, avec les salaires du personnel, 120 millions de francs, alors qu'on tablait au départ sur le double.

#### Pas de favoritisme

La première préoccupation des maires, c'est d'obtenir les équipements que réclament leurs électeurs. La répartition des investissements se fait chaque année, au cours d'une réunion qui pourrait être orageuse ; mais, sous la houlette de M. Jacques Chirac, les maires s'y conduisent comme des élèves modèles. D'abord parce que tout est décidé à l'avance par « négociations bilatérales ». Le maire de Paris a posé un principe : pas de favoritisme, tous les maires sont mes allés. Ensuite, lors de la réunion, on ne communique à ces messieurs que les sommes qui leur sont attribuées. Aucun document ne leur permet de faire la comparaison avec les collègues. Enfin, les crédits localisés ne représentent que 56,8 % de la totalité des investissements de la ville. Une autre fraction est répartie en cours d'année, sans autre discussion. De tout façon, près de 20 % restent à la disposition de l'Hôtel de Ville.

Cette méthode autoritaire est efficace. En 1983, le vingtième arrondissement bénéficie par tête d'habitant de quatre fois plus d'investissements que le seizième. Pourtant, M. Georges Mesmin (socialiste) et M. Didier Bariani (gauche), les deux maires, affichent une égale satisfaction. Seconde constatation : comme en 1983, les crédits affectés à l'Est parisien (53,61 %) sont rigoureusement proportionnels à la population de cette moitié de Paris (53,03 %). Dans la majorité municipale, personne n'a osé faire remarquer à M. Chirac que le rééquilibrage à l'Est n'est, pour l'instant, qu'une pieuse intention.

On pouvait craindre aussi que les nouveaux élus n'entrent en conflit avec les directeurs des services, qui, jusqu'à présent, étaient les maîtres du jeu municipal. M. François Lebel, patron du huitième, lançait en décembre 1983 un véritable défi : « Les grandes directions ont leur politique et la continuent. Or personne n'est mieux placé que l'élu local pour corriger un projet. J'ai l'intention de faire en sorte qu'elles le comprennent. » En fait la hache de guerre a été vite enterrée. Explication : aucun maire ne peut être politiquement suspecté de faire mauvais usage de ses prérogatives. La victoire totale des chiraquistes à Paris a paradoxalement facilité l'application du statut voulu par les socialistes.

#### Un débat passionnant

Car la fidélité à M. Jacques Chirac reste le credo officiel de tous les maires. Le radical Didier Bariani déclare par exemple : « Le commandement de la place est à l'Hôtel de Ville. Moi, ici, dans le vingtième, je me considère comme le colonel du fort de l'Est. »

Les querelles à la Clochemerle, l'isolantisme style *Passage pour Finlanc*, n'ont donc pas affecté l'unité de la capitale. Mais l'absence des maires a tout de même trois conséquences. D'abord l'effacement relatif des 27 adjoints secto-

riels, peu connus des Parisiens et un peu isolés dans leurs bureaux de l'Hôtel de Ville. Effacement aussi des 72 conseillers de Paris, membres de la majorité municipale, qui ne sont ni maire d'arrondissement, ni adjoint d'arrondissement, ni adjoint de M. Jacques Chirac.

Inversement, les maires prennent du poids politique. Lors des futures élections, les partis ne pourront plus les ignorer, au moins dans leurs arrondissements respectifs. Enfin, ces élus locaux soulèvent davantage d'autonomie sinon de pouvoir. Ils veulent être consultés sur tout ce qui se passe chez eux. Exemple : lors de la dernière séance du conseil de Paris, M. Paul Pernin, maire du douzième, a levé un beau lièvre. Avec l'appui de son conseil d'arrondissement unanime, il demande à dire son mot dans la désignation des architectes, le choix des bureaux d'études et même l'architecture des projets d'urbanisme intéressant son secteur. Réponse indignée de M. Bernard Ruchet, adjoint à l'aménagement urbain : « Je ferai tout pour m'opposer à cela. Ces choix relèvent de la ville. Sinon ce serait la balkanisation de Paris. »

Et chacun de se retrancher derrière la loi PLM, qui, sur ce point, peut être diaboliquement interprétée. Le débat qui s'engage va être passionnant. Après la loi de 1871 instituant le Conseil de Paris, celle de 1975 donnant un maire à la capitale et celle de 1982, créant de vrais arrondissements, les Parisiens découvrent un exercice difficile : celui de la démocratie locale.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) NDLR : et avant 1977 par le préfet de Paris.



### LYON : Les tentations de la démagogie

Les responsables de la majorité modérée de Lyon avaient exprimé de très fortes réserves quant à l'application de la loi PLM pour une cité qui disposait de la communauté urbaine (COURLY), d'un niveau supplémentaire de décision. D'autres craintes s'étaient manifestées quant aux surcoûts et au fonctionnement induits par la création des maires d'arrondissement. Sur ce plan, le dérapage a été net. Il s'est passé de la main à la main 10 millions de francs : une goutte d'eau de 0,5 % dans le budget total de la ville.

En revanche, les inconvénients prévus dus à la spécificité lyonnaise se sont confirmés : On s'est aperçu, explique M. André Soulier, premier adjoint chargé des liaisons entre la mairie centrale et les arrondissements, que la superposition des strates a multiplié les interventions croisées. Sur un même dossier, trois instances sont amenées à se prononcer : le conseil d'arrondissement, la mairie centrale, la communauté urbaine.

Pour réviser le plan d'occupation des sols par exemple, les « nouvelles » entre les instances amènent à multiplier les réunions, mais retardent les projets. Le conseil d'arrondissement donne un avis, le conseil de la communauté urbaine vote et engage les opérations. Entre ces deux assemblées, plusieurs organismes — où siège le maire de l'arrondissement concerné — donnent encore leur avis. Résultat : quatorze mois pour réviser le POS, ce qui a entraîné des difficultés pour la délivrance des permis de construire.

Difficultés techniques donc, mais aussi problèmes plus « politiques » de partage des compétences. Les incompréhensions, les oppositions entre la mairie centrale et les maires d'arrondissement sont fréquentes. Exemple : le maire du sixième prend l'initiative d'une concertation avec les autorités académiques pour créer une école maternelle. Colère de l'adjoint central et chargé des questions scolaires. L'appartenance à un même camp politique n'évite pas les frictions.

Conseil municipal et conseil d'arrondissement sont, en effet à majorité monocolore et depuis le triomphe de la droite aux élections de mars 1983.

Les tendances centrifuges sont accélérées par le fait qu'à Lyon, contrairement à Paris, les maires d'arrondissement ne sont pas adjoints à la mairie centrale. D'où une tentation plus grande de repli dans des « fiefs » de pouvoir qui se révèlent aussi de bonnes « bases » électorales. Par goût, par philosophie, le maire de Lyon, M. Francisque

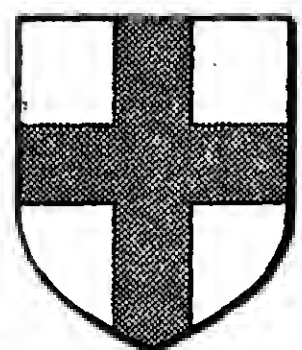
Colomb, sénateur non incrimé, a toujours joué la délégation de pouvoirs. Il assiste avec un détachement amusé à la course à la notoriété que se livrent dans les quartiers les élus de la « base ».

Cette autonomie des maires d'arrondissement n'empêche pas un redoutable inconvénient : la démagogie. M. Camille Georges, maire du deuxième arrondissement, s'est distingué l'été dernier en prenant d'assaut, avec un comité de dames patronnesses, une exposition qu'il avait jugée « sans avoir vu » et pornographique. Or le local, l'Espace lyonnais d'art contemporain, dépend... de la mairie centrale ! Le même élu est parvenu, avec le soutien d'associations de quartiers, à bloquer l'agrandissement, pourtant urgent, des prisons de la ville. Enfin une rue s'est fermée à la circulation des riverains.

La culture est la cible privilégiée des maires d'arrondissement. Ici — dans le septième — on fait démanteler une œuvre contemporaine. Dans le huitième, un mur de l'ancienne histoire de l'urbanisme a été abattu sans autre forme de procès, au grand dam de l'adjoint à la culture. Bref, un nombre déjà respectable de « bavures ». A tel point que M. Francisque Colomb estime qu'il faut retirer leur titre de « maire » à ces élus trop zélés...

Depuis, l'adjoint de M. Colomb souligne l'aspect positif de la réforme et, notamment, une meilleure participation de la population et des associations aux décisions concernant un quartier. « Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain », dit-il. « A condition que les comités d'initiative et de consultation des arrondissements (CICA) n'aient pas tendance à s'écarter, à devenir des contre-pouvoirs tentés par la clientéliste. »

CLAUDE RÉGENT.



### MARSEILLE : M. Defferre défend l'unité

Contrairement à Paris et à Lyon, Marseille compte, parmi ses six maires d'arrondissement, deux élus qui n'ont pas la « couleur » politique de la majorité municipale : MM. Jean-Claude Gaudin (UDF), qui a conquis la mairie du quatrième secteur (sixième des arrondissements), et M. Guy Teissier (UDF), élu du neuvième arrondissement. Trois autres secteurs (les premier, deuxième et troisième) ont un maire socialiste, le sixième est représenté par un communiste.

M. Defferre, « père » de la loi PLM, s'est appliqué à donner à chacun les mêmes droits et prérogatives. Il ne veut pas se voir reprocher de favoriser les maires qui sont membres de sa majorité municipale. Il a même interdit le cumul de la fonction de maire de secteur avec celle d'adjoint délégué.

« A Marseille, explique un fonctionnaire municipal, nous sommes partis de plus loin qu'à Paris et à Lyon, puisque nous n'avions aucune mairie d'arrondissement. Aujourd'hui, tout est en place. Le maire de Marseille a tenu à ce que chaque maire de secteur dispose d'un personnel de bon niveau et en nombre suffisant. De nouveaux

postes vont être créés. Nous avons même dégraté certains services centraux afin que les maires de secteur aient un personnel qualifié. »

Commentaire de M. Defferre : « Rien n'est jamais parfait. Mais les résultats sont meilleurs que ceux que l'on attendait. La population des quartiers prend un vif intérêt au fonctionnement des maires d'arrondissement. Les élus n'ont jamais été aussi proches de leurs administrés. Il sera difficile, voire impossible, à un gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, d'abroger la loi PLM. »

Réponse de M. Jean-Claude Gaudin, UDF : « Si je ne l'abrogeais pas, je ferais au moins en sorte que les maires de secteur aient davantage de pouvoirs pour régler les problèmes quotidiens. Lorsqu'un trou se forme dans une chaussée de mon secteur, je dois attendre les services de la voirie centrale. Sans crédits d'investissement, je ne peux même pas acheter un camion de goudron. »

« Il est vrai que des lenteurs subsistent, reconnaît M. Defferre, mais décentraliser ne veut pas dire déorganiser. Une ville n'a son unité, sa cohérence, il est du devoir de son maire de la maintenir. Nous nous efforçons en permanence de « ruder » la machine et d'améliorer son fonctionnement. Dès cette année, un ingénieur sera mis à la disposition de certaines mairies d'arrondissement, afin de servir de relais sur le terrain entre elles et les services centraux. L'ambition est de mettre en place dans l'avenir un ingénieur pour deux arrondissements. »

Les maires d'opposition ne sont pas aussi optimistes : « Certains fonctionnaires centraux donnent l'impression de craindre d'être dépossédés de leurs prérogatives. Mais, quelle que soit leur couleur, les maires de secteur ont tous pris leur rôle à cœur. Aucun n'a révoqué que ce soit de ses prérogatives à la mairie centrale. Tous réclament davantage de pouvoirs et plus d'autonomie. Les gens comprennent fort bien que les grands dossiers, les grands travaux,

demeurent du ressort exclusif de l'hôtel de ville. Ils comprennent moins que « leur » maire ne puisse entreprendre tel projet, telle construction qui les concerne directement », explique M. Teissier.

Dans une ville qui s'étend sur 24 000 hectares, la décentralisation de l'état civil et la gestion directe des équipements sportifs, des maisons de quartier et des espaces verts de moins de 1 hectare sont appréciées. Les comités d'initiative et de consultation des arrondissements (CICA) jouent à plein leur rôle. « J'ai quatre cents associations représentées dans le mien, dit M. Weygand. C'est la relève de la vie locale. » M. Teissier reconnaît aussi leur efficacité. « Les CICA accomplissent un travail de réflexion qui ne débouche pas sur du concret. »

Les maires d'opposition n'ont guère apprécié qu'une association dépendant directement de la mairie continue à gérer les orphelins de façon centralisée. « Certains décrets d'application, glissent en chœur MM. Gaudin et Teissier, sont venus réduire ce que la loi PLM avait de généreux, notamment dans le domaine des logements sociaux. »

« Lorsque j'étais ministre de l'intérieur, note malicieusement M. Defferre, MM. Chirac et Colomb me reprochaient de donner trop de pouvoirs aux maires de secteur. Je note aussi que les crédits mis à la disposition des maires d'arrondissement sont plus élevés à Marseille qu'à Paris et à Lyon. »

Le maire nous consulte sur tous les problèmes d'urbanisme, sur les permis de construire, c'est vrai, reconnaît M. Gaudin, mais on ne m'informe pas de ce qui devient l'avis que j'émet. Je siège comme un vrai maire, je délibère, mais j'ai parfois l'impression de « faire joujou ». J'aurais aimé qu'on nous déléguât de véritables pouvoirs. M. Gaudin reconnaît un avantage incontestable à la loi PLM. Il connaît à présent tous les détails des projets de la ville, ce que ne lui permettait pas son seul statut d'élu d'opposition.

JEAN CONTRUCCI.

### La loi PLM

La loi PLM du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon, a été publiée au Journal officiel du 1<sup>er</sup> janvier 1983.

Paris, Marseille et Lyon sont respectivement divisées en vingt, seize et neuf arrondissements dotés d'un conseil et d'un maire élu qui, lui-même, désigne ses adjoints.

Les conseils d'arrondissement ont voix délibérative pour toutes les affaires et les projets — notamment les projets d'urbanisme et les subventions aux associations — localisés dans l'arrondissement. Ils émettent des vœux, posent des questions écrites au maire de la ville et demandent que le conseil municipal en débâte.

Une fois par trimestre, ils tiennent une séance commune avec les représentants des associations groupées au sein du comité d'initiative et de consultation d'arrondissement (CICA).

Les conseils ont un pouvoir de gestion sur les petits équipements de l'arrondissement : crèches, jardins d'enfants, haltes-gardiennes, maisons et clubs de jeunes, maisons de quartier, squares, balcons-douches, gymnases, stades, etc. Ils peuvent recevoir de la commune la gestion de tout autre équipement.

Les conseils d'arrondissement reçoivent de la ville un budget de fonctionnement détaillé dans un « état spécial » et leur compte de la composition sociale, professionnelle de leur population.

Les maires d'arrondissement sont (avec leurs adjoints) chargés de l'état civil, des affaires scolaires et militaires. Ils président la caisse des écoles et attribuent la moitié des logements sociaux construits dans leur arrondissement. Au cours d'une conférence de programmation annuelle, ils émettent un avis sur les investissements effectués par la ville dans leur arrondissement.

Les maires d'arrondissement disposent de fonctionnaires municipaux qui leur sont affectés et engagés aux dépenses de fonctionnement de leur mairie. Ils peuvent également faire appel, en cas de besoin, aux services généraux de la ville.

50 من الراجل



150 من الامل

# société

LES ACCUSÉS DE L'ATTENTAT D'ORLY AUX ASSISES DU VAL-DE-MARNE

## Le cours magistral du commissaire Genthial

Le terrorisme, la volonté proclamée de le combattre et de le réprimer, c'est une chose. C'en est une autre d'avoir à juger trois hommes accusés de s'être livrés, qui le nient et contre lesquels, en dépit de présomptions certaines et multiples, on n'a pu trouver les éléments permettant à coup sûr de dire de chacun d'eux ce qu'il a exactement fait. C'est en tout cas ce que doivent éprouver depuis maintenant une semaine les jurés du Val-de-Marne, qui auront dans quelques jours à fixer le sort de Varoujan, Johannes Semerci et Soumer Nayir, qui ont à répondre de l'attentat d'Orly revendiqué par l'ASALA (dont le premier se reconnaît membre et les deux autres seulement sympathisants).

Depuis une semaine, défense et accusation s'affrontent donc sur ce dossier dont la première partie qu'il est insuffisant et en démontre les carences, et la seconde qu'il apporte au contraire plus qu'il n'en fait pour démontrer la culpabilité. Tour à tour, au long des dix heures de la journée-marathon du lundi 25 janvier, chacune a pu avoir le sentiment qu'elle marquait un point.

De l'acte de la défense, ce fut avec la déposition de M. Viellard, l'expert qui avait à donner son opinion sur la façon dont fut techniquement réalisé l'attentat. Du côté de l'accusation, ce fut entre 21 heures et minuit à l'occasion du témoignage en forme de cours magistral apporté par M. Jacques Genthial, à l'époque chef de la brigade criminelle, qui dirigea l'enquête.

Regardons les choses dans l'ordre. Des quelques débris de l'engin laissés par son explosion, M. Viellard, après les avoir examinés et analysés, a d'abord retenu que celui-ci avait été constitué à base de pentrite et d'engrais, un explosif de fabrication tchécoslovaque connu sous le nom de « synthex ». Cet explosif, a-t-il précisé, est le même que l'explosif employé dans d'autres attentats, revendiqués antérieurement par l'ASALA et jusqu'à présent commis à l'étranger. C'est le même aussi que celui retrouvé dans les valises que détenait chez lui Semerci et que lui avait confiées

Garbidian. C'est le même encore qui constituait l'engin qui explosa, le 30 juillet 1982, dans les mains de Pierre Gullinian, qui périt ainsi ce jour-là.

### Une température de 1 800 degrés

Il y avait à Orly, le 15 juillet 1983, d'entraîner des, ceux notamment de six recharges de camping-gaz. Selon l'expert, ces recharges renfermaient 1 140 g de gaz butane, ce qui, couplé à l'engin, amplifiait considérablement son effet. Cela entraîna, au moment de l'explosion, l'apparition d'une boule de feu, remarquée d'ailleurs par plusieurs témoins, dégageant une température de 1 800 degrés et provoquant une pression de 7 kilos au centimètre carré. De là sont venus les effets mortels de brûlures et de souffle pour tous ceux qui se trouvaient à moins de 5 mètres.

C'est ici que la défense, représentée par M. Bourguet, a obtenu son avantage :

« Supposons, disait l'avocat, que ces recharges de camping-gaz n'aient pas été couplées à l'engin, mais se soient tout bonnement trouvées dans le bagage d'un passager proche de celui qui renfermait la bombe, n'auriez-vous pas alors fait sur les débris les mêmes constatations ? »

— Sans doute, a répondu l'expert.

— Alors, pourquoi avez-vous retenu l'hypothèse d'un couplage ?

— Par comparaison avec des affaires précédentes.

— Donc, par déduction ?

— Si l'on veut.

Cette concession de l'expert, M. Genthial, lui, ne la fera pas. C'est qu'il situe l'attentat d'Orly dans le contexte du terrorisme armé, un terrorisme qui, depuis 1975, a-t-il précisé, s'est manifesté par trois cents attentats dans le monde, dont une quarantaine en France où l'ASALA en revendiqua très exactement trente et un.

« D'une façon générale, a-t-il expliqué, la police avait tiré de tout cela des enseignements, mais sans pouvoir appréhender le support français de cette organisation. C'est

petit à petit que nous avons compris quels étaient les liens au niveau international entre les Arméniens, les Palestiniens et d'autres mouvements encore ».

Le premier résultat tangible avait été acquis en septembre 1981, après la reddition du commandant qui occupait le consulat de Turquie, boulevard Haussmann à Paris. Lorsque ses membres se sont rendus, on trouva en leur possession des grenades soviétiques de type F1 et du « synthex », soit des armes et un explosif comme il en fut découvert surabondamment dans les valises que détenait Semerci.

M. Genthial est allé encore plus loin. Les hommes du commando détenaient également des rubans adhésifs d'un type très particulier. Or, ces mêmes rubans furent utilisés pour des attentats visant par exemple des Arméniens. Autrement dit, c'est l'ASALA elle-même qui déposait des explosifs à l'église arménienne de la rue Jean-Gautier comme un centre culturel arménien de la rue Blanche à Paris, et cela dans le seul but de provoquer des réactions qui lui soient favorables dans l'ensemble de la communauté arménienne.

Il a constaté, M. Genthial, bien d'autres choses encore. Il a relevé que des armes utilisées par l'ASALA pour tirer sur des chargés de mission turcs furent ensuite retrouvées à l'occasion d'autres attentats commis à Paris entre les mains de Palestiniens qui poursuivaient des buts tout à fait différents.

### Un passeport allemand

Il y avait aussi cette singulière histoire d'un passeport allemand au nom de Mainka dont était porteur Soumer Nayir lorsqu'il fut arrêté à Marseille en octobre 1983. Ce passeport avait été volé sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, avec beaucoup d'autres, par un certain Albrecht, membre du groupe néo-nazi Hinfman, qui les emporta jusqu'au Liban. Là, ils furent mis à la disposition des occupants d'un camp d'entraînement palestinien où l'on trouvait aussi bien des Arméniens que des Arabes. Cela n'a pu en arrêtant Mainka, le bénéficiaire de l'un des passeports remis ensuite à Nayir et qui raconta la chose avec beaucoup de détails et de précisions.

C'est du Liban encore, nous a appris M. Genthial, que venait Pierre Gullinian, celui qui devait être victime à Paris, le 30 juillet 1982, de la bombe qu'il manipulait. Mais auparavant, c'est le même membre de l'ASALA qui avait réalisé les 20 et 24 juillet les attentats du Pub Saint-Germain, puis de la place Saint-Michel où un engin couplé à des billes avait été déposé dans une poubelle. Ce jour-là, on relevait seize blessés.

Dans tous ces attentats, na renaît l'emploi de ce « synthex », de ces détonateurs, de ces systèmes de retardement, de ces piles et fils électriques, dont les valises de Semerci regorgeaient. Après la mort de Gullinian vint le temps d'une acalmie. C'est à cette même époque, fin 1982 début 1983, que se manifestèrent les réactions des mouvements nationaux arméniens, qu'ils soient français, suisses, anglais, canadiens ou américains, contre les méthodes de plus en plus violentes de l'ASALA. Elles aboutirent à la scission de janvier 1983 à Athènes. Le torchon brûla même si fort qu'Ara Toranian, le leader du mouvement national arménien en France, allait faire l'objet de deux attentats, mais dont, évidemment, il refusa toujours d'attribuer la paternité à l'ASALA. M. Genthial a tout de même son idée.

Au début de 1983, il y eut encore trois autres attentats. L'un est découvert à Orly, au comptoir de la Turkish Airlines, où avait été déposé un sac piégé contenant une charge beaucoup plus forte que celle du 15 juillet : 1 100 grammes de « synthex ». Le même jour, c'était encore le jet d'une grenade de type F1 dans les bureaux de la même compagnie, avenue de l'Opéra, à Paris ; enfin, le 28 février, à l'agence de voyages turque Marmara, il y eut un mort.

### Humeur et courtoisie

Or Garbidian était à Paris depuis le 10 janvier. Le 15 juillet 1983, c'est l'explosion à Orly-Sud. Pour le commissaire Genthial, il y a aujourd'hui contre Garbidian tous les éléments nécessaires : c'est lui qui avait l'argent ; voyez ses carnets où sont inscrites les recettes et les dépenses ; c'est lui qui avait les armes ; voyez les valises confiées à Semerci ; c'est lui qui, le 14 juillet, dit à ce dernier de se tenir prêt à enregistrer sur magnéscope toutes

les informations qu'il pourra entendre à la télévision sur un événement concernant les Arméniens et susceptible de se dérouler prochainement. C'est lui, enfin, qui demande à Nayir, le 14 juillet, d'acheter les bouteilles de camping-gaz. Enfin, il y a les aveux.

Pour M. Genthial, ils sont suffisamment précis et circonstanciés. « Alors, c'est vrai, conclut-il, il n'y a pas de témoins directs pour dire qu'il a porté l'engin, pour permettre de savoir qui a fait quoi. Cela fait partie des vicissitudes d'une enquête. »

La déposition, par sa tenue et, à l'occasion, par son humour, a été remarquée. M. Jacques Vergès, qui défend Garbidian, savait bien qu'il avait devant lui un de ces témoins qu'il n'est pas question de manœuvrer. Il fit tout de même semblant de s'y essayer, ce qui lui valut d'être taxé de « vieux renard », mais sur le ton de la plus grande courtoisie. Quant à M. Bourguet, qui, lui, travaillait avec la patience insubmersible d'un bœuf de labour, il s'attira cette réplique tout aussi souriante : « Vos questions sont tellement remarquables et excellentes que vous allez me faire douter qu'il y ait eu un attentat à Orly. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

### EN BREF

#### Un appel en faveur de la libération de Massimo Sandrini

Les amis de Massimo Sandrini, un extrémiste de gauche, dont l'Italie réclame l'extradition, lancent un appel en faveur de sa libération. M. Sandrini est, dans son pays, sous le coup d'une condamnation par contumace à neuf ans et onze mois d'emprisonnement pour sa participation à une manifestation au cours de laquelle un policier avait été tué (le Monde du 15 février). M. Jean-Pierre Mignard doit plaider, mercredi 27 février, sa mise en liberté. Les amis de M. Sandrini demandent qu'il ne devienne pas « un bouc émissaire [ou] une monnaie d'échange en raison de la realpolitik ».

#### Les magistrats de droite accusent le gouvernement de faciliter le terrorisme

Pour l'Association professionnelle des magistrats (AMP, droite), les récentes déclarations de M. François Mitterrand sur le terrorisme (le Monde daté 24-25 février) tournent « résolument le dos à une véritable coopération avec ses partenaires occidentaux ». L'AMP critique le refus du gouvernement d'exécuter les mandats d'arrêt en suspens « qui visent » cent vingt membres des Brigades rouges présents sur notre territoire » et s'inquiète de refus de la France d'un « véritable espace judiciaire européen ». Elle se déclare convaincue que la limitation des possibilités d'extradition aux

seuls auteurs de crimes de sang revient à renoncer à démanteler les réseaux du terrorisme et à faciliter les rejets et les compléments.

« Mort d'un enfant-loup en Inde. — Ramu, l'enfant-loup capturé il y a neuf ans dans une forêt de l'Inde, est mort le 18 février à Lucknow, dans le foyer pour personnes abandonnées où il avait été placé. Ramu avait été découvert en 1976 dans une forêt du nord de l'Inde, jouant avec trois louveteaux. Il se déplaçait à quatre pattes, les ongles longs, des cals aux mains, aux coudes et aux genoux. Pendant plusieurs mois après sa capture, Ramu n'avait accepté, pour toute nourriture, que de la viande crue. Il se ruait sur les animaux de basse-cour qu'il apercevait. Puis l'enfant-loup avait peu à peu appris à s'alimenter « normalement », à se laver seul et même à s'habiller. Mais il n'avait jamais pu parler.

## Conception Assistée par Ordinateur. Catia®, dessine-moi un flacon de parfum.



Catia a une dimension d'avance : il vous aide à concevoir, dessiner et fabriquer. C'est le logiciel du futur, il évolue en permanence pour intégrer de nouveaux domaines.

**Catia. La conception.**  
Catia s'intéresse à toutes vos idées. Il vous aide à concevoir les objets, du plus simple au plus complexe.

**Catia. Le dessin.**  
La perfection du dessin en couleur et en 3 dimensions.

**Catia. La fabrication.**  
Catia contrôle les phases de fabrication de votre objet et donne des ordres aux robots.

**IBM vous propose aussi d'autres logiciels C.A.O.**  
Selon la nature des problèmes que vous avez à traiter, IBM vous propose parmi ses nombreux logiciels C.A.O. ceux qui vous conviennent le mieux. Mettez le cap sur la tranquillité, demandez à Catia de travailler avec vous.

**IBM**  
CAP SUR LA TRANQUILLITÉ.

Rendez-vous au MICAD, Palais des Congrès, Niveau I, Stand P3, pour voir les démonstrations de Catia, ou téléphonez au **NUMERO VERT 16.05.27.11.87**

### La loi PLM

La loi PLM (Plan de libération des médias) a été adoptée par l'Assemblée nationale le 26 février 1985. Elle vise à libérer les médias de la censure et à garantir la liberté d'expression. La loi prévoit notamment la suppression de la censure préalable des journaux et la mise en place d'un système de contrôle a posteriori. Elle vise également à renforcer la transparence des médias et à garantir l'accès de tous à l'information.



### **M. Laurent Fabius s'est rendu auprès des victimes**

## Dignité et résignation







# culture

## Accents du jazz

L'accent d'Hervé Bourde est solaire. Pianiste, compositeur, il parle encore avec les inflexions du temps où il recevait le premier prix de flûte du conservatoire de Marseille. Elève de Rampal, et grand chercheur de saxophones, il touche à tout, traverse théâtre, danse, arts plastiques et cinéma avec un égal bonheur. La musique de ses saxophones ne se déparait jamais d'une profonde émotion.

L'accent de Pierre Favre a l'air de traîner : c'est qu'il effleure. Il a gardé la mémoire des cloches et des percussions que l'on entend dans les vallées suisses. Il est le seul à faire chanter avec tant de délicatesse tout un attirail de tambours, de peaux et de cuivres qu'il bâtit autour de lui comme on se fait une cabane.

L'accent de Texier est tellurique. La voix de basse se transmet par le sol, par le ventre. Et soudain, elle s'envole, saute. Paradoxalement c'est au moment où le basse joue « dans le bas », où ses mains plongent vers la terre que les notes montent. Le trio Bourde-Favre-Texier et le groupe d'André Jaume-Joe McPhee ne peuvent que compter au nombre des grandes soirées de l'opération Banlieues bleues.

FRANCIS MARMANDE.  
\* Théâtre de la Commune, à Aubervilliers, ce mardi 26 février à 20 h 30.

## Une nouvelle salle au Festival d'Aix

Le Festival d'Aix-Provence retrouvera ses trois opéras du 10 au 31 juillet prochains avec une salle entièrement renouvelée cette année, dont la contenance sera portée à mille six cent cinquante places (soit quatre cents de plus). L'agrandissement et les installations techniques permettront de présenter quatre opéras dès 1986. Le mur classé du fond de scène a été démonté pierre par pierre et reculé.

On pourra voir au Théâtre de l'archevêché les *Noëces de Figaro* (direction J.E. Gardiner, mise en scène Pier'Alti), l'*Orfeo* de Monteverdi (Michel Corboz-Claude Coréa) et *Ariane à Naxos* de Strauss (Semyon Bychkov-Goran Jirvefelt), avec Jessye Norman, dans les anciens et célèbres décors de Pierre Clayette.

Les grands concerts offriront le *Roi Arthur* de Purcell, le *Paradise* de Schumann, la *Messe* en si de Bach, le *Requiem* de Mozart, les *Variations Goldberg* de Bach, ainsi qu'un récital de Tatiana Troyanos, des programmes Mozart et Corelli. Vingt-six concerts seront donnés au théâtre Saint-Sauveur (à 12 heures et 18 heures).

De son côté, le Centre Acanthes consacrera ses cours théoriques et pratiques à Iannis Xenakis, en présence du compositeur.

\* Renseignements : Palais de l'archevêché, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : (42) 23-37-31.

■ **ACADÉMIE FRANÇAISE.** - L'Académie française a déjà enregistré une candidature au fauteuil de Pierre Emmanuel : celle du professeur Jean Hamburger, membre de l'Académie des sciences ; et deux au fauteuil de Marcel Brion : celles de Michel Molat et de Norbert Hancok. Rappelons que la double élection est fixée au jeudi 18 avril.

■ **ARCHITECTURE.** - L'Institut français d'architecture (IFA) présente jusqu'au 16 mars une exposition intitulée « Les premiers ébauches d'Auguste Perret », organisée en collaboration avec l'école d'architecture de Nancy et le Centre d'histoire de la construction. L'IFA publie à cette occasion un bulletin spécial consacré à l'œuvre des frères Perret. D'autre part, il organisera le 8 mars, au Conseil économique et social (place d'Iéna, 75016 Paris), un colloque sur le thème « Histoire et économie du béton armé », pendant lequel sera évoqué Perret, novateur dans l'utilisation de ce matériau. (IFA : 6, rue de Tournai, 75006 Paris.)

## MUSIQUE

### LE FESTIVAL HAENDEL DE KARLSRUHE

## Une pédagogie burlesque de l'« opera seria »

Nulle part sans doute, le tricentenaire de Haendel n'aura été célébré, du moins à la date précise, avec autant d'éclat qu'à Karlsruhe. Depuis 1978, grâce au directeur du théâtre d'Etat de Bade, Günter Konemann, le grand musicien y a droit de cité, et peu de villes au monde ont, comme elle, sept de ses opéras à leur répertoire. Le festival organisé pour cet anniversaire permet d'en entendre quatre, auxquels s'ajoutent des concerts, un admirable oratorio quasi testamentaire, *Theodora*, deux expositions et un symposium qui a réuni des metteurs en scène, chefs d'orchestre, décorateurs, musicologues et critiques anglais, français et allemands.

De ces manifestations, ce qui ressort avant tout, c'est l'extraordinaire vitalité et la beauté d'œuvres que l'on croyait vouées à la poussière des bibliothèques ou des reconstitutions historiques, tant l'opéra seria de cette époque paraissait une forme surannée, étrangère à notre sensibilité moderne.

### Un travail d'ordinateur

Le triomphe d'*Aleina*, ressuscité par Jorge Lavelli en 1978 au Festival d'Aix, avait cependant entamé cette conviction. Mais avec les ouvrages montés à Karlsruhe, le doute d'est plus permis. Du vaste champ de fouilles musicologiques qu'était l'œuvre lyrique de Haendel sont sortis des spectacles étonnants de vie, dont le principal artisan est un des meilleurs metteurs en

scène français, Jean-Louis Martinoty, à qui, étrangement, on n'a rien demandé en France depuis deux ans.

Avec un mois seulement de répétitions, il a réalisé un prodigieux *Pasticcio*, qui lui a pris des années de travail et dont il est en quelque sorte l'« auteur ». S'autorisant de la pratique de l'époque, et de Haendel lui-même, qui réemployait sans cesse des morceaux de ses partitions (quand il ne les volait pas à ses confrères) pour en composer d'autres sans vergogne, il a en effet emprunté à vingt et un opéras des airs, ensembles et pages d'orchestre pour recomposer un nouvel opéra intitulé *Les aventures de la belle inconnue*. Et cela sans changer une note, un mot (même les notes propres) à la musique et aux textes originaux.

Ce travail immense - un travail d'ordinateur - d'analyse, de mise en fiches par genres, par instruments, par tonalités, d'une production gigantesque, a permis d'abord une révision considérable d'airs admirables, délicieux ou comiques, sautés dans des partitions qui ne pouvaient jamais être montées, et qui retrouvent la vie dans le contexte scénique où ils peuvent s'épanouir. Il permet aussi une « réflexion dramaturgique sur la pratique haendelienne de l'opéra italien », en faisant apparaître « le mécanisme technique et technologique » grâce auquel on peut embobiner ainsi des airs, des situations, des structures, qui se retrouvent toujours analogues dans les livrets les plus divers.

C'est ainsi que pédagogie de l'opéra seria que nous offre ce *Pasticcio* où l'on voit une mezzo-soprano de notre époque plonger dans le monde des personnages magiques de l'Arioste, du Tasse et d'Ovide, chez Haendel, avec le monstre, le mage, la sorcière, la Fortune, Hercule et Alexandre, les tableaux obligés du palais enchanté, des enfers, les apparitions, le sommeil enchanté, les machines volantes, etc., en un scénario aussi savoureux qu'indéscriptible.

Sur tout cela plane la plus belle des musiques, les grandes scènes avec instruments solistes et toutes les formes d'airs, de récitatifs, d'ensembles, pour lesquels le nouveau démiurge a choisi souverainement les expressions les plus variées et les plus audacieuses que Haendel a créées avec une invention souvent méconnue.

### Du côté d'Offenbach

Et pendant deux heures trois quarts, Martinoty s'en donne à cœur joie d'une mise en scène gorgée comme toujours d'imagination, d'intelligence, de gaminerie et de philosophie historique : il ne laisse pas un instant au spectateur, assailli de tous côtés par tant d'invention délicate et poétique, et entret par les parfums de cette musique déployée par les Deutsche Haendel-Solisten sous la direction flexible, précise, l'inspiration exigeante de Jean-Claude Malgoire, avec d'excellents chanteurs où, à côté de Ute Trekel-Burkhardt, exceptionnelle mezzo dans un rôle écrasant, on remarque en particulier deux Parisiens, le mage tommant de Gregory Reinhardt et le contre-ténor Jean Nironet, charmant amoureux transi.

A ceux qui trouveraient compliqué le livret de ce *Pasticcio*, on proposerait volontiers celui de *Jules César*, dont les démentés avec Cléopâtre, Ptolémée et la veuve de Pompée tiennent des aventures de *Rosambold* et de *Tintin*. Cet opéra « authentique » est passé lui aussi à la montgolfière de Jean-Louis Martinoty qui, il faut bien le dire, l'a traité avec autant de désinvolture que l'*Orphée* ou la *Belle Héloïse* d'Offenbach. On ne peut manquer, dans un premier temps, d'être choqué par cette mise en scène qui mélange hardiment les époques, singe Cecil B. de Mille et Manckiewicz, se moque des personnages sacrifiés par l'histoire et déstature quelque peu la pompe seria de Haendel. Mais comment résister à la drôlerie d'une traduction parodique qui omet pas moins intacte, par un travail plein de délicatesse quand il le faut, la substance musicale de cet opéra où l'on découvre quelques-uns des plus beaux airs de musiciens ?

Dans les décors étonnants de malice réalisés par le scénographe maison (Heinz Baltheis), avec l'aide de la machinerie très sophistiquée du théâtre de Karlsruhe, c'est une production d'une grande qualité aussi : bien musicale que scénique, malgré un orchestre peu familier du style baroque, sous la direction d'un des meilleurs connaisseurs de Haendel, Charles Farncombe.

On souhaite vivement que ces deux spectacles exceptionnels viennent en France, ne serait-ce que pour en repartir plus en détail.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations : *Nerzès*, le 1<sup>er</sup> mars, à 20 h ; *Pasticcio*, le 2, à 16 h et le 6 à 20 h ; *Jules César*, le 3, à 19 h 30 ; *Rosambold*, les 5 et 6, à 20 h ; *Theodora*, le 7, à 20 h. Karlsruhe n'est qu'à une heure de Strasbourg.

### L'ASIE CENTRALE A LA MAISON DES CULTURES DU MONDE

## Trésors sonores

La Maison des cultures du monde consacre une série de concerts aux traditions d'Asie centrale. Bon nombre des Soviétiques qui, l'an passé, au même endroit, avaient su étonner ont été réinvités. Plus quelques autres non moins étonnés : ainsi les douze gaillards géorgiens de l'ensemble Roustavi qui ouvrent le feu. Bonheur garanti. Alignés légèrement de profil, à la queue leu leu, bras un peu ballants, endimanchés dans leurs complets-veston, ces fiers au visage sculpté de paysans et d'artisans sont des artistes consommés, entraînés.

Venus de Tbilissi, ils livrent tels quels, *a cappella*, les secrets et trésors sonores de leur contrée : des polyphonies qui se ressemblent à rien d'autre, qui remontent peut-être à de préhistoriques cérémonies vouées aux astres. Eosnite les influences grecques, puis ébraïques. Et aujourd'hui, toujours, le chant est en Géorgie une manière de vivre - surtout à la fin de l'après-midi quel bon repas !

Le répertoire proposé par l'ensemble Roustavi est cette fois entièrement profane. De berceuses en mélodies du laboureur, passant par le canon, tantôt à l'unisson, ou encore en de suprêmes solos, les douze vont de leurs voix de basses hyperbasses, de barytons puissants et de ténors comme on n'en entend point en Europe occidentale.

Tout en subtilités de timbres et en décalages de rythmes, les lignes semblent à l'oreille au nombre de trois, et soudain le contre-ténor brode des variantes perchées si haut que l'on se songe plus qu'au yodel du Tyrol. Les graves poursuivent, obstinés, puis s'interrompent abruptement et c'est fini. Autre chose s'amorce : un alliage de raffinement extrême et d'épaisseur terrienne. Comme un vin épais et toutefois délicat.

Moins édulcorées, mais encore plus spectaculaires, sont les diplophons de l'Aïtch et de Touva prévues au programme des 1<sup>er</sup> et 2 mars. Dans ces petites régions autonomes proches de la Mongolie, les chanteurs, à la façon des bergers, savent produire en même temps deux sons : de leur gorge émane un bourdon continu, et ils roulent leur langue

sous la voûte du palais, distillant on file de souffle afin d'émettre des harmonies suraiguës, concomitantes. Cette pratique que l'on retrouve chez les Tibétains est héritée du chamanisme et consiste à limiter les sons de la nature. Plus grand-chose d'humain, en effet.

Va-t-on définir aussi le terme du Kazakhstani, coutume de nomades, science de l'improvisation poétique ou encore les *maï* et *toïva*, les 1<sup>er</sup> et 2 mars ; Azerbaïdjan, les 5 et 6 mars ; Ouzbékistan les 7, 8 et 9 mars.

Les chants de travail et chants religieux géorgiens ont fait l'objet d'enregistrements dans la collection Ocora de Radio-France et dans la collection de musiques ethnologiques de l'UNESCO. Signalez enfin que la Maison des cultures du monde vient d'éditer un disque intitulé *Indit* (contenant notamment les diplophons de Touva et des musiques de Bachkirie).

## VARIÉTÉS

### LA MORT DE MARIANNE OSWALD

## Chanteuse rauque

La chanteuse Marianne Oswald est morte le 25 février à l'hôpital de Limell-Brévaux (Val-de-Marne). Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

Née à Sarreguemines en janvier 1903, Marianne Colin devint Marianne Oswald pour chanter à Berlin. Elle est ce qu'on appelle une « diseuse ». Quand elle arrive à Paris en 1933, elle apporte avec elle la rudesse des cabarets du temps, la violence de sa voix aigre, une manière de scander, de pulvériser, qui joue avec la mélodie et la casse, qui s'efforce dans la tendresse triste. Elle a des cheveux roux et un visage blême, elle interprète Kurt Weill, et aussi des chansons qui parlent de malheurs individuels, de solitude, de rêves, de bonheur pour tous.

Marianne Oswald passe au Bouff sur le toit. Elle envoie les dandys, et Cocteau, qui écrit pour elle *Anna la bonne*, une histoire de pauvre fille qu'elle transforme en tragédie. Elle passionne les anarchistes et les frères Prévert. Pour elle, Jacques écrit avec Joseph Kosma *Embrasse-moi*. Marianne Yvain met en musique un poème gouailleux et vengeur de Henri Georges Clouzot, *Jeu de massacre*.

Marianne Oswald n'a jamais connu la faveur du grand public, elle dérange, elle choque. La droite d'avant-guerre lui reproche de heurter le goût français. Mais ses amis sont François Mauriac, Albert Camus, André Gide, René Char. Pendant la seconde guerre mondiale, elle part pour les Etats-Unis où elle écrit *A Small Voice*, qui paraît après la guerre sous le titre *Je n'ai pas appris à vivre*. De retour en France, elle assiste à la vogue d'un style qu'elle a créé, la chanson « rive gauche ». Elle tourne au cinéma dans les *Amours de Véronique*, le film d'André Cayatte, où on remarque pour la première fois Anouk Aimée. Elle ne chante plus. Elle produit des émissions pour les enfants à la radio et à la télévision. Elle sait les enchainer sans mièvrerie.

Elle avait disparu de la vie publique. On ne l'avait pas oubliée. Ou plutôt, de temps en temps, sans raison apparente, on se souvenait de sa voix, et on se demandait ce qu'elle devenait. Elle a vécu pendant trente-trois ans dans une chambre de l'hôtel Lutétia.

C. G.

## L'Allemagne est bien lotie

La densité des opéras en Allemagne : dépassant l'imagination : dans un rayon de 100 kilomètres, on trouve facilement quatre maisons importantes, ainsi Wiesbaden, Francfort, Mayence et Darmstadt, ou bien Karlsruhe, Mannheim, Heidelberg et Stuttgart. Et la Walkyrie que nous avons vue à Wiesbaden en novembre comme les deux spectacles Haendel de Karlsruhe étaient d'une qualité comparable à ceux de Lyon (il est vrai qu'ils étaient réalisés par des metteurs en scène français...). Mais ceci avec des moyens rarement réunis chez nous.

L'organisation est, en effet, très différente de celle de la France. Dans toutes les villes moyennes, le théâtre et l'opéra consistent dans le même édifice, où l'on donne aussi des concerts. Ce qui fait qu'à Karlsruhe, par exemple (à peine 300 000 habitants), on joue six jours par semaine, avec parfois deux séances par jour. D'où une densité de manifestations (six cent cinquante par an) et de public qui rend possible, dans des salles de contenance relativement réduite (mille cinquante et cinq cents places), un équilibre financier assez satisfaisant.

Cette production massive n'est praticable que grâce à des installations ultra-moderne (la complexité de Karlsruhe date de 1976) dont la construction a été « facilitée » par les destructions de la dernière guerre. Mais elle exige la présence d'un personnel permanent très nombreux (sept cents personnes, dont une troupe de cinquante chanteurs) et entraîne une grande rigueur de planning qui rend difficile les répétitions, la scène étant sans cesse aux mains des mécaniciens, occupés à changer les décors... La rentabilité artistique n'en est pas moins sans commune mesure avec celle des théâtres français. - J. L.

**CHAI LOT** **HERNANI**  
THEATRE NATIONAL  
VICTOR HUGO - ANTOINE VITEZ  
727 81 15  
du 31 JANVIER AU 31 MARS 20h  
DIMANCHE A 15h - RELACHE DIMANCHE SOIR ET LUNDI

**COUPE DU MONDE**  
**VOLVO**  
WORLD CUP

**JUMPING INTERNATIONAL DE PARIS BERCY**  
avec les meilleurs cavaliers  
Vend. 15 Mars à 18 h  
Sam. 16 Mars à 16 h 30  
Dim. 17 Mars à 11 h

Et chaque jour, un spectacle surprenant : **Mario LURASCHI**  
et son équipe réaliseront les cascades équestres les plus folles créées pour des films célèbres.

**PALAIS OMNISPORTS PARIS BERCY**  
8, Bd de Bercy - 75012 Paris

**PRIX DES PLACES :**  
150 F - 100 F - 80 F - 55 F  
Tarifs enfants : 12 ans et moins : 75 F - 50 F - 40 F - 30 F  
la carte d'identité ou la carte scolaire pourra être exigée à l'entrée.

**LOCATION**  
au POP de 11 h à 18 h  
sauf le dimanche  
Métro Bercy - Autobus 24  
ou journal l'Equipe  
Métro Montmartre et toutes agences

**LOCATION PAR TELEPHONE**  
de 11 h à 18 h sauf le dimanche  
Renseignements : 342.08.88

**SALLE GAVEAU - SAMEDI 2 MARS - 20H30**  
**jacques houtmann**, direction  
**josef suk**, violon  
**MOZART - BEETHOVEN**

**SALLE GAVEAU - LUNDI 4 MARS - 20H30**  
**trio suk**  
**BEETHOVEN - SMETANA - SCHUBERT**

**ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS**  
DIRECTEUR JEAN-PIERRE WALLEZ

Location : Agences et Salle Gaveau 563.20.30

مساحة العمل



مكتبة من الاصل

L'Allemagne  
est bien lotie

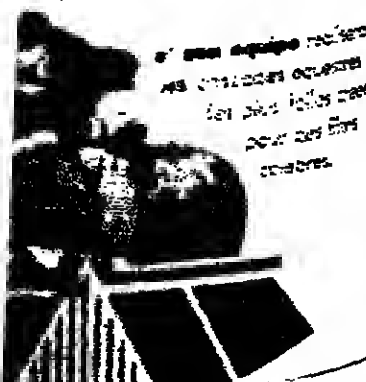
Les Allemands ont une chance de voir leur équipe nationale en action lors de la Coupe du monde de football. Ils ont aussi la chance de voir leur équipe nationale en action lors de la Coupe du monde de football. Ils ont aussi la chance de voir leur équipe nationale en action lors de la Coupe du monde de football.

ERNANI  
OR HUGO AND ANTOINETTE  
AND THE VIRE

DU MONDE  
OLVO  
WORLD CUP

MPING  
NATIONAL  
RIS BERCY

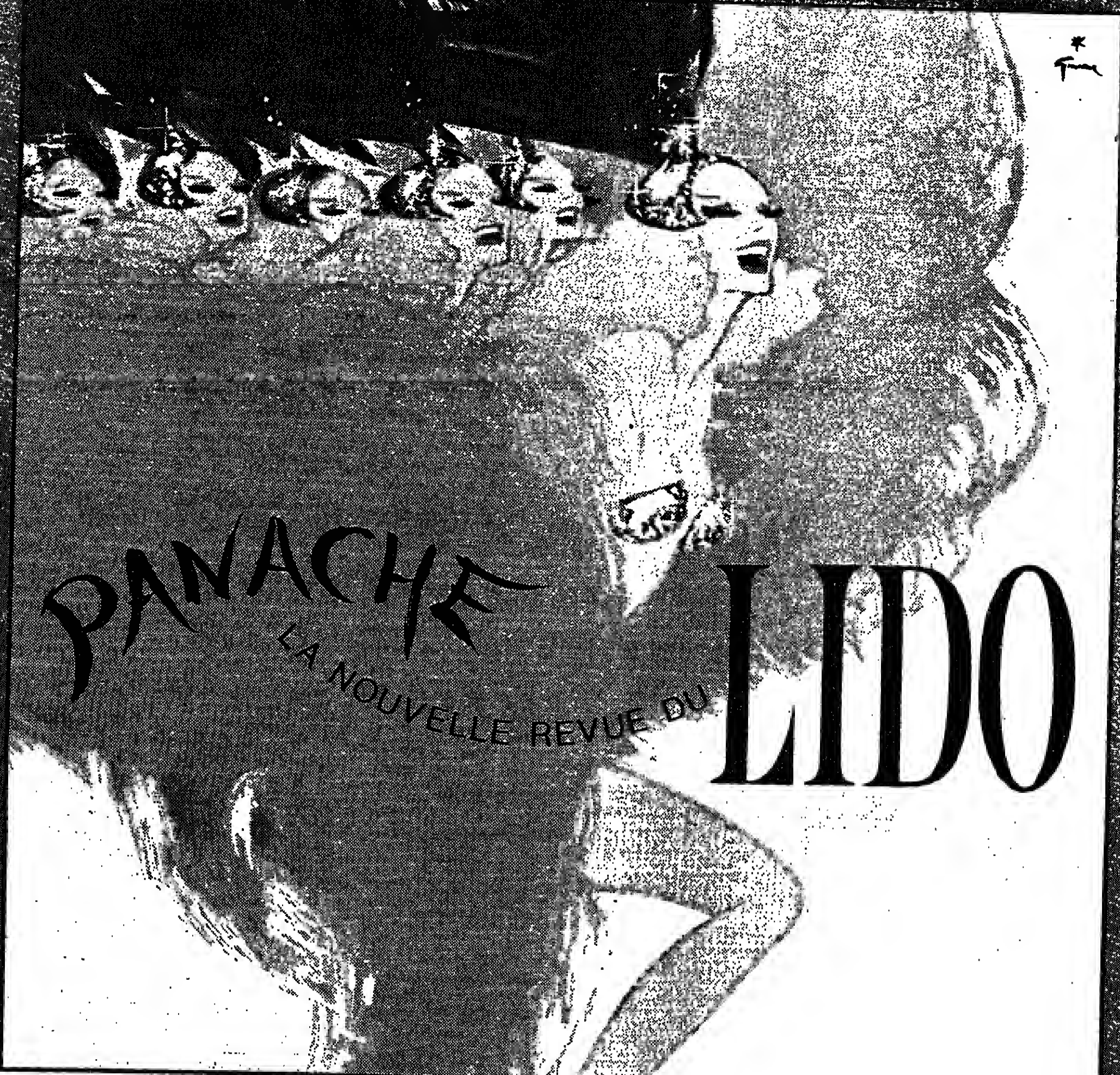
15 Mars  
16 Mars  
17 Mars



OMNISPORTS  
RIS BERCY

LOCATION

PAR TELEPHONE



au Lido  
nous n'avons  
qu'une seule  
et unique  
ambition.  
Vous plaire.

UNE GRANDE FÊTE  
CONÇUE PAR RENE FRADAY ET DONN ARDEN  
RÉALISATION DE CHRISTIAN CLERICO  
MISE EN SCÈNE DE DONN ARDEN

AVEC NATURELLEMENT  
LES BLUEBELL GIRLS

COSTUMES : FOLCO - MUSIQUES : J. HARBERT  
DÉCORS : B. RANG, G. CASTELLI - ÉCLAIRAGES : J. McLAIN  
CHORÉGRAPHIE : R. RIZZO, W.-D. HEMSLEY, T. HANSEN  
ORCHESTRATIONS : B. STAFFORD, B. BYERS  
DIRECTION MUSICALE : P. DELVINCOURT











# COMMUNICATION

## INAUGURATION D'UN EMETTEUR EN GUYANE

### La « Voix de la France » en Amérique latine

M. Georges Fillard, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a inauguré vendredi 22 février à Montsinéry, en Guyane, le premier centre français d'émissions en ondes courtes situé hors de la métropole. Grâce à cet émetteur, l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes reçoivent depuis peu les programmes de Radio France internationale (RFI). Ce centre - l'un des plus modernes du monde - a déjà permis de doubler l'audience potentielle de RFI et d'accroître de 30 % sa capacité de diffusion en ondes courtes. Mais la « Voix de la France à l'étranger » entend poursuivre sa percée et se donner comme objectif, avant la mondialisation du programme espérée pour 1987, la couverture rapide de l'Asie du Sud-Est.

#### De notre envoyée spéciale

Montsinéry (Guyane). - Elle file, elle file l'onde courte. Et sa course, dans sa fulgurance, confère à sa réception aux quatre coins du monde quelque chose de magique, presque de diabolique. Imaginez l'aventure d'une onde de RFI, partie de Paris, repartant en Patagonie. Quinze mille kilomètres en 1/2000000 de seconde.

Cela commence dans un studio ordinaire au cinquième étage de la Maison de la radio à Paris. Un son, une voix dans un micro ou une chanson sur une platine. Et c'est parti. Le câble, vite, pour traverser Paris et parvenir au centre de commutation des Buttes-Chaumont, véritable entrée dans le réseau de Télédiffusion de France (TDF). Un émetteur, ensuite, qui s'empare du signal et le transmet par voie hertzienne. Direction : Bercy-à-Oise, dans l'Yonne. Là, une station d'émissions PTT capte l'onde et l'envoie sur le satellite Intelsat (dans quelques semaines Telecom I). A lui de jouer pour une traversée-éclair de l'Atlantique en direction de la Guyane. L'onde y est reçue à la station terrienne de Troubiran (près de Cayenne), où elle rebondit pour mieux franchir la forêt tropicale et parvenir au centre de Montsinéry. Le continent américain est désormais à sa portée. Les trois émetteurs (de 500 kW) et les onze immenses antennes lui donneront une vigueur suffisante pour atteindre Mexico, Caracas et Saint-Domingue, Rio, La Paz ou Buenos-Aires.

Fabuleux périple que permettent les ondes courtes, les seules à porter aussi loin et les mieux adaptées pour mieux franchir la forêt tropicale et parvenir au centre de Montsinéry. Le continent américain est désormais à sa portée. Les trois émetteurs (de 500 kW) et les onze immenses antennes lui donneront une vigueur suffisante pour atteindre Mexico, Caracas et Saint-Domingue, Rio, La Paz ou Buenos-Aires.

Trois années de travaux menés par TDF, un financement effectué, pour moitié par la redevance, pour l'autre par le budget des relations extérieures, un investissement de 131 millions de francs et un coût d'exploitation estimé à 13 millions de francs (sans les salaires), l'affaire fut rondement menée. Mais si RFI n'a pas attendu, il est vrai, la mise en place des trois émetteurs de

● *Saisie de quatre radios libres dans le Nord*. - Le matériel de quatre radios libres de la région de Valenciennes a été saisi, lundi 25 février. Cette saisie, qui a été exécutée sur commissions rogatoires par des gendarmes accompagnés de policiers, concerne : Radio-Eden et Radio-Star 59 à Anzin, Radio-Air-Tonlie à Thun ainsi que Radio-Bibelot à Beuvrages.

● *Libération suspend ses émissions de radio*. - Libération, qui émettait sur la fréquence 92,8, a suspendu la diffusion de ses émissions de radio depuis le vendredi 22 février et pour une durée de deux semaines. Un programme en continu est, depuis lors, diffusé en remplacement. Cette décision a été prise par les responsables du quotidien qui ont jugé « le produit émis par la station insatisfaisant », nous a déclaré M. Antoine Griset, gérant de Libération.

Une restructuration de la direction de la radio est en cours. Elle sera terminée d'ici au mardi 5 mars, date à laquelle est convoquée une assemblée générale du personnel.

● *Pathé-Image sans Pathé*. - Le groupe cinématographique Pathé a cédé ses participations dans Pathé-Image, sa filiale commune avec le groupe Havas. Havas, qui conserve 50 % du capital, a trouvé d'autres partenaires financiers avec la Banque Worms, le Crédit agricole et la Banexi, filiale de la BNP. Fortement augmenté, le capital de la société passe de 2 à 7 millions de francs.

Pathé-Image devient Tété-Image et se consacre à la production de programmes de télévision, de films pour les entreprises et à la distribution internationale. M. Gérard Calderon a été nommé président de la société et M. Simone Halberstadt-Harari en reste directeur général.

Montsinéry, pour se faire entendre sur une partie de l'Amérique latine, sa place est encore étroite dans ce continent dominé largement par la Voix de l'Amérique et Radio La Havane.

Elle la gagne cependant peu à peu, comme l'attestent quelques sondages, un important courrier (600 lettres par jour), les réponses à quelques concours lancés à l'antenne et le rapport des ambassades mobilisées pour faire connaître cette Voix de la France. Celle-ci s'entend haut et fort au Chili, où elle est devenue la première station étrangère captée par les habitants - notamment les opposants - soucieux d'information. C'est le cas également à Haïti. Et si la BBC est au Brésil un concurrent difficilement rattrapable, les responsables de RFI notent un intérêt croissant de la part des Argentins et des Cubains. « C'est toujours mieux que la Voix de l'Amérique », conviennent, bourru, un dignitaire de La Havane.

#### Priorité à l'Asie du Sud-Est

Mais l'Amérique latine ne représente qu'une partie du monde, et la machine déjà s'est remise en route, visant à organiser d'ici deux années une couverture radiophonique mondiale. La priorité, cette fois, c'est l'Asie du Sud-Est, une zone vitale en terme de géopolitique. En l'absence de « terre nationale » où TDF pourrait construire un nouveau centre d'émission, les experts ont provisoirement retenu le site de Sri-Lanka, sur lequel la radio allemande (Deutsche Welle) jouit d'excellentes installations. Des négociations ont déjà eu lieu qui devraient être reprises à la demande du ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, lors du prochain sommet franco-allemand.

Resterait la zone du Pacifique, sur laquelle les discussions sont loin d'être éclores. Certains ne voudraient-ils pas déjà exclure la Nouvelle-Calédonie - initialement prévue comme site d'implantation - au profit de Tahiti ? En attendant, et pour ne pas perdre de temps le président de TDF, M. Schoeller, envisage quelques relais locaux de RFI dans des villes importantes qui en feraient la demande : Montréal, San-Francisco, Los Angeles, ou Le Caire... De quoi casser quelques vieilles habitudes. De quoi stimuler aussi les équipes techniques et rédactionnelles.

Elle file, elle file l'onde courte. On le voit. Elle court le monde, chargée de missions culturelles, politiques, diplomatiques, selon qu'elle arrive de Washington, de Pékin ou de Moscou. Elle court, colportant parfois d'informations « vraies, fausses, professionnelles », comme le soulignait M. Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio France. Tandis que M. Georges Fillard définissait en peu de mots la mission de RFI : « Ni outil de propagande ni instrument de domination, la diffusion internationale d'émissions radio est un moyen privilégié pour la France d'adresser aux nations étrangères un signe de reconnaissance mais aussi un signe d'appel. Appel à l'échange, au dialogue des cultures ».

ANNICK COJEAN.

**IDATE**  
Institut pour le Développement et l'Aménagement des Télécommunications et de l'Economie

**CIP**  
Center for Interactive Programs  
University of Wisconsin Extension

## téléconférences en europe : bilan et perspectives

une approche comparative des matériels, des services et des usages dans différents pays européens et à la lumière de l'expérience nord-américaine

IDATE : Bureaux du Polygone - Rue des États du Languedoc - 34000 Montpellier  
Tél. standard : (07) 65.46.48  
Secrétariat du séminaire : Marylise Hauville (07) 64.16.91

# LE CARNET DU Monde

## Décès

- Le professeur et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Bader, Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Michel Bader et Mathieu, M. et M<sup>me</sup> Marc Audibert et Deborah, M. Jean-René Bader, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve René BADER, née Germaine Lamoey, survenue le 20 février 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1<sup>er</sup> mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, place d'Auteuil, à Paris-16<sup>e</sup>.

7 bis, boulevard Anatole-France, 92100 Boulogne.

- M. et M<sup>me</sup> Albert Zarutsky, M. et M<sup>me</sup> Claude Thal, Le docteur Charles Zarutsky, Et toute la famille.

font part du décès de

M<sup>me</sup> veuve Isaac GOLDSTEIN, née Rose Sigendorf, leur mère et grand-mère.

survenue le 24 février 1985, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Joneherolles, 95, rue Marcel-Sembat à Villeurbanne (Seine-Saint-Denis).

On se réunira à 15 h 15.

12, boulevard Marcel-Sembat, 93200 Saint-Denis.

- La générale Jacques de Guillebon, son épouse, M<sup>me</sup> Hans Fechtelmeier, sa belle-mère, M. et M<sup>me</sup> Norbert de Guillebon, M. et M<sup>me</sup> Chrino, M<sup>me</sup> Clive Henry, M. et M<sup>me</sup> Daniel Gérard, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie d'Esmeraux, ses enfants, ses petits-enfants, Le colonel (r.) et M<sup>me</sup> Christian de Guillebon, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Le général Jacques de GUILLEBON, survenue le 25 février 1985, dans sa soixante-seizième année, au

général Jacques de GUILLEBON, La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 1<sup>er</sup> mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, où les honneurs militaires lui seront rendus.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Escautaux (Somme).

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, boulevard de Courcelles, 75017 Paris.

(Le Monde du 26 février.)

- Boulogne. Arles. Angers. Meylan. Paris. Strasbourg. M. Georges Linder, M. Alexandre Moutchinsky, M. et M<sup>me</sup> Marc Verselle, M. et M<sup>me</sup> Michel Gardaz, M. et M<sup>me</sup> Albert Rousseau, M. Pierre Linder, M. Florence Linder, M. et M<sup>me</sup> Alexandre Linder, Olivier, Luc, Catherine et Gilles, Jean, Claire et Samuel, Jacques, Michel et Sylvie, Dora, Alexandre et Elsa, Marie et Sébastien, ont la douleur de faire part du décès de

Claudine LINDER, née Douché, leur épouse, leur mère, belle-mère et grand-mère, survenue le 17 février 1985.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité familiale, 3, avenue de la Porte d'Asnières, 75017 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- M<sup>me</sup> Raymond Maillet, née Hélène de Mahéas, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Philippe Vigoureux, M. et M<sup>me</sup> Jean Maillet, M. et M<sup>me</sup> Dominique Horiati, ses enfants, M<sup>me</sup> Charles Favro, M<sup>me</sup> Georges Pierredon, ses sœurs, Ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond MAILLET, ingénieur du corps des mines, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité en l'église de Remoulins (Gard), le mercredi 27 février.

Une messe sera célébrée le samedi 2<sup>e</sup> mars, à 8 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal (porte de Saint-Cloud, Paris-16<sup>e</sup>).

65, rue Michel-Ange, Paris-16<sup>e</sup>.

- M. et M<sup>me</sup> Jacques Girod, Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Marchal, M. et M<sup>me</sup> Olivier Weber, Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Marchal, M. et M<sup>me</sup> Roger Strullon, Leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Renée Marchal, sa sœur, M. Maurice Dugrain, son beau-frère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MARCHEAL, croix de guerre 1914-1918, survenue le 25 février 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 27 février, à 15 heures, en l'église de Ladrès (Meurthe-et-Moselle).

Ces prières, des messes, Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jeanette Villard, M. et M<sup>me</sup> Chrino, M. et M<sup>me</sup> Delahousse, M<sup>me</sup> Bonnes, ont la douleur de faire part du décès de

M. René OSTER, leur père et grand-père, survenue à Grenoble le 24 février 1985.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église d'Esly (71450), à 14 heures, le 27 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Henri-Murger, 75019 Paris.

- « Heureux les cœurs purs car ils verront Dieu » (Matthieu V.)

Le docteur Marc Pierredon, son épouse, Olivier et Laurent, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Philippe T. Valent, ses parents, M<sup>me</sup> veuve Maurice Pierredon, sa belle-mère, Le docteur et M<sup>me</sup> Philippe T. Valent, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Kanneroglous et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Pierredon et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Yves Cravellier et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Hodet et leurs enfants, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont la tristesse de faire part du décès subit, dans sa quarante-neuvième année, de

M<sup>me</sup> Marc PIERREDON, née Claude Bernard.

L'inhumation aura lieu le jeudi 28 février 1985, à 11 heures, à Lézan (Gard), dans le caveau de famille.

Un service religieux sera célébré ultérieurement.

7, avenue de Villars, 78150 La Chesnay.

- Toulouse. Alain, Catherine, Marianne Pierre Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et parents,

M<sup>me</sup> veuve Marcel PISTRE, née Hélène Bales, survenue le 24 février 1985, à Toulouse.

Les obsèques auront lieu le mercredi 27 février au cimetière de Terre-Cabade à Toulouse, dans la plus stricte intimité.

3, boulevard Michelet, 31000 Toulouse.

- Nous apprenons la mort, le 18 février 1985, du

Père Louis RETIF.

Né le 17 juillet 1911 à Angers (Maine-et-Loire), Louis Retif est entré chez les Frères de la Charité en 1933 et ordonné prêtre en 1937. Avec les Pères Michonnet et Daniel, le Père Retif était à l'origine du mouvement catholique en France. Auteur du livre « J'ai vu vivre l'Église de demain » (Éditions du Cerf), il était curé du Port-Colombes, puis responsable du catéchisme de la Boucle de la Seine, dans la paroisse parisienne, avant de devenir, en 1978, président de l'Association des amis du Père Retif. Il était l'ami de l'ancien évêque d'Orléans depuis la sécularisation.

- M<sup>me</sup> Annie Soisbaul, sa fille, Les familles Chrétien, Manly, Gérard, Philpoteaux, ses cousins, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert SOISBAULT, avocat honoraire, à la cour de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, croix du combattant volontaire de la Résistance, survenue dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 février 1985, à 8 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Lézignan (Côte-du-Nord), le vendredi 1<sup>er</sup> mars, à 9 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, des dons à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, à Paris-5<sup>e</sup>.

14, rue Cimara, 75016 Paris.

- M. Jean Souchet, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Yves Bruslon, Olivier, François et Cécile, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Souchet, ses enfants et petits-enfants, M. Ange Le Lem, son père, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Solange SOUCHET, née Le Lem, survenue le 17 février 1985, dans sa cinquante-septième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale le 20 février, en l'église Saint-Germain de Choron.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Stendhal, 75020 Paris.

- M<sup>me</sup> Roger Vitasse, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Marcel Prevost, ses beaux-parents, Caroline, sa filleule bien-aimée, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Roger VITASSE, survenue le 24 février 1985, dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 28 février, à 10 h 30, en la cathédrale de Meaux.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille de Marly (Nord).

Ni fleurs ni couronnes. Des prières.

ANCIENT SENATEUR DE LA GIRONDE

## Le professeur Georges Portmann est décédé

Le professeur Georges Portmann, ancien doyen de la faculté de médecine de Bordeaux, ancien secrétaire d'Etat à l'information sous le gouvernement de Vichy et ancien sénateur (indépendant) de la Gironde, est décédé, dimanche 24 février à Sainte-Enlisse (Gironde), à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Né le 12 juillet 1889 à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), Georges Portmann a été titulaire de la chaire de clinique otorhinolaryngologique à la faculté de médecine de Bordeaux de 1926 à 1963. Il fut doyen de cette même faculté de 1949 à 1953, tout en poursuivant une carrière politique parallèlement à sa discipline professionnelle.

Sénateur (indépendant) de la Gironde de 1932 à 1940, Georges Portmann a été titulaire de la chaire de clinique otorhinolaryngologique à la faculté de médecine de Bordeaux de 1926 à 1963. Il fut doyen de cette même faculté de 1949 à 1953, tout en poursuivant une carrière politique parallèlement à sa discipline professionnelle.

Le professeur Portmann est l'auteur de plusieurs publications scientifiques ou médicales, mais il est aussi l'auteur de quelques ouvrages politiques, parmi lesquels l'Allemagne dans les tranchées de la paix (1935), le Crépuscule de la paix (1935), Sur une planète rétrécie (1959) et Contacts et pensées (1982). Docteur honoris causa de plusieurs universités étrangères et membre de l'Académie nationale des sciences, Georges Portmann était grand croix de la Légion d'honneur.

- Le président de Régie Presse Et ses collaborateurs, font part, avec grande tristesse, du décès de leur directeur comptable,

Roger VITASSE,

survenu à Meaux, le 24 février 1985, dans sa cinquante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 28 février, à 10 h 30, en la cathédrale de Meaux.

## Anniversaires

- GERMINAL

nous quitte le 27 février 1985. Il vit toujours dans la mémoire de ceux qui l'ont aimé.

- A tous ceux qui ont connu et aimé

Michel LÉVY (70).

une pieuse pensée est demandée, en ce treizième anniversaire de sa mort.

## Souvenirs

- Le 26 février 1956, Féliçien BAUDRY

disparaissait à Vienne (Autriche). François Baudry demande pour lui, à ceux qui l'ont connu et aimé, une pensée affectueuse.

## Communications diverses

- L'Association zen internationale organise un cycle de diverses conférences-débats où seront abordés des aspects de la vie culturelle et sociale dans leurs relations avec le quotidien et la conscience. Pour la première, qui aura lieu le mercredi 27 février, à 19 heures, au siège de l'association (17, rue des Cinq-Diamants, à Paris 13<sup>e</sup>), Serge-Christophe Kojan propose comme thème de réflexion : « Sagesse et nouvelle économie ». (Renseignements : tél. (1) 580-10-00 ou 580-06-87.)

## Soutenances de thèses

### DOCTORATS D'ETAT

- Université de Paris-VII, mercredi 27 février à 13 heures, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Abbas Makko : « Analyse du discours juridique sur le corps de la femme libanaise : préalable à toute clinique ».

- Université de Paris-VII, vendredi 1<sup>er</sup> mars à 14 h 30, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Francis Corbin : « Anaphore et interprétation des segments nominaux (analyse linguistique des reprises déictiques démonstratives et pronominales) ».

- Université de Paris-X Nanterre, vendredi 1<sup>er</sup> mars à 14 h 30, salle C. 26, M. Jean-Claude Delbrel : « Le Parti démocratique populaire, des origines au MRP, 1919-1944 ».

- Université de Paris-IV, vendredi 1<sup>er</sup> mars à 14 heures, salle des actes, M. Jacqueline Kroschki : « John Dos Passos face à la société américaine de son temps ».

- Université de Paris-IV, samedi 2 mars 1985 à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Michel Delon : « L'idée d'émancipation en tournant des Lumières, 1770-1820 ».

**LA MESURE ARMAND THIERY.**  
PLUS DE 700 TISSUS.  
Costumes à partir de 1.980 F - 1.580 F  
Vestes à partir de 1.280 F - 1.180 F  
Pantalons à partir de 550 F - 455 F  
Du 23 février au 23 mars.

**STERN**  
GRAVEUR depuis 1840  
Cartes de visite  
Invitations  
Papiers à lettres de prestige  
pour Sociétés  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

صلى الله عليه وسلم



150 من المال

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	106,74
IMMOBILIER	60,00	32,02
AUTOMOBILES	60,00	71,18
AGENDA	60,00	71,18
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	61,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### GEO prima

### Dirigez nos services généraux comme une véritable entreprise Paris

L'un des premiers groupes de presse magazine par la réussite commerciale de ses titres et ses méthodes de gestion, renforce ses structures et crée le poste de responsable de l'administration interne.  
Rendant compte au directeur administratif et du personnel, vos responsabilités seront :  
— l'organisation fonctionnelle des services généraux (10 personnes) et son optimisation ;  
— la gestion et le contrôle d'un budget de fonctionnement de plus de 10 millions de francs ;  
— l'amélioration de la logistique et de l'entretien interne de la société (liaisons inter établissements, maintenance, travaux neufs, archives, standard) ;  
— les appels d'offres et négociations avec les fournisseurs et sous-traitants ;  
— les études de nouvelles implantations.  
Agé d'au moins 32 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction au sein d'une société de service ou d'une PME. Habitué à travailler dans un environnement dynamique et rapide, vous possédez des qualités de rigueur et d'organisation, le sens de la diplomatie et l'aptitude à négocier.  
Sylvie CATHELAIN, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5128 LM, en précisant votre salaire actuel.



DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT  
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL

### Futur directeur financier

Un puissant groupe financier français recherche  
**JEUNE DIRECTEUR FINANCIER**  
Rattaché à la Direction Générale, il prendra en charge, dans un premier temps, l'étude et le montage de nouveaux produits financiers ainsi que la réalisation d'affaires ponctuelles.  
Après s'être familiarisé avec le groupe, ses activités et son organisation, il prendra la responsabilité de la plénitude de la fonction financière.  
C'est un HEC, ESSEC, ESCP, ayant quelques années d'expérience, incluant le montage d'opérations financières, les placements en trésorerie, les investissements en valeurs mobilières et immobilières.  
Il connaît bien la réglementation bancaire.  
Poste basé à Paris.  
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 501 091 M (à mentionner sur l'enveloppe).

**BKC** BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 PARIS

Cameroun - Gabon - Nous sommes un Groupe de plus de 30 000 personnes, capable de réaliser dans le monde des projets complexes clés en main dans les domaines électricité et nucléaire, génie civil et bâtiment, entreprise générale, canalisations (hydrocarbures, eau). Notre réseau de filiales en Afrique, rattachées à l'activité électricité, a besoin de se renforcer en

### DIRECTEURS ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS véritables n° 2 de filiales

Vous êtes si possible diplômé ESC et vous avez impérativement un DECS. Dix ans de pratique vous ont permis de maîtriser les techniques comptables (comptabilité générale et analytique), fiscales et de trésorerie. Vous êtes capable de favoriser la prise d'initiative par des montages financiers astucieux. Vous gérez le personnel selon le droit local et, dans les domaines de votre compétence, vous le formez et l'élevez à un bon niveau de technicité. Votre tempérament de manager et de commercial vous permet d'assurer véritablement la fonction de n° 2 de la filiale et de le représenter dans les relations extérieures au plus haut niveau. Trois ou cinq ans réussis d'expansion en famille dans des conditions très motivantes (salaires et avantages, installations matérielles, congés), au sein d'un groupe de réputation mondiale, constituent pour vous une étape décisive dans le progrès de votre carrière.

Si vous pensez avoir le profil des personnes que nous recherchons, écrivez à Pierre Lemahieu sous réf. 4859 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



**SERIFO MANAGEMENT**  
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS  
TELEPHONE : 555.11.11  
MEMBRE DE SYNTHEC

Chaine Hôtelière Internationale recherche d'urgence pour son Service Développement Europe

### attaché de direction

MF

(environ 30 ans)  
Trilingue anglais - allemand.  
Débutant ou première expérience.

Qualités recherchées :  
— esprit de synthèse et de rigueur, capacité de travail en équipe et d'organisation, sens de l'autonomie et adaptabilité.

Formations souhaitées :  
— commerciale, juridique, financière.

Nombreux déplacements.

Adresser CV + photo + prétentions, sous réf. 33013 sur enveloppe à **JEAN REGNIER PUBLICITE**  
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmet.

### JEUNES MANAGERS, VOTRE AVENIR NOUS INTERESSE

Nous sommes un groupe puissant, spécialisé dans la fabrication et la distribution de peintures, de revêtements de sols et de revêtements muraux.  
Notre expansion s'explique par la mise en place de structures et de méthodes modernes et performantes et par notre détermination à nous attacher les hommes capables d'accompagner notre évolution.  
A 28 ans environ, vous avez acquis une première expérience professionnelle, nous vous proposons à moyen terme le poste opérationnel de :

### directeur régional sud-ouest

Pour vous préparer à cette échéance, vous occuperez d'abord le poste de DIRECTEUR de notre agence de BORDEAUX.  
Dans le cadre d'un plan d'action que vous avez élaboré avec la Direction générale, vous serez complètement responsable de votre centre de profit.  
Pour un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP...), jeune manager commercial très performant, ce poste offre de réelles opportunités de carrière.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. LM 100 à : **CEPIG** - 16, rue Franklin - 75016 PARIS chargé de la sélection.

### emplois internationaux

#### SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL

recherche :

#### CADRES DE HAUT NIVEAU

pour assumer des responsabilités importantes à Tunis et à l'étranger.

- EXIGENCES :
- Diplômé d'études supérieures ou sciences commerciales économiques, en commerce international, ou diplômé d'une grande école d'ingénieur ayant impérativement une expérience dans la technique de la vente ;
  - Ayant une excellente présentation, une bonne réputation morale et professionnelle et une bonne culture générale ;
  - Connaissances approfondies des trois langues : arabe, anglais et français ;
  - Expérience de 5 ans minimum dans la vente, de préférence dans le commerce extérieur ;
  - AGE : 35 ans ;
  - NATIONALITÉ : tunisienne.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, références et photocopies des diplômes à la S.C.I.T. C.O. B.T.R.D. 3, avenue Jean-Jaures, TUNIS.

#### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN SYSTÈMES D'ARMES FRANÇAIS « OPTION MISSILES SOL-AIR »

de préférence

Expérience :

10 ANNÉES DANS LA SPÉCIALITÉ

- Langue anglaise courante.
- Lien de travail à l'étranger.
- Salaire motivant.

Envoyer C.V. et photo sous n° 301.810 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS qui transmettra.

### emplois régionaux

#### JEUNE INGÉNIEUR ELECTROMECANICIEN

Adjoint au chef du service montage (200 pers. env.)

ENSI - ENI ou similaire

Un à deux ans d'expérience de fabrications mécaniques en petite ou moyenne série.

Un très important constructeur de gros équipements mécaniques de production, + de 1200 personnes, répartis en CA élevé à l'exportation recherche un jeune ingénieur qui sera progressivement formé à l'organisation et à la direction d'un service de montage final de machines de production de technologie avancée.

Une connaissance pratique des automatismes est souhaitée.

Résidence ville de l'Est, agréable région touristique.

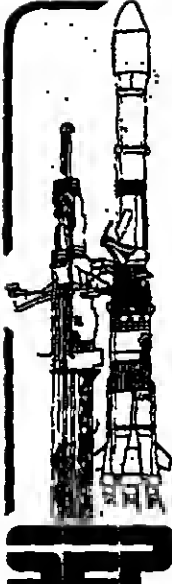
Logement facilité.

Ad. CV dét. et réf. 1120 à **SELEC Conseil**

67000 STRASBOURG CEDEX

LA VILLE D'ORLÉANS (105.000 habitants) recrute au sein de la direction des affaires générales, un INGEN. DIVISIONNAIRE par concours sur titres ou par voie de mutation.

Chargé des questions d'urbanisme suivantes : demandes d'utilisation des sols, mise au point d'un plan d'occupation des sols et problèmes fonciers. La demande manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé devra parvenir à Monsieur le Maire direction du personnel, 45033 ORLÉANS CEDEX au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 1985.



#### VERNON (1 heure de Paris)

Avec un chiffre d'affaires d'1,8 milliard de francs et 3 500 personnes, nous sommes la première société française de propulsion d'engins spatiaux. Notre établissement de Vernon (1 500 personnes) est en croissance rapide et a la responsabilité du développement et de la fabrication des moteurs des trois étages de la fusée ARIANE. Le département informatique de Vernon est en pleine croissance et nous créons un poste de :

### Chef du Service 'Etudes Informatiques'

Rattaché au Chef du Département Informatique, le titulaire du poste participera à la réalisation du plan à cinq ans de la société et sera responsable de l'ensemble des développements informatiques de gestion prévus sur l'établissement de Vernon. Il encadrera une équipe d'une quinzaine d'informaticiens comprenant trois chefs de projets. Pour réussir dans ce poste, il faut être diplômé de l'enseignement supérieur et avoir bien sûr une solide expérience de conduite de projets importants et d'animation d'équipes. Appartenant au Groupe SNECMA (26.000 personnes dont 3.200 cadres) nous pouvons offrir d'excellentes opportunités de développement de carrière à des informaticiens à fort potentiel.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV, une photo et la rémunération souhaitée sous la référence 122 Y H.B. - 66 avenue Victor Hugo - 75116 PARIS

#### Société d'expertise comptable fiduciaire de France région Lorraine

recherche pour son groupe Audit

#### AUDITEUR CONFIRMÉ

Titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Expérience de 3 à 5 ans dans cabinet d'Audit.

Perspectives d'évolution.

#### AUDITEUR ASSISTANT

Formation grande école commerciale. Une première expérience de deux années en révision.

Envoyer C.V. et prétentions à : **C. Gaudier**

2 bis, rue de Villiers, 92309 Levallois-Perret Cedex.

#### UN ADJOINT DE DIRECTION CADRE

Ayant capacité de commandement, pouvant assurer le développement des ventes et l'organisation du service exploitation, homme de terrain, âge 30 ans environ.

Rémunération en fonction du profil et de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à : **W.G. rue H. Montail, 24, des Grands Miroirs, 37700 Saint-Pierre-des-Cors.**

#### Duolite International

recherche

#### ANALYSTE PROGRAMMEUR MICRO MF

- Informaticien confirmé(e).
- Connaissant : IBM PC et IBM 38.
- Connaissant : langage BASIC et GAP III.
- Connaissant : DOS.
- ayant une expérience de 2 à 3 ans, niveau DUT.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 13459 au Chef du Personnel BP 48 - 02301 CHAUNY Cedex.





emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

## LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE

AVIGNON



LA DIMENSION COMMERCIALE

Il suppose la création de nouveaux rapports entre constructeurs et utilisateurs.

Notre agence d'Avignon développe des systèmes informatiques «clés en mains» destinés aux professions libérales.

Dans le cadre de son expansion, elle renforce son équipe en recrutant des

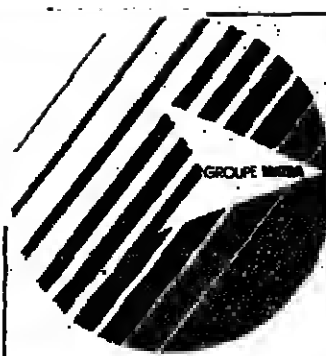
### INGENIEURS COMMERCIAUX

Basés à Avignon, vous prenez en charge pour une région déterminée, la commercialisation (prospéction, négociations, propositions et suivi de clientèle) de systèmes de gestion spécifiques répondant aux besoins de ce marché.

Diplômés d'une école de commerce ou d'ingénieur, vous avez acquis pendant 3 ans la maîtrise de la négociation commerciale à haut niveau dans la vente de systèmes informatiques.

Si vous êtes séduits par le dynamisme d'une petite équipe en expansion, une région attrayante et une rémunération motivante, écrivez-nous en indiquant la référence 271M à DRRH - MATRA DATASYSTÈME - BP 77 - 78391 BOIS D'ARCY CEDEX

**MATRA DATASYSTÈME**



## Jeune Ingénieur ENSI-ENI...

MATRA ELECTRONIQUE, filiale du groupe MATRA a été créée en 1975. Basée au Sud de Compiègne elle dispose d'un outil industriel particulièrement sophistiqué qui lui permet de produire des systèmes électroniques performants destinés principalement aux applications aéronautiques du groupe. Elle recherche un jeune ingénieur ENSI, INSA, ENI... option mécanique générale, débutant ou bénéficiant d'une première expérience. Intégré dans le service méthodes chargé des produits fabriqués en série, il prendra en charge après une courte formation sur le terrain, l'animation d'une équipe de préparateurs. La réussite dans cette première mission lui permettra d'évoluer rapidement au sein du groupe.

Ecrire sous référence A/2590/M à notre Conseil J. SCARINOFF Société PA - 3 rue des Gravières - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

**MATRA ELECTRONIQUE**

### RHONE-ALPES

Très importante entreprise fortement exportatrice, implantée dans une grande ville universitaire, recherche le

### RESPONSABLE DU SERVICE AUDIT INTERNE

Placé sous l'autorité du Secrétaire Général, il définit les programmes d'audit en accord avec la Direction Générale, anime et supervise leur réalisation. Il travaillera à l'élargissement des missions d'audit à tous les secteurs de l'Entreprise et à toutes les filiales françaises et étrangères.

Le candidat, diplômé de l'Enseignement Supérieur, dispose d'une expérience confirmée d'auditeur et d'animateur d'une équipe pluridisciplinaire, acquise de préférence dans un cabinet d'audit anglo-saxon. Réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec CV, prétentions sous réf. 6220 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



## R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC

CENTRE DE CAEN

### NOS ATOUTS :

- une compétence reconnue internationalement,
- des technologies de pointe qui s'appuient sur un marché en forte expansion,
- la qualité de la communication et le travail en équipes.

Pour notre CENTRE MICROELECTRONIQUE  
et pour notre DEPARTEMENT SEMI-CONDUCTEURS  
nous cherchons

## DES INGENIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES ELECTRONICIENS, PHYSICIENS,

- Pour
- Concevoir de nouveaux produits
  - Elaborer et mettre au point des programmes de mesures pour évaluer et tester les Circuits Intégrés en développement
  - Participer à l'amélioration des procédés en assistance à la fabrication
  - Pour ces postes, de nombreux échanges techniques sont nécessaires avec les autres centres de notre organisation, en Europe et aux U.S.A.

Vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieurs (MINES - CENTRALE - ESE - ENSERG - ISEN - INSA...).

Notre société entretient des relations privilégiées avec PHILIPS, un des leaders mondiaux de l'électronique.

Vous pourrez bénéficier de large possibilité d'évolution en France et à l'étranger.

Ces postes sont à pourvoir dans notre centre de CAEN, ville universitaire située à 220 km de PARIS.

Vos candidatures accompagnées d'un curriculum vitae sont à adresser à

R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC  
Département du Personnel - Route de la Délivrande  
B.P. 6025 - 14001 CAEN CEDEX

CONTESSA TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 298.10.85

## Pour notre future implantation dans le Sud

Nous sommes la filiale française d'un groupe international fabriquant et distribuant des produits électroniques de haute technologie. Nous sommes devenus rapidement l'un des tout premiers dans notre domaine. Notre croissance très rapide nous amène à recruter deux responsables.

Vous aurez pour missions principales : - d'établir les programmes généraux de fabrication à partir de plannings de commandes, en tenant compte de la capacité de production des départements et de l'état des stocks. Vous utiliserez les programmes informatiques déjà en place. - d'établir les programmes détaillés et suivre l'avancement auprès des différents ateliers. - de concevoir et mettre en place des moyens élaborés (FAO) et économiques de production automatisée. Vous devez également posséder le sens des relations humaines et de bonnes aptitudes au commandement.

### Ordonnancement Réf. 51 AN I

Pour chacune de ces deux fonctions, nous vous demandons de posséder une expérience similaire d'environ 5 ans dans l'industrie électronique de moyenne série. Bien entendu l'environnement international et les possibilités d'évolution nécessitent une bonne connaissance de l'anglais. La toute nouvelle unité de fabrication sera opérationnelle dans une grande ville universitaire proche de la mer dans un environnement agréable. Merci d'envoyer votre candidature à Alain NERVET 15, Rue du Louvre 75001 - PARIS, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Vous animerez plusieurs équipes d'ingénieurs et de Techniciens et coordonnerez leurs activités. Avec l'aide de la C.A.O. et en étroite collaboration avec le Service Marketing, Fabrication, Méthodes, votre Service sera chargé d'étudier et réaliser : - les transformations et/ou améliorations à apporter aux produits déjà existants, - la recherche et le développement de nouveaux produits en tenant compte des techniques et des normes propres à certains pays, - les documentations techniques pour les homologations, fabrications.

### Directeur Etude et Développement Réf. 51 AN II

Conseil

**nervet pont conseil**

## GROUPE BANCAIRE

recherche pour son Agence Régionale de  
**MARSEILLE**

## des chargés d'engagements

CONFIRMES HF

Les candidats retenus auront :

- une formation supérieure économique (maîtrise de gestion, école supérieure de commerce, ITB, CESB)
- une expérience bancaire de 5 à 10 ans dans l'étude des crédits.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4454 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.

## CONTROLEUR DE GESTION ANALYTIQUE H/F



Angers

DECS

150 000 F +

Notre Société (1550 personnes - 425 millions de CA) filiale d'un important groupe industriel Allemand est spécialisée dans la fabrication, la commercialisation et la maintenance d'ascenseurs.

Ce poste, basé à ANGERS, consistera :

- à étudier les évolutions à apporter à la comptabilité analytique à la suite de l'introduction d'un système de gestion de production assisté par ordinateur.
- à participer au suivi et au contrôle des filiales par la mise en place de nouvelles procédures. Les candidats devront pour réussir à ce poste avoir une trentaine d'années, être diplômés de l'enseignement supérieur (+ DECS) et posséder 2 ou 3 ans d'expérience possédée dans un cabinet ou dans les services comptables d'une entreprise importante.

Notre conseil E. ROUAUD étudiera confidentiellement votre candidature (CV, photo) sous référence 5.02.17 - 57, rue Charles Monselet - 44000 NANTES.

**AXONE**

Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

صكزا من الراجل



501 من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## CHEF DE PRODUIT

Avec votre formation HEC, ESSEC, ESCP... et trois ans d'expérience dans le marketing, vous êtes attiré par le développement et le lancement de nouveaux produits de grande consommation.

Nous vous offrons l'opportunité d'être Chef de Produit au sein d'une équipe expérimentée et performante.

Lieu de travail : proche banlieue parisienne.

Prenez contact en adressant CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Média-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cedex 02 en précisant la réf. M/7911 sur l'enveloppe.

## emplois régionaux

## GROUPE BANCAIRE

rech. dans le cadre de son expansion pour son  
AGENCE EN COURS DE CREATION A  
**QUIMPER**

## CADRE D'EXPLOITATION HF

Il devra être diplômé d'études supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB), avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit (3 à 5 ans).  
Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du groupe, ainsi que les études financières des dossiers de crédit.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4455 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra.

Une importante société française (1000 personnes - 1/2 milliard de francs) crée, dans le cadre de son expansion et pour son principal département, le poste de

## RESPONSABLE V.P.C.

Dépendant du directeur de ce département, il sera responsable, en relation avec les différents chefs de produits, du réseau ventes par correspondance (élaboration des catalogues, relations et négociations avec les agences de publicité, gestion des fichiers, marketing).

Il sera de formation commerciale supérieure, âgé de 28 à 30 ans maximum et aura une expérience essentiellement axée sur la V.P.C. D'intéressantes perspectives d'avenir conduisant à des postes de direction existent au sein de cette société pour un jeune E.S.C. ambitieux et dynamique.

La rémunération ne sera pas inférieure à 200.000 F par an et la résidence se situe dans une grande ville universitaire de l'Est de la France.

Ecrire à Yves BLANCHON  
sous la référence 5111 M.

17 rue La Rochefoucauld 75009, PARIS

Une entreprise de construction métallique en expansion, région d'Alsace, réalisant des équipements industriels sur devis combinant structures métalliques, grues charbonnières, mécaniques, dans le secteur atelier résidentiel.

## UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

AM - ENSI - INSA ou sim.  
Débutant + stages ou courte expérience

Mission : assister de l'ingénieur chargé d'affaires, il sera formé aux études et projets, et participera aux négociations et réalisations de contrats importants au sein d'une équipe de haut niveau technique (mécaniciens, grands industriels) en France et à l'étranger, en collaboration avec le service technique et informatique.

Anglais efficace indispensable. Poste d'avenir stable. Logement facilité.

Ad. CV et photo, réf. 1115 à SELETEC Conseil 67000 STRASBOURG CEDEX

URGENT LEADER DE LA CUISINE ÉQUIPÉE du département 88 recherche COLLABORATEURS DYNAMIQUES Pour faire face à sa croissance. Profil demandé : VENDUEURS PERFORMANTS Rémunération très motivante. Déplacements rattachés au P.D.G. Participation à l'établissement des budgets et objectifs. Ecrire C.V. + Photo : n° 10.324 HAVAS POTTERS, 86000 POTTERS.

L'équipe Boutique de Gestion de Caden recherche CHARGÉ (H) DE MISSION Formation supérieure + exp. pour développement économique local. Ecrire 129, rue Caponière, 14000 Caen.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES recherche pour son siège social à MARSAILLE

## UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

DÉBUTANT NIVEAU MIAE

Adresser C.V., photo et prêt. à MEDIA-System, 7, rue de Montreuil, Paris-7.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pr adultes étrangers recherche PROFESSEUR expérience pratique VIF et DVV, anglais, arabe, bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire avec C.V. détaillé sous n° 301.886 M REGIS-PRESSE, 7, rue de Montreuil, Paris-7.

Industrie moderne en expansion Leader de sa spécialité Produits complémentaires grand public pour le confort, l'hygiène, l'esthétique. Recherche

## JEUNE ATTACHÉ COMMERCIAL EXPORT

ESCE - ESC - formation export, ou similaire

Disposant d'une expérience de l'exportation de 1 à 2 ans, parlant bien l'anglais et l'allemand. Mission : Développement et gestion des marchés déjà actifs. Déplacements fréquents. Les possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la DR. Ad. CV et photo, réf. 1130 à SELETEC Conseil 67000 STRASBOURG CEDEX

Très important groupe européen de matériaux de construction, leader mondial dans ses spécialités (6 unités de production en France) recherche pour sa Société Française :

## ASSISTANT DE MARKETING

Rattaché à la Direction Commerciale, vous participerez :

- aux études de marché concernant les différentes lignes de produits,
- au développement et à la mise au point des produits nouveaux,
- à la préparation des campagnes de promotion des ventes,
- à toutes les actions de « public relations » menées par la Société.

Le poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (ESCE ou enseignement supérieur en communication), débutant ou avec 2 ou 3 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Le poste est situé dans une agréable petite ville de Seine et Marne.

La pratique de l'allemand est indispensable.

## CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier et travaillant en liaison étroite avec les services comptables, vous devrez :

- concevoir et mettre en place le système de contrôle de gestion de la Société,
- participer à l'élaboration des budgets, à leur analyse et au suivi de la gestion.

Vous aurez également à mener à bien les études économiques nécessaires à la Direction Générale tant dans le cadre de la Société que dans le cadre du Groupe en France et en Allemagne.

Le poste conviendrait à un(e) candidat(e) diplômé(e) d'études supérieures, commerciales ou de gestion, possédant éventuellement un D.E.C.S., avec une expérience de 3 à 5 ans du contrôle de gestion acquise dans un grand groupe international.

Poste situé à Paris.

La pratique de l'allemand est indispensable.

## INGENIEUR DE MAINTENANCE

Rattaché au chef des services d'entretien du principal site de production de la Société, vous aurez pour mission, sur le plan de l'électricité, de l'électronique, de la robotique et de l'informatique industrielle, de :

- participer aux études et à la mise en place d'équipements de production très sophistiqués et en constante évolution,
- maintenir leur caractère opérationnel,
- améliorer la fiabilité et l'adoption de ces équipements pour permettre l'atteinte des objectifs industriels.

Le poste conviendrait à un ingénieur diplômé A.M. ou d'une E.N.S.I. avec une première expérience soit de maintenance, soit de mise en route d'installations industrielles utilisant des technologies très évoluées.

Le poste est situé dans une agréable petite ville de Seine et Marne.

La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions (en précisant le poste) à CONTESSÉ PUBLICITE, s/réf. 6349, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. L'agence exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

La Direction Financière recherche pour son Siège Social à Paris,

## UN CADRE FINANCEMENT DES EXPORTATIONS

Ce poste sera confié à un cadre financier (diplômé grande école) ayant une première expérience du commerce international et des relations bancaires.

La pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser sous référence 42/85 lettre, curriculum vitae et prétentions à SNECMA, Département Encadrement, 2, Boulevard Victor, 75724 Paris cedex 15.



## CONSEIL EN ORGANISATION INFORMATIQUE

Nous recherchons pour notre Direction Financière (Groupe) à Paris, un Conseil en Organisation Informatique. Rattaché directement au Directeur Financier, il aura pour mission, dans le cadre de cette Direction :

- le suivi des projets informatiques en cours, notamment en ce qui concerne la comptabilité
- le développement d'applications nouvelles, informatiques, micro-informatiques et bureautiques.

Les solutions qu'il préconisera, en liaison avec la Direction Informatique, seront à négocier efficacement, tout en respectant les impératifs opérationnels.

Les candidats devront justifier d'une expérience confirmée en matière d'applications informatiques dans le domaine financier. L'anglais est souhaité.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 PARIS Cedex 16 sous réf. 5 MO 63 (réponse et discrétion assurées).

COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

Nous sommes une société internationale basée à Paris. Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information trise et traitée par 150 spécialistes.

Notre Département ÉCONOMIE recherche

## 1 financier

de formation SUP de CO, option Finances (ou équivalent). Vous avez une expérience professionnelle de 5 ans minimum acquise au sein de la fonction financière d'une grande entreprise ou dans une société de conseil.

Adresser votre candidature détaillée ainsi que vos prétentions à SVP Mme Eva LIPUSCEK, 54, rue de Montreuil 75384 PARIS CEDEX 08.



## 0 PTEZ POUR LA FORMATION EN MICRO-INFORMATIQUE !

Votre profil : • 25-30 ans • une formation supérieure • un goût certain pour la formation • la passion de la micro-informatique • si possible, la connaissance des logiciels standard pour IBM-PC.

Votre mission : • formation des utilisateurs • conseil en logiciels • organisation des séminaires. Adresser votre candidature, sous la réf. AFM, à Christine LAURENT - G.T.L. - 17-18, rue de la Croix-Nivert - 75016 PARIS.



2 OSCARS A L'EXPORTATION

1er CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE SYSTÈMES DE NAVIGATION INERTIELLE

2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX

recherche pour ses CENTRES D'ÉTUDES ET DE DÉVELOPPEMENT de la Région PACA (Aix-Marseille - Nîmes - Montpellier)

## Ingénieurs Système Ingénieurs Electroniciens Ingénieurs Logiciel Maîtrise Informatique

de haut niveau

Pour tous ces postes, une formation complémentaire en France ou aux États-Unis serait appréciée.

## Agents Techniques Electroniciens

BTS - DUT

Débuteurs ou expérimentés pour étudier :

- systèmes TELEMATIQUES
- systèmes INFORMATIQUES
- systèmes de NAVIGATION

Adresser CV manuscrit et photo sous réf. 310M à SAGEM

Direction du Personnel et des Relations Sociales 8, avenue d'Iéna 75783 PARIS CEDEX 16.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**CABINET D'AUDIT  
PARISIEN**

recherche pour la Direction des  
Services Administratifs

**SECRETAIRE  
GENERAL**

Le candidat devra avoir :  
• assuré la Direction administrative et  
financière d'une entreprise relativement  
importante  
• tout particulièrement le sens des  
contacts humains  
• environ 50 ans en raison de l'expe-  
rience demandée.

Envoyer CV et photo sous réf. 6169 à  
Confesse Publicité 20, avenue de l'Opéra  
75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTINER TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (10 296 10 10)

**Cadre comptable  
poste évolutif**

IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE recherche, pour  
prendre en charge la comptabilité d'une de ses filiales, un jeune Cadre DECS.

Intégré à une société dynamique et performante, ce cadre sera responsable :  
• de l'ensemble des travaux comptables : comptabilité générale, analytique,  
bilan,  
• du suivi de la trésorerie.

Il devra faire preuve de qualités de rigueur et de contact et disposer de bonnes  
connaissances informatiques. Il devra posséder une expérience de 3 à 4 ans dans  
le secteur tertiaire, de préférence banque, assurance ou cabinet spécialisé.  
Situation intéressante et évolutive pour candidat qualifié et motivé.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. SI 359 AM  
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**INGÉNIERIE**

**Ingénieur en automatique  
et instrumentation  
confirmé et bon potentiel**

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS (plus  
de 50.000 personnes) offre un poste intéressant et évolutif au sein de sa filiale ingé-  
nierie qui travaille pour les usines du Groupe.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école, ayant 5 à 10 ans  
d'expérience lui ayant donné des connaissances solides et polyvalentes dans le  
domaine de l'automatique et de l'instrumentation, capable :

- d'assurer la responsabilité technique des définitions des installations,
- d'établir les estimations, plannings de réalisation et d'assurer la bonne exé-  
cution des travaux,
- d'animer une équipe de techniciens de bon niveau.

Réelles perspectives d'évolution pour candidat de valeur, ayant qualités de  
rigueur, d'organisation et de contact.  
Connaissance de l'anglais indispensable.  
Poste à Paris pendant 2 à 3 ans, puis à Lyon.

réf. TM 360 AM

**Deux ingénieurs inspection-contrôle  
confirmés**

Même filiale recherche deux ingénieurs diplômés ou niveau équivalent, ayant  
environ dix ans d'expérience, acquise dans un service entretien d'usine, service ins-  
pection d'une société d'ingénierie ou société de contrôle industriel, disposant de  
bonnes connaissances en mécanique, métallurgie, soudage, résistance des maté-  
riels et techniques de contrôle, capables :

- de jouer un rôle de conseil dans l'établissement des spécifications et des  
cahiers des charges ainsi que dans le choix des constructeurs,
- d'effectuer le contrôle (fabrication et montage) des équipements chez les  
constructeurs et d'en assurer les réceptions,
- de veiller à la bonne application des codes de construction, normes et régle-  
mentation.

Postes actifs et stables pour candidats rigoureux et de bon contact. Anglais lu-  
nécessaire.  
Ces deux postes se situent à Lyon avec, pour l'un d'eux, une étape transi-  
toire de 2 à 3 ans à Paris.

réf. UN 361 AM

Ecrire en précisant la référence.  
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**amri**

SOCIÉTÉ  
BIENS D'ÉQUIPEMENT

recherche

**UN INGÉNIEUR  
TECHNICO-COMMERCIAL**

Fonction :  
- Promouvoir nos produits auprès d'une  
clientèle engineering en région Par-  
isienne.

Profil :  
- Connaissances de la robinetterie  
industrielle et du milieu engineering  
souhaitables.  
- Anglais apprécié.  
- Expérience similaire 5 ans minimum.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions  
au Service du Personnel  
Société AMRI  
Les Tours Mercuriales  
40, rue Jean Jaurès  
93175 BAGNOLET CEDEX

**Contrôleurs de gestion**

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR ALIMENTAIRE,  
leader dans son domaine, CA supérieur à 1 milliard, renforce ses structures de ges-  
tion dans le cadre de son développement et recherche deux Contrôleurs de  
Gestion :

- Pour son principal Établissement à caractère industriel et  
commercial référence VO 362 AM
- Pour la Direction du Marketing et des Ventes  
référence WP 363 AM

Ils seront chargés de développer et d'animer un système d'informations de gestion,  
adapté aux besoins des opérationnels, s'intégrant dans le système général de la  
société et permettant d'assurer la fiabilité, la cohérence et l'homogénéité des  
informations.

La réussite dans ces deux postes implique :

- une formation supérieure ESC ou Maîtrise de Gestion,
- 2 à 3 ans d'expérience en contrôle de gestion,
- des qualités marquées de rigueur, d'analyse et de synthèse ainsi que de  
contact.

Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Postes : banlieue immédiate nord de Paris.

Ecrire en précisant la référence.  
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**RESPONSABLE  
COMPTABLE**

PME proche banlieue Ouest, filiale important  
groupe américain produisant à usage unique des  
résines aux hautes performances, nous recherchons notre  
RESPONSABLE COMPTABLE COMPTABILITÉ  
ANGLO-SAXONNE directement rattaché au  
D.A.F.

C'est un professionnel de 25-28 ans, maîtri-  
sant l'anglais « financier », de formation com-  
ptable supérieure, type BTS, DUT, DECS... dis-  
posant d'une EXPERIENCE effective acquise  
dans un GROUPE AMERICAIN.

Il sera capable de mener à bien les missions sui-  
vantes :  
- ensemble des opérations comptables  
courantes,  
- clôtures et reporting mensuels,  
- déclarations annuelles.

La pratique des micro-ordinateurs et des « logi-  
ciels tableurs » est souhaitée.

Il sera désireux de s'intégrer rapidement à une  
petite équipe dynamique et très commerciale.  
Merci d'adresser votre candidature, C.V., photo  
et prétentions en toute confidentialité à notre  
Consultant :

**FRANÇOISE BERNET**  
52, route du Pavé-des-Gardes  
92310 SEVRES.

**Ingénieur grande école  
chef de zone exportation**

UN DÉPARTEMENT A TAILLE HUMAINE, leader mondial dans  
l'étude, la réalisation et la vente de matériels de haute fiabilité, faisant  
partie d'un grand groupe français, recherche un Ingénieur diplômé,  
confirmé et de fort potentiel, capable d'assurer le développement de nos  
activités essentiellement en Europe et en Amérique du Sud.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant environ 5 ans d'expérience commer-  
ciale et ayant déjà assumé des responsabilités effectives de vente de  
biens d'équipement à l'exportation.

Outre l'animation de son équipe, il aura à négocier personnellement des contrats  
avec une clientèle de haut niveau, à participer au montage des financements, à  
assurer les liaisons entre les services techniques des clients et ceux du département.  
Il sera responsable de la rentabilité de sa zone.

Anglais courant indispensable.

Large perspectives de carrière dans un groupe de dimension internationale  
ayant une politique dynamique de gestion de ses cadres.

Poste : banlieue immédiate est Paris.

Ecrire sous réf. RK 358 CM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**Jeune chef  
des services techniques  
méthodes, outillages, études**

SOCIÉTÉ FRANÇAISE réalisant des produits de moyenne et  
grande série, soucieuse d'améliorer constamment son organisation et sa pro-  
ductivité, crée dans l'une de ses usines le poste de Responsable des services  
techniques.

Rattaché au Directeur d'usine, sa première mission sera d'organiser, de définir  
les moyens (humains et matériels) à mettre en œuvre et d'animer un service métho-  
des-industrialisation afin d'optimiser les coûts et les délais de fabrication des  
produits actuels ou nouveaux, en relation avec les services commerciaux et la pro-  
duction. Au-delà, il prendra également la responsabilité des études.

Ce poste sera confié à un jeune ingénieur mécanicien souhaitant évoluer vers des  
responsabilités plus globales après une première expérience de 3 ans dans des  
fonctions méthodes.

Des qualités de rigueur, d'organisation, d'animateur et la maîtrise de la langue  
anglaise sont indispensables.

Lieu de travail : Amiens.

Rémunération : 200.000 F/an.

Ecrire sous réf. YR 364 CM  
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**THOMSON-CSF  
DIVISION SIMULATEURS**

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans un domaine en pleine expansion :  
LA SIMULATION.

**JEUNES INGÉNIEURS**

• ESPCI, ECP, ESE... débutants ou ayant quelques années d'expérience en  
mécanique des fluides, thermique ou génération électrique,  
nous vous proposons la responsabilité de la conception et de la réalisation de logiciels  
de simulation dans les domaines suivants :

- Générateurs de vapeur,
- Échangeurs de chaleur,
- Réseaux hydrauliques,
- Alternateurs,
- Systèmes logiques informatisés.

Référence IC.85.8.M.

• ENSAE, ESE, ECP... débutants ou ayant quelques années d'expérience en  
Aéronautique ou Aéronautique,  
nous vous proposons la responsabilité de la conception et de la réalisation de  
logiciels de simulation dans les domaines suivants :

- Systèmes de navigation,
- Systèmes d'armes,
- Systèmes propulseurs.

Référence IC.85.9.M.

Connaissances GOULD - SEL 32, appréciées.  
Pratique de l'anglais indispensable.

Pour vous, un contact direct : A. de BEJARRY - THOMSON-CSF - DIVISION  
SIMULATEURS - B.P. 226 - 95523 CERGY-PONTOISE CEDEX.

En n'oubliant pas de rappeler sur votre lettre ou votre C.V. (avec photo),  
la référence du poste choisi.

**SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS**

**VOUS ÊTES INFORMATICIEN,  
VOUS ÊTES MOTIVÉ  
PAR LA FORMATION...**

Nous vous proposons de nous rejoindre au Département Formation de la  
SLIGOS DCI, (importante Société de Services d'Ingénierie et d'Informatique) qui connaît  
un important développement.

Nous organisons régulièrement des stages inter et intra-entreprises standards ou adaptés  
ou spécifiques.

Si vous avez environ 5 années d'expérience dans les domaines de la mise en applications  
informatique, y compris micro-informatique et une pratique de l'animation.

Votre candidature nous intéresse.

adressez-nous votre CV,

Lettre manuscrite, photo, à Brigitte PLANCHON/VAS  
SLIGOS/DCI - 26, rue des Pavillons - 92800 PUTEAUX.

هكذا من الاصل



552 من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS    OFFRES D'EMPLOIS    OFFRES D'EMPLOIS    OFFRES D'EMPLOIS

**DEVIMCO**

FILIALE DU GROUPE ACCOR  
SPÉCIALISTE EN AMÉNAGEMENT HOTELIER  
recherche

**UN(E) RESPONSABLE COMPTABILITÉ**

Rattaché au directeur financier, le candidat aura la responsabilité des comptabilités générales - export 50 % (consolidation des comptabilités étrangères, bilans, etc.) en collaboration avec une équipe de huit personnes.

Une expérience minimum de deux ans en qualité de chef comptable acquise dans une société performante est à justifier.

Une bonne maîtrise des techniques modernes, notamment de l'informatique, est impérative.

De vingt-huit ans minimum, d'une personnalité affirmée, le candidat doit avoir le sens de l'organisation et du travail en équipe.

ÉCRIRE AVEC CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ, PHOTO, PRÉFÉRENCES ET TÉLÉPHONE PRIVÉ, A :

**DEVIMCO S.A.** 2, rue de la Mare-Neuve  
91021 Evry Cedex

**STEIN INDUSTRIE**

(Commandes enregistrées en 1984 : 1,2 milliard)  
Effectif 2000 personnes  
GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE

Etude et construction de grands matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales thermiques, tuyauteries nucléaires, recherche pour son département EXPORT

**UN CADRE EXPORTATION**

Il assistera les ingénieurs d'affaires, sur le plan commercial et financier, dans l'élaboration des offres et la négociation de contrats pouvant atteindre plusieurs centaines de M.F.

Il sera chargé notamment :

- de l'analyse des appels d'offres,
- des relations avec les Banques et l'Administration (COFACE, DREE, Ministère de l'Industrie...), en vue de l'établissement des conditions financières,
- du calcul des charges financières à inclure dans les offres,
- des relations avec les représentants locaux et partenaires consortiaux.

Le candidat devra avoir une formation ingénieur ou Ecole de Commerce, la pratique de l'anglais courant est indispensable ; celle d'une deuxième langue étrangère serait appréciée, une expérience dans le suivi d'importantes projets à l'exportation serait un atout sérieux, ce poste implique des déplacements à l'étranger.

Envoyer C.V. + photo et préférences s/réf. 85/04, à STEIN INDUSTRIE  
Boîte postale 74 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

**Directeur juridique**

IMPORTANT HOLDING FINANCIER FRANÇAIS, activités diversifiées (services, immobilier, hôtellerie, sociétés en développement dans certains secteurs industriels de pointe), recherche son Directeur Juridique.

Sa mission : Il s'agit d'assumer une importante responsabilité de conseil, d'étude et de suivi des dossiers juridiques :

- tenue des documents sociaux et formalités légales des sociétés du Groupe,
- montage d'opérations juridiques-financières, en collaboration étroite avec le Directeur Financier et notamment, créations de sociétés, prises de participations,
- conseils aux filiales en liaison avec les experts et conseils extérieurs.

Son profil :

- une formation juridique supérieure spécialisée en droit des affaires,
- une expérience opérationnelle de 7 à 8 ans dans des missions similaires et une pratique certaine du droit des sociétés acquises dans un grand groupe ou cabinet spécialisé.

Poste à Paris. Rémunération : 300.000 F.

Ecrire sous réf. ZG 348 AM

4, rue Massenet 75116 Paris

**Cadre de gestion débutant**

Un poste formateur et évolutif alliant la rigueur comptable, la mobilité et le sens du contact.

**BOUSSOIS** 3200 personnes, rattachée à P.P.G., un des premiers groupes verriers mondiaux, offre à un candidat motivé un poste d'assistant comptable auprès de ses filiales françaises et européennes.

Son profil :

- Ecole Supérieure de Gestion avec des connaissances comptables niveau DECS, familiarisé ou intéressé par le travail sur micro-ordinateur,
- connaissance de l'anglais indispensable.

Sa mission :

Cadre débutant ou disposant éventuellement d'une première expérience réussie, il devra être capable :

- d'apporter une assistance aux filiales et de faire évoluer les procédures comptables et leur harmonisation,
- de centraliser et consolider leurs résultats.

Ses perspectives :

Une intéressante évolution de carrière dans le Groupe.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. IB 350 AM  
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**SSCI, PARIS SUD**

filiale d'un important groupe, activités : PRESSE, EDITION, MARKETING DIRECT, VPC... La forte progression de notre C.A. (objectif 1985 : 80 M de F) et notre politique de diversification nous amènent à rechercher un

**ingénieur d'affaires**

pour prendre à terme la responsabilité commerciale de notre département

**INFOCENTRE**

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous êtes avant tout un HOMME DE CHALLENGE et désirez prendre des responsabilités au sein d'une équipe jeune et performante, et avez l'expérience de la négociation à haut niveau.

Nous vous confions la commercialisation d'un ensemble de produits et de services s'adressant à des DECIDEURS, désireux de mettre en place leur informatique individuelle : programmes d'aide à la décision, de gestion financière, de simulation (grands systèmes et micro informatique).

Vous pouvez adresser votre dossier de candidature sous référence 312-M à :

Elisabeth FRENCH  
Cabinet d'Etudes  
17, rue Mirabeau, 75016 Paris  
discretion assurée.

**Jeune "manager" financier et comptable**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (2300 personnes), leader sur son marché (chimie), recherche pour l'une de ses Directions Régionales (550 personnes) un jeune Cadre Financier et Comptable.

Durant une période de deux ans, il sera étroitement associé à l'ensemble des travaux du service :

- comptabilité générale et analytique
- élaboration et suivi des budgets
- gestion de la trésorerie
- reporting comptable et budgétaire

Au-delà, rattaché au Directeur de la région, il prendra la succession du titulaire actuel appelé à des fonctions plus larges et assurera l'encadrement d'une quinzaine de personnes.

Une formation supérieure (minimum ESC, DECS...) ainsi qu'une expérience comptable d'environ 4 à 5 ans sont impératives. Poste très intéressant de part sa polyvalence et son niveau de responsabilité.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Poste : proche Nancy.

Ecrire sous réf. VG 279 AM  
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**Jeunes Ingénieurs chimistes pour postes opérationnels en usine**

**NORSOLOR**, leader de la chimie européenne des produits acryliques, rattachée à un grand groupe français, recherche deux Ingénieurs Chimistes pour leur confier des responsabilités de production.

Chacun dirigera un secteur de fabrication fonctionnant en continu et comprenant un effectif d'une quarantaine de personnes.

Ces postes très formateurs permettront de faire ses preuves dans l'exercice de responsabilités concrètes conviendront à des ingénieurs chimistes diplômés grande école, ayant quelques années d'expérience ou débutants, témoignant de qualités marquées d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire.

Large possibilités d'évolution dans le groupe.

Postes en Lorraines.

Ecrire sous réf. ZS 345 AM  
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**INGENIEURS**

participez à notre réussite

(Expansion 1984 : 100%)  
Société d'informatique spécialisée en

**INFORMATIQUE BANCAIRE  
TELEMATIQUE - VIDEOTEX  
TELEPAIEMENT**

recherche

**INGENIEURS et ANALYSTES EXPERIMENTES**

pour concevoir et réaliser des logiciels systèmes et d'application sur sites centraux et micro-ordinateurs répartis.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et préférences sous référence SIA 2

Jean-Jacques DAGNAC  
6 bis/8 rue Firmin Gillot  
75015 PARIS.

**SEGIME INDUSTRIE**

**PARLONS D'EVOLUTION**

C'est la proposition que vous fait une grande banque française... Intéressant, n'est-ce pas ? Ce groupe bancaire de tout premier plan recherche pour l'une de ses filiales banque de dépôt un

**EXPLOITANT**

Cette offre s'adresse à un cadre de formation supérieure (type Grande Ecole de Commerce), pouvant témoigner d'une expérience réussie d'au moins 4 à 5 ans au sein du secteur ENTREPRISES d'une grande banque.

Ce commercial de haut niveau évoluera à terme au cœur même du groupe : ses responsabilités seront alors à définir (affaires financières, commerce extérieur, grandes entreprises...)

Merci d'adresser C.V., photo et préférences sous réf. B4436 M à BLEU Publicité  
17, rue du Docteur Labele - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra (discretion totale assurée)

**Contrôleur de gestion industrielle, rejoignez un contexte international.**

Filiale d'un groupe anglo-saxon de très grande notoriété, notre société détient dans son domaine de biens d'équipement de haute technologie 20% du marché européen. Elle réalise un CA dépassant 500 MF (dont 70% à l'exportation) avec un effectif de 700 personnes.

Rattaché directement au Directeur Financier et en collaboration étroite avec les directeurs de département de notre usine, vos principales missions seront : la vérification des données, l'amélioration des systèmes, le planning et les budgets, enfin la réduction des coûts, cycles et inventaires.

Vos études supérieures comptables et financières, votre expérience industrielle d'au moins 10 ans, votre culture générale en informatique, sont autant d'atouts, si possible acquis dans un contexte international, pour prendre la direction de votre service composé de 6 personnes. Des perspectives d'évolution très motivantes sont prévues tant dans la société que dans le groupe international pour un candidat compétent, ouvert au dialogue, et totalement bilingue anglais.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature sous référence 1810 M à

**SOURCES** 144 rue de Rivoli - 75001 Paris - France



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## crédit foncier de france

organise à Paris, à compter du 19 mars 1985 un concours pour le recrutement de **PROGRAMMEURS CONFIRMES**

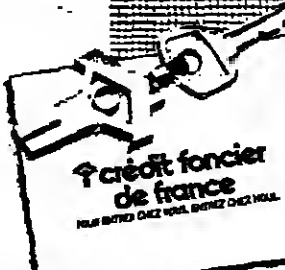
- De formation IUT ou équivalent, ils possèdent une réelle expérience acquise dans le développement en COBOL d'applications de gestion.
- Ils participeront à l'élaboration et à la maintenance des projets dans un contexte MVS/XA - IMS/DB/DC - T.S.O.

La clôture des inscriptions interviendra le 1<sup>er</sup> mars 1985 inclus.

Conditions d'inscription :

- âge maximum : moins de 30 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1985,
- nationalité française ou celle d'un autre Etat membre de la Communauté Economique Européenne,
- Rémunération compétitive et avantages divers.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au : CREDIT FONCIER de FRANCE, Service du Personnel, 19, rue des Capucines, B.P. 65, 75050 Paris cedex 01, Tél. : (1) 244.80.66 ou 244.80.67.



**APRIL LE PRINTEMPS DES AUTOMATES.**

L'automate programmable bouge en France. APRIL est une jeune entreprise française (un an) qui pousse déjà plus de la moitié du marché. Elle propose des solutions techniques et industrielles pour l'automatisation des processus de fabrication. Elle est spécialisée dans la programmation des automates programmables et des ordinateurs. Elle a déjà réalisé plus de 400 projets pour des entreprises de toutes tailles. Elle est actuellement à la recherche de candidats pour des postes de programmeurs et de techniciens. Elle propose une rémunération attractive et des avantages sociaux. Elle est située à Paris et a des bureaux dans plusieurs villes de France.

**april**

N° 1 français de l'automate programmable



SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

**GROUPE SNECMA**

## DEUX INGENIEURS EN ORGANISATION

Ils auront, de préférence, une première expérience industrielle. Ils participeront à la définition des procédures et des outils informatiques de gestion et piloteront leur mise en place. Ces postes sont à pourvoir en banlieue Sud de Paris. réf. 226/84

## DEUX INGENIEURS ORDONNANCEMENT

Ils seront débutants ou auront une première expérience industrielle. Ils auront à assurer le démarrage du système informatique de gestion de production d'une unité. Ces postes sont à pourvoir en banlieue parisienne (Gennevilliers et Corbeil). réf. 235/84

Merci d'adresser en précisant la référence, lettre, C.V. et prétentions à : SNECMA - Département Encadrement - 2, Bd Victor, 75724 Paris cedex 15.

## De l'informatique... à l'audit interne

De formation supérieure (ingénieur, grande école de commerce ou de gestion, IAE, MIAGE...), vous êtes maintenant, à environ 30 ans, un informaticien compétent et responsable de projets dans une entreprise ou une grande SSI. Vous avez acquis un sérieux savoir-faire et vous souhaitez à élargir votre champ d'action, tout en mettant à profit votre rigueur et votre sens relationnel. Le CETELEM, leader européen du crédit à l'équipement du particulier, filiale du Groupe de la COMPAGNIE BANCAIRE, vous propose de rejoindre son équipe d'audit et de contrôle interne. Votre mission sera double : - concevoir la démarche et les procédures informatiques de contrôle (applications, systèmes, réseaux...), - contribuer avec les autres membres de l'équipe, d'origine plus financière ou opérationnelle, à des missions variées, dans un réel climat d'échange et de développement des compétences de chacun. Si ces perspectives vous intéressent, adressez lettre, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 550, à JEAN MOREL - COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement - 5, av. Kléber - 75116 PARIS.

**cetelem**

groupe de la compagnie bancaire



Établissement spécialisé du groupe des BANQUES POPULAIRES, nous recherchons dans le cadre du développement de nos activités de Financement des Investissements par Crédit-Bail mobilier, location financière et crédit moyen terme :

## CADRES COMMERCIAUX

**PROFESSIONNELS DU CREDIT-BAIL MOBILIER** **PROFESSIONNELS DE LA LOCATION FINANCIERE** ayant 1 à 5 ans d'expérience ayant 2 à 3 ans d'expérience

Ces cadres devront posséder une formation supérieure, de bonnes connaissances en analyse financière et faire preuve de dynamisme commercial. Ils seront des négociateurs confirmés. Ils intégreront une équipe performante chargée de promouvoir l'ensemble des produits de financement des équipements, notamment auprès des Banques Populaires.

Ces postes impliquent de fréquents déplacements en province.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : B.P.F.D. - Service du Personnel - réf. 621 31, quai de Grenelle 75738 PARIS Cedex 15.

## OUTOKUMPU FRANCE S.A.

Seul producteur intégré, basé en FINLANDE recherche pour sa société de commercialisation en FRANCE

## CADRE DE VENTE

**ACIERS INOXYDABLES** 35 ans environ 200.000 F. Pour commercialisation en France de tôles en aciers inoxydables, en particulier auprès des chaudronniers et des sociétés d'ingénierie.

Les candidats devront : - avoir une expérience commerciale de cinq ans dans les produits industriels si possible métallurgiques ; - avoir une bonne connaissance de la clientèle industrielle ; - parler et écrire parfaitement l'anglais ; - avoir le goût et la capacité de contribuer au développement de cette activité en liaison avec la société mère en Finlande.

Transmettre votre candidature à : OUTOKUMPU FRANCE S.A. - M. LAMIELLE 168, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

## Correspondant informatique

De formation supérieure en gestion, vous avez 2-3 ans d'expérience dans une fonction similaire et les connaissances informatiques de base qu'elle implique. Absence dans le dialogue et l'expression (écrite et orale) n'excluent chez vous ni précision de l'analyse ni persévérance et organisation. Au sein d'un groupe industriel d'envergure internationale, dont le siège est en banlieue Sud-Ouest de Paris, vous êtes rattaché à la Direction Comptabilité. En liaison avec les utilisateurs et la Direction Informatique, vous menez les actions d'organisation relatives à la mise en place et au suivi d'outils informatiques en évolution constante : - recensement des nouveaux besoins - traduction en analyses fonctionnelles - participation à la mise en place des nouvelles procédures informatiques - définition des actions de formation - harmonisation des produits au sein des autres Sociétés du Groupe. Dynamisme et capacité d'adaptation vous ouvriront des évolutions intéressantes dans un groupe qui sait reconnaître ces qualités.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5362 à :

**(Organisation et Publicité)**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## Ingénieur Responsable Système Gestion Equipement Technique du Bâtiment

(Parc de 20 000 Logements)

Le lancement, la mise en place, les développements du système de gestion des équipements techniques de notre entreprise d'aménagement et de construction, nous amènent à créer, en proche banlieue parisienne, est, le poste : Responsable Système de Gestion Technique. Rattaché au siège à la Division Entretien et Maintenance, en étroite liaison avec le Service Informatique, vous aurez à maintenir, contrôler et développer le système ; proposer, concevoir les adaptations ; assurer le suivi des études de maintenance, d'immersion ; conduire les opérations de mise en place de solutions techniques nouvelles ; effectuer le suivi des installations techniques (chauffage, VMC, ASC...). Vous apporterez aux Antennes, aux Techniciens, une méthodologie, votre appui pour garantir la réussite de cette mission. Nos souhaits pour ce poste évolutent : un jeune ingénieur ENSAIS, ESTP, INSA Génie Climatique, ayant impérativement une expérience d'environ trois ans dans les aspects énergétiques de bâtiment. Une première expérience en Bureau d'Etudes constituerait un atout. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence BS 2701 M à notre Conseil.



**EQUIPES ET ENTREPRISES**

11 bis rue Portalis 75008 PARIS

## Organisateur comptable

**DECS + expérience informatique**

CARDIF, au sein du pôle de tête des sociétés privées d'assurance, recherche, dans le cadre du fort développement de ses activités, un « organisateur comptable » expérimenté.

L'essentiel de sa mission résidera dans la coordination de tous les travaux concernant la mise en place et le suivi d'un nouveau logiciel couvrant l'ensemble des comptabilités.

Il prendra également en charge la mise au point et le contrôle des procédures existantes, les relations avec les services informatiques du Groupe et l'organisation des circuits informatiques.

Ce poste conviendrait à un candidat de 30 ans environ, possédant un DECS complet, une bonne expérience comptable ainsi que le goût et l'expérience des procédures informatiques. (Le candidat idéal aura participé, au sein d'une société de service, à la mise en place d'une comptabilité sur informatique.) Pour un candidat de valeur, ce poste peut déboucher vers de plus larges responsabilités.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, adressez lettre, C.V., photo et prétentions, sous la référence 751, à Jocelyne LE JONCOUR - COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.



**CARDIF**

groupe de la compagnie bancaire

ENTRÉE INTERDITE

OFFRES



vous souhaitez développer vos compétences en une rapide ascension de nos services.

**Ingénieur**

Futur responsable

vous êtes un ingénieur expérimenté et vous souhaitez évoluer vers des responsabilités plus importantes.

**Directeur**

vous êtes un directeur expérimenté et vous souhaitez évoluer vers des responsabilités plus importantes.

**Assista**

de la fo

vous êtes un assistant expérimenté et vous souhaitez évoluer vers des responsabilités plus importantes.

**ORDI**

vous êtes un informaticien expérimenté et vous souhaitez évoluer vers des responsabilités plus importantes.

**ORDI**

**CHEF DE L**

vous êtes un chef de service expérimenté et vous souhaitez évoluer vers des responsabilités plus importantes.

**GRH**

vous êtes un gestionnaire expérimenté et vous souhaitez évoluer vers des responsabilités plus importantes.

**GRH**

**GROUPE**

**AUI**

**AUI**

vous êtes un auditeur expérimenté et vous souhaitez évoluer vers des responsabilités plus importantes.

**AUI**

vous êtes un auditeur expérimenté et vous souhaitez évoluer vers des responsabilités plus importantes.

**AUI**

vous êtes un auditeur expérimenté et vous souhaitez évoluer vers des responsabilités plus importantes.

**AUI**



150 من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

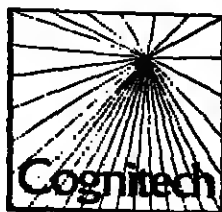
... LE MONDE - Mercredi 27 février 1985 - Page 25

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## Intelligence artificielle Associez votre avenir aux technologies du futur

PARIS - Nous sommes une société d'ingénierie spécialisée dans le conseil, la formation, les études et le développement d'outils et d'applications en intelligence artificielle : systèmes experts, interfaces en langue naturelle, communication parlée homme/machine, reconnaissance des formes. Une rapide expansion ainsi que l'ouverture à de nouveaux marchés, nous conduisent à renforcer nos structures en recherchant :

### Ingénieur d'affaires

#### Futur responsable commercial

Rattaché au P.D.G., vous serez chargé de définir et de mettre en œuvre la politique commerciale du département Etudes et Développement. Interlocuteur privilégié des entreprises, vous aurez la responsabilité globale des opérations d'assistance et de conseil : vous intervenirez dans la négociation et la mise en place des prestations. Cette approche vous permettra aussi d'élaborer un véritable plan marketing (politique produits) et de structurer votre future équipe dans cette optique.

Diplômé d'une grande école (X, Mines, Centrale...), vous justifiez d'une expérience de conseil d'entreprise au plus haut niveau en ingénierie de systèmes d'informations sophistiqués. (Réf. MSC/CH/IAF)

### Directeur études et développement

Animant des équipes-projets chargées d'études spécifiques et de développement de produits, vous devrez :

- coordonner l'ensemble des projets en déterminant l'action des spécialistes, et en vous impliquant dans des missions de conseil
- organiser et optimiser le travail de vos équipes en mettant en place les méthodes et les outils permettant d'aboutir à des modèles de conduite de projets.

De formation grandes écoles (X, Mines, Centrale), vous êtes familiarisé avec la conduite de grands projets logiciels temps réel. Vous maîtrisez l'ingénierie de systèmes d'informations et la conception d'outils de développement.

Grâce à cette expérience et à votre autorité de compétence, vous saurez manager des équipes d'ingénieurs spécialisés en intelligence artificielle. (Réf. MSC/CH/DE)

Pour ces deux postes, une approche des outils et méthodes en intelligence artificielle serait bien sûr un atout supplémentaire. Toutefois la société assurera une formation de 1200 heures à chacun de ses futurs cadres.

### Assistante du responsable de la formation

Collaboratrice directe du Responsable de la Formation, vous serez chargée :

- de la promotion de nos différentes activités de formation en établissant des relations suivies avec les prospects et les relais d'informations (média, organismes professionnels...)
- de l'organisation matérielle des stages (coordination des différents intervenants, mise en forme des programmes et des plannings...)

De formation supérieure (IEP, CELSA, ESCP...), vous pourrez, dans ce poste varié, acquérir ou compléter une première expérience liée aux métiers de la communication. (Réf. MSC/CH/ASS)

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS



ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

ARCOREM 1111

## Références

PARIS - Filiale d'un des tous premiers groupes de services et d'ingénierie en informatique, notre société emploie plus de 100 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'environ 20 millions de francs.

Pour renforcer notre développement en Conseil et Assistance de production informatique, nous créons le poste de

### Directeur des opérations

Rattaché au Directeur Général de la filiale, vous serez chargé dans une large autonomie de :

- la promotion commerciale des activités de la société : conseil, assistance technique, gestion informatique (automatisation de centres, problèmes de sécurité, back up...)
- la gestion et l'animation du personnel ainsi que la gestion budgétaire de la société

Vous serez responsable de la détermination et de la mise en œuvre des stratégies ainsi que des moyens nécessaires au développement de cette société.

Agé d'environ 35/38 ans, vous avez une solide formation ainsi qu'une expérience dans une activité similaire ou dans la direction d'un centre de production informatique.

Vous possédez de réelles qualités de contact et de négociation, un sens profond des responsabilités, ainsi qu'une capacité d'adaptation aux situations les plus variées.

Nous souhaitons rencontrer des candidats entrepreneurs et ambitieux.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MRE/JEX/D.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

## Technitron S.A. groupe DYNNEER

## Compatibilité IBM, un challenge pour 2 ingénieurs

BAGNEUX - Filiale du groupe DYNEER, notre société importe et distribue une gamme de convertisseurs de protocoles (interfaces de compatibilité pour réseaux de télécommunications et de téléinformatique sur sites IBM).

Pour promouvoir cette activité, nous recherchons

### Ingénieur d'affaires

Rattaché au Directeur Général, vous mettrez en application notre politique commerciale (de la prospection à la négociation) pour l'ensemble de nos clients et des secteurs d'activités (banques, assurances, Industrie...).

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis au cours d'une expérience significative en milieu informatique, la connaissance des protocoles de communications et la maîtrise de la vente de périphériques.

Disponible, ambitieux et créatif, vous savez négocier au plus haut niveau et conclure avec pragmatisme. (Réf. MSC/TC/IAF)

### Ingénieur système

En relation directe avec l'équipe commerciale, vous intervenerez en tant que support technique à tous les niveaux de la négociation (conseil, expertise, étude de faisabilité, démonstration) ainsi que dans la mise en place des équipements.

De formation supérieure, vous avez acquis, au cours d'une expérience système-réseaux, la maîtrise des différentes normes, protocoles et procédures de téléinformatique IBM (SNA, SDLC, X25, HDLC, TRANSPAC...).

Autonome et disponible, vous souhaitez valoriser cette expérience au travers de missions de conseil à haut niveau. (Réf. MSC/TC/IS)

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

MEDIA 11

## CHEF DE LABORATOIRE

Alimentation animale  
Proche banlieue sud de Paris

Une Société française (CA 1 milliard F - Effectif 600 personnes), leader incontesté dans le domaine de l'alimentation animale, recherche UN CHEF DE LABORATOIRE. Sous l'autorité du Directeur de la Société, il sera chargé de diriger un laboratoire employant une cinquantaine de laborantins et réalisant les analyses physico-chimiques (humidité, cellulose, protéines, matières grasses, vitamines, acides aminés, antibiotiques...) et le contrôle qualité des produits fabriqués par les usines du Groupe. Il devra également assurer la promotion commerciale de son laboratoire auprès d'entreprises extérieures au Groupe (contrôles de produits alimentaires, Chimistes spécialisés, le titulaire du poste aura au moins 35 ans, obligatoirement une formation Ingénieur Chimiste et une expérience acquise dans le même secteur d'activité. Ecrire sous référence 753/M à :

### GRH conseils

3, avenue de Sèvres 75007 PARIS.  
Discrétion assurée.

ARCOREM 1111

GRUPE INTERNATIONAL (Effectif : 35.000 personnes)  
recherche pour son Service d'Audit Central,

## AUDITEUR CONFIRME AUDITEUR DEBUTANT

L'auditeur confirmé (H. ou F.) devra posséder une expérience professionnelle d'au moins 3 ans (tout ou partie dans l'Audit). Après quelques mois, il devra assurer :

- la supervision de certaines missions
- la prise en charge directe de certaines audits difficiles.

Il aura un rôle d'encadrement et de formation vis-à-vis des auditeurs les plus jeunes. Il participera à la définition de la politique de l'audit.

L'auditeur débutant (H. ou F.) sans expérience professionnelle (ou très courte 1 ou 2 ans) sera formé dans notre Service.

Pour les 2 postes, les candidats sont des ressortissants de la CEE, ils parlent plusieurs langues. Ils sont diplômés d'une grande école de gestion Paris/Province (Sciences Po - HEC - ESSEC - Sup. de Co) ou son équivalent étranger.

Ces postes basés à PARIS, impliquent des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Envoyer CV et photo + lettre manuscrite avec prétentions sous référence 33242 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75006 PARIS, qui transmettra.

AP/Jan. Magasin Publicité

## Pour 2 marketers, L'Europe commence à Paris ou Grenoble

Micro Informatique industrielle

Division Microsystèmes de l'un des grands de l'électronique, nous sommes organisés en centre de profit autonome. Sur le marché - porteur mais concurrentiel - des microsystèmes au plus VME, nous avons des objectifs de croissance ambitieux, que nous soutenons par une politique offensive.

Responsable d'une ligne de produits vous développerez ces marchés en Europe auprès d'une cible essentiellement industrielle (Robotique, Télécom, CAO, laboratoires...). Il s'agit d'un marketing très opérationnel (animation des ventes, suivi des produits), dans un contexte de lancement de nouvelle gamme nécessitant l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de développement Marketing.

Il peut être assuré par un ingénieur en électronique + CESMA, ISA ou INSEAD ou par un HEC, ESSEC ayant l'expérience de produits haute technologie, de préférence informatique ou électronique. En tout état de cause, il aura une expérience Marketing/Vente de ce type de marché (3 à 7 ans) et une excellente pratique de l'anglais.

Notre Conseil ALGOE étudiera, en toute confidentialité requise, votre candidature sous réf. 898 P1. Merci de préciser votre rémunération actuelle.



**ALGOE**

9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

MEMBRE DE SYNTHEC

Constructeur Informatique

## Télécommunication, Bureautique, Matériels Périphériques

## Chefs H/F de Produits Formation

Experts dans l'un de ces domaines, les candidats que nous recherchons seront la référence technique de nos produits.

Nous leur confierons la mise en place de la stratégie formation relative à ces produits.

Ils auront donc à :

- élaborer les spécifications de cours,
- vérifier l'adéquation de l'offre formation du service, vis à vis de nos utilisateurs, en termes de qualité et quantité,
- réaliser les premiers stages sur les produits.

De solides connaissances techniques et une personnalité alliant diplomatie et force de caractère sont des facteurs de réussite dans cette fonction.

Pratique de la langue anglaise indispensable. Lieu de travail : proche banlieue sud (accès direct RER ligne B).

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et prêt) sous réf. 4771M en précisant le nom des sociétés auxquelles vous ne voulez pas que votre dossier soit transmis, à Dessenin 69 rue de Provence, 75009 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation  
Conseils aux collectivités et entreprises

recherche 3 candidats (tes) au top niveau de leur spécialité

### RESPONSABLE SERVICE GESTION d'obligations françaises

capable d'animer une équipe.  
susceptible de développer la relation clientèle.

### GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE d'actions étrangères

### GESTIONNAIRE D'OBLIGATIONS internationales

Merci d'adresser votre CV, photo, lettre manuscrite sous la référence 601/M  
GROUPE CRI - Direction du Personnel  
5, avenue du Général de Gaulle - 92000 PUTEAUX

### ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques pour la recherche pétrolière.  
Notre objectif : - développer notre section «ELECTRONIC MANUFACTURING ENGINEERING» (robotique - CAO - développement de tests et conception) nous amène à rechercher

## 3 Ingénieurs Grandes Ecoles Electroniciens - Informaticiens

**1<sup>er</sup> poste :** Vous êtes ingénieur Supélec, Télécom, Centrale... option informatique) et vous avez si possible quelques années d'expérience en CAO/FAO.  
C'est vous qui intégrerez nos systèmes de tests de sous-ensembles électroniques à notre environnement de bases de données CAO et nomenclatures. (réf. 521).

**2<sup>ème</sup> poste :** Ingénieur projets électroniques, vous étudierez la testabilité de nos produits, développerez des systèmes de tests automatisés d'ensembles. Vous vous assurerez de la fabricabilité des prototypes et veillerez au suivi des problèmes techniques des appareils électroniques en Production. Une expérience en électronique de 2 à 4 ans est nécessaire. (réf. 522).

**3<sup>ème</sup> poste :** Vos fonctions d'ingénieur méthodes en fabrication électronique vous conduiront à faire évoluer les processus de fabrications et à améliorer ainsi la qualité de nos produits.  
Une formation Arts et Métiers complétée par une expérience de 2 à 4 ans en électronique est indispensable. (réf. 523).

Ces trois postes exigent une bonne pratique de l'anglais. Ils ouvrent des perspectives d'évolution au sein de EPS ou du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature avec photo sous référence correspondante à la Direction du Personnel  
ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

### ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

dans le cadre de son expansion, recherche pour plusieurs postes à différents niveaux de responsabilité

## ingénieurs

DÉBUTANTS ou CONFIRMÉS  
de formation supérieure  
(E.S.E., TÉLÉCOM, ISEN, ISEP...)

Au sein d'équipes projet, mettant en œuvre des technologies de pointe, ils participeront à l'étude, la réalisation, la mise au point et l'intégration d'ensembles complexes, faisant appel à différents aspects de la technique: logiciel, hyperfréquence, circuits analogiques et logiques...

Animés du souci de recherche de la qualité et de la fiabilité des matériels, ils seront intégrés à des équipes suffisamment souples et dynamiques pour que leurs qualités personnelles puissent pleinement s'exprimer.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2982 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT  
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

## THOMSON SEMICONDUCTEURS

La taille de notre Division (1900 personnes, réparties dans 3 grands centres industriels), justifie la création d'un poste d'ADJOINT A NOTRE CONTRÔLEUR FINANCIER, pour notre siège à PARIS.

Son champ d'action : Garantir la qualité des informations comptables, des données de gestion et des systèmes administratifs, tout en veillant à la discipline de "reporting" des centres industriels. Assurer lui-même le reporting de la division. Evaluer les activités opérationnelles et l'efficacité des systèmes de contrôle interne et, quand cela est nécessaire, initier des missions d'audit et les suivre. Enfin, analyser les impacts financiers des choix stratégiques, faire les analyses et les propositions qui s'imposent en matière d'investissements industriels et financiers de la division.

Notre candidat doit être diplômé d'une Grande École de Gestion (HEC, ESSEC), parler couramment anglais et avoir une première expérience d'audit ou de contrôle de gestion d'une activité industrielle. Une formation comptable complémentaire (DECS) et la maîtrise de l'outil informatique (PC) sont des atouts que nous saurons apprécier.  
À court terme, ce poste évoluera vers le contrôle de gestion d'un centre industriel et plus tard vers une Direction Financière.

Merci d'adresser vos candidatures à Didier HIRSCH - THOMSON SEMICONDUCTEURS  
(Division MOS) 101, boulevard MURAT, 75016 PARIS.

THOMSON  
SEMICONDUCTEURS

## Vous êtes marketing grande conso nous sommes le 2<sup>ème</sup> groupe brassicole français.

Parce que vous êtes déjà un(e) professionnel(le) de ce métier, vous savez que le marketing de la bière est difficile, passionnant et ne peut être que de qualité. Parce que nous sommes le deuxième groupe brassicole français, nous savons que vous pourriez, à différents niveaux, dans l'alimentaire comme dans le CHR, y pratiquer ce marketing de qualité et y gérer d'importants budgets. Et vous prenez à juste titre de l'intérêt à être partie prenante dans le destin de ces grandes marques dont la notoriété n'est plus à établir.

Des opportunités s'offrent précisément aujourd'hui à vous :  
CHEF DE GROUPE : expérience de cinq à sept ans dans un marketing complet incluant la gestion de budgets publicitaires (réf. 329 230 M).  
CHEF DE PRODUIT : expérience de trois à quatre ans (réf. 330 231 M).

La connaissance du secteur bière ou liquides ne nous paraît pas indispensable, mais ce serait un plus très apprécié. Nous apprécierons aussi votre formation HEC, ESSEC, ESCP et un très bon niveau d'anglais (notre groupe est international).

Nous avons demandé aux conseils de Sirca de nous aider dans cette recherche. Sans tarder, car nous souhaitons aboutir rapidement, faites-leur connaître, en précisant la référence, votre intérêt pour l'un ou l'autre de ces postes, tous sont basés à Paris. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

**Sirca**  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

CREATION  
DE POSTE

S.E.I.  
(SPORT EQUIPEMENT INTERNATIONAL)  
recherche

### cadre commercial export

• 30 ans minimum • bilingue anglais.

Notre Société, de création récente, issue de la Fédération des constructeurs d'équipements sportifs, a pour but avec l'aide des Ministères intéressés et d'une Banque Nationale de faire connaître aux Gouvernements Etrangers les réalisations françaises adaptables à leurs besoins en vue d'obtenir des contrats commerciaux d'exportation.

Ce collaborateur sera l'opérateur de notre affaire :

- inventaire des besoins par pays,
- définition et prospection des clientèles,
- montages d'affaires.

Il devra être disponible pour de courts mais nécessaires déplacements (MAGHREB, AFRIQUE-NOIRE, MOYEN-ORIENT, EXTREME-ORIENT).

Base : PARIS.

Cabinet  
Lecointe

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE  
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

nous garantissons la  
qualité de collaboration  
offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Réf.50179

## Ingénieur Automaticien

... Un spécialiste parmi des spécialistes...



Jean-Claude  
Maurice

Rhône-Alpes  
3, av. Condorcet  
69100 Villeurbanne.

Notre Société à vocation nationale et internationale (C.A. + 1 Milliard de francs - 1.600 pers.) conçoit, fabrique et commercialise dans un secteur traditionnel des produits et équipements mettant en jeu des techniques de pointe. Elle est leader en France et occupe une position de tout premier rang sur le plan mondial. Les projets développés font intervenir plusieurs spécialistes (Mécaniciens, Hydrauliciens, Electriciens, etc...) dont une petite équipe d'ingénieurs Automaticiens que nous souhaitons renforcer. Le collaborateur recherché, 30 ANS environ, de formation Ingénieur (Grandes Ecoles avec spécialisation en Automatismes), s'appuiera sur son expérience de quelques années en Automatismes ou en informatique de Process (si possible dans une activité d'études d'ensemble) pour assister les services de Réalisation et Projets/Devis de l'entreprise. Le caractère relationnel de sa fonction sera important, tant avec les services intérieurs et Sociétés sous-traitantes qu'avec les clients. Des déplacements sont à prévoir.

- Anglais courant nécessaire.
- Poste basé dans la Loire.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 224 M ou transmettrez les à C.V. PLUS en composant le 828.40.25 sur votre Minitel.



ENSEIGNEMENT ET CENTRE DE SUPPORT BUREAUTIQUE

Leader de la formation sur matériel IBM  
24 personnes - 1 500 clients - 4 000 journées de formation :  
recherche, afin de poursuivre son expansion :

### formateurs micro HF

- Vous avez entre 20 et 30 ans (vous êtes libéré des O.M.) et vous vous sentez une vocation pour la micro-informatique.
- Votre culture générale et votre ouverture d'esprit vous permettent de dialoguer avec des cadres.
- Vous réussirez grâce à vos qualités relationnelles, et votre grande disponibilité vous permettra un développement de carrière intéressant. Votre formation sera assurée par l'équipe, mais des connaissances de logiciels micro-informatiques seraient un atout supplémentaire.

Merci de faire parvenir votre lettre de candidature ainsi que votre CV à  
ECS Bureautique - 118 Champs Elysées - 75008 Paris.

50179



5521 من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique. Nos perspectives de développement nous permettent de proposer de nouvelles opportunités à

### 3 Ingénieurs Grandes Ecoles

(débutants ou 1<sup>ère</sup> expérience)

auxquels nous allons confier des missions variées au sein de notre

#### Informatique de gestion

**1<sup>er</sup> poste :** Dans un environnement IBM 3033 U et 3083 BX sous MVS/CICS-DL1, vous tenez les fonctions d'administrateur de bases de données. Votre formation d'ingénieur et éventuellement une première expérience en bases de données vous en donnent les moyens. En particulier, vous définirez et mettrez en place les standards et les procédures de sécurité. (réf. 524)

**2<sup>ème</sup> poste :** Ingénieur d'Applications débutant (Grande Ecole + option informatique si possible), vous intervenez dans le cadre de l'évolution des applications existantes, puis dans les nouveaux développements. (réf. 525)

**3<sup>ème</sup> poste :** Ingénieur Informaticien, vous avez éventuellement une première expérience système (formation assurée). Dans un environnement très sophistiqué vous travaillerez sur les logiciels et systèmes de base MVS et CICS. (réf. 526)

Ces postes font bien sûr appel à la créativité et au sens pratique. Ils nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et ouvrent des perspectives d'évolution au sein de EPS et du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature avec photo sous référence correspondante à la Direction du Personnel, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

## JEUNES DIPLOMÉS

(H.E.C., Ecoles d'Ingénieurs, ESSEC, SUP de CO...)

### VOTRE CARRIÈRE NOUS INTÉRESSE !

#### Nous offrons :

- un Marché porteur : L'ENVIRONNEMENT.
- un Groupe International Leader dans son créneau. C.A. annuel 480 MF
- une situation financière saine et motivée vers l'investissement.
- un réseau bien organisé : 11 filiales, 15 succursales et agences.
- une activité de pointe en milieu industriel et en prestations de service.
- une équipe d'encadrement jeune et dynamique.
- un panel d'activités nouvelles à promouvoir.

#### Vous apportez :

- une volonté de réussir dans les domaines suivants : GESTION - COMMERCIAL - TECHNIQUE
- un esprit de compétition.
- l'aptitude à intégrer une équipe.
- une grande disponibilité.
- le Desir de participer à l'évolution de l'entreprise.

### RENCONTREZ-NOUS

#### ENSEMBLE, NOUS VAINCRONS

Après première sélection, les candidats seront invités à participer à une table ronde sur nos activités, au siège de la Société :

Envoyer C.V. et photo sous réf. 82886 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Label - 93407 VINCENNES CEDEX

### INSTITUT PASTEUR

#### INGÉNIEUR CHIMISTE

diplômé école de chimie ou équivalent. Expérience HPLC analytique et présence indispensable pour production ADON, PEPTIDES. Adresser lettre manuscrite c.v. et références à Direction du Personnel, 22, rue du Docteur Roux, 75724 Paris Cedex 15.

### GROUPE DE PRESSE ET D'ÉDITION

recherche

#### ASSISTANT(E)

pour gérer et développer les ventes au numéro de ses différents titres en Europe et plus particulièrement en France. Si possible avec expérience préalable chez un éditeur.

Ecrire sous n° 8.967 le Monde Pub., serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

## THOMSON-CSF

### DIVISION SIMULATEURS

## JEUNES INGÉNIEURS INFORMATIENS

MINES, ESE, ECP...

- Les mots ATELIER LOGICIEL, et MÉTHODOLOGIE ont une résonance pour vous.
- Vous avez acquis une expérience en SPÉCIFICATION, CONCEPTION, VALIDATION de LOGICIELS.

Rigoureux et convaincant, vous êtes prêt à concevoir, mettre en œuvre de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils logiciels, puis en assurer le succès auprès des équipes de développement.

Rejoignez l'un des leaders mondiaux dans un domaine en pleine expansion :

### LA SIMULATION

- Connaissances UNIX appréciées.
- Pratique de l'anglais indispensable.

Pour vous un contact direct : A. de BEJARRY - THOMSON-CSF - DIVISION SIMULATEURS - B.P. 226 - 95523 CERGY-PONTOISE CEDEX ou B.P. 116, 78092 TRAPPES CEDEX.

En n'oubliant pas de rappeler sur votre lettre ou votre C.V. (avec photo), la référence IC.85.7M.

HAVAS CONTACT

## Valeo

1<sup>er</sup> Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile  
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux  
31000 personnes - C.A. 11 Milliards de Francs  
recherche pour développer son potentiel humain

### INGÉNIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

### Ingénieur Responsable Commerce Export

Valeo Embrayages (Saint-Ouen - 93)

Vous parlez couramment allemand et anglais et avez acquis, dans l'industrie automobile, une solide expérience technico-commerciale. Nous vous proposons, au sein du Département Embrayages Tourisme de développer nos relations techniques et commerciales avec les constructeurs automobiles européens et de coordonner les actions commerciales de votre équipe. Réf: 56687/1/M

### Ingénieurs Technico-Commerciaux

Valeo Equipements Industriels SOMA (Asnières - 92)

Votre EXPÉRIENCE CONFIRMÉE de la vente de produits industriels vous permettra de prendre en charge les relations techniques et commerciales (pompes, moteurs, boîtes de vitesse et de transfert...) avec d'importants constructeurs de véhicules industriels et/ou d'engins de travaux publics. Anglais obligatoire, 2ème langue étrangère appréciée. Réf: 56687/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

## Air équipement

Division Aéronautique de

EDBA ASNIÈRES (92)

### INGÉNIEURS D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE PRODUITS NOUVEAUX MULTITECHNIQUES

- chargés de :
  - élaboration de l'avant-projet (contacts avec le client ou les services officiels responsables de la Recherche);
  - conduite du projet : dessin - calculs - stabilité - modélisation et simulation;
  - animation de l'équipe de réalisation prototype;
  - direction des essais;
  - études de synthèse.

Expérience appréciée. Adresser lettre, C.V. et photo à Direction des Relations Sociales, D.B.A. - AIR EQUIPEMENT 18, rue Bayly, 92801 Asnières cedex.

## HEC, ESSEC, SUP DE CO, DAUPHINE... MARIER L'INFORMATIQUE A LA GESTION



l'aide aux utilisateurs pour la réalisation des applications bureautique et micro émanant de nos services informatiques. L'opération bien menée, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions, captivantes elles aussi : contrôle de gestion, plan...

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 684 M à notre Conseil ALPHA CDI 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



## CHEF DE PROJET INFORMATIQUE EN GESTION INDUSTRIELLE



Vous êtes âgé de 25/35 ans environ. Vous souhaitez faire évoluer votre carrière vers des responsabilités plus importantes dans une activité en pleine expansion.

Nous pouvons vous offrir une opportunité de ce genre en commençant par un poste de chef de projet.

Pour plus d'informations, adressez votre dossier de candidature sous réf. 683 à notre Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



### AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION

LEADER DANS LE SECTEUR DE LA COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Rejoindre dans le cadre de son développement international Un jeune consultant

3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire, maîtrise de la langue anglaise parlée et écrite exigée.

Préférence sera donnée aux candidats ayant démontré créativité, autonomie et rigueur dans leurs fonctions précédentes.

La rémunération du poste se situe entre 140 000 F et 190 000 F.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, CV et photo sous référence N° 302.197 M.

ESCB-PRESS 7, rue de Valenciennes, Paris 7<sup>e</sup>

### ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS

#### JOURNALISTE

pour informations sur les activités. Excellente formation économique. Spécialité dans le micro-économie et dans le droit des affaires. Adresser candidature, S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

On COOYEC tech. pour ses chantiers nucléaires FRANCE AGENTS TECHNIQUES

AT2 - AT3

Niveau BTS, DUT en automatique électrique, électromécanique. Expériences 4 ans minimum. Envoyer C.V., photo et préf. au Sec. du Personnel, 55, bd St-Martin, 75003 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

ES D'EMPLOIS

BERGER

s Ecoles  
iaticiens

Schlumberger

S  
E CONTRÔLE FINANCIER

THOMSON  
SEMICONDUCTEURS

S.E.I.  
MENT INTERNATIONAL  
mercant export

S-B  
urs micro HF



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Ingénieur commercial France

### DOMAINE

- électronique de pointe, en particulier : Réseaux de Communication et Systèmes électroniques hautement complexes,
- évolution en milieu intellectuellement élevé, soucieux de performance et de qualité.

### MISSION

- acquérir une excellente connaissance des produits et de tout l'environnement,
- prospecter les marchés,
- élaborer des propositions technico-commerciales solidement charpentées,
- mener des négociations de longue haleine portant sur tous les problèmes commerciaux relatifs à de grands Projets,
- suivre attentivement les affaires conclues.

### PROFIL SOUHAITE

- préférence pour une formation ingénieur,
- bonnes connaissances de l'électronique,
- expérience industrielle et commerciale d'au moins 5 ans acquise en grande Entreprise et auprès de Clients importants,
- capacités à convaincre,
- bonnes connaissances en Anglais - nationalité française - Poste basé à la limite Ouest de Paris.

Adresser votre dossier de candidature sous référence 2880-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

**I.C.A.**

International Classified Advertising  
NEW YORK PARIS

## ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes et équipements de haute technologie destinés à la recherche pétrolière. Poursuivant le développement de notre Département Informatique, nous recherchons :

## 2 Responsables de Projets

### «MANAGEMENT CONTROL»

- Objectif : concevoir et élaborer des outils d'aide à la décision (indicateurs de gestion, tableaux de bord...), dans un contexte très informatisé.

Cet ingénieur, issu d'une Grande Ecole (X, Centrale)... a complété sa formation par des études de gestion (INSEAD, CESMA, MBA). Bien que très jeune (0 à 3 ans d'expérience), c'est son potentiel qui nous intéresse. (réf. 2621)

Les candidats retenus recevront les compléments nécessaires leur permettant de connaître l'environnement technique (IBM 3083/3033, MVS/DL 1, ... DEC, MT...).

La réussite dans ces postes et la pratique courante de l'anglais ouvrent des perspectives d'évolution au sein du groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Adresser votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé et d'une photographie, sous référence du poste choisi à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

### «CONTROLE QUALITE»

- Objectif : imaginer le «système qualité» intégrant études et production. L'ingénieur en charge de ce projet est issu d'une Grande Ecole, possède une première expérience de la production, et si possible du contrôle qualité, dans un contexte très informatisé. (réf. 2622).

Schlumberger

Important Constructeur Informatique, notre domaine d'activité, Informatique et Bureautique Distribuées, est en expansion rapide. Le niveau de la compétition sur ce marché suscite des priorités. La qualité de nos produits est l'une de ces priorités. La qualité, plus qu'une nécessité, est un état d'esprit que nous devons adopter en commun dans le but de satisfaire nos clients finaux. Nos concepts de base sont les suivants : la conformité aux besoins, les actions préventives, la performance et l'abaissement des coûts.

Afin d'optimiser notre action, nous proposons à un ingénieur expérimenté HF, un poste à responsabilité et à haute technicité. Pour assurer la Qualité de conception des logiciels, il (elle) rédige les plans qualité Produits. Ses recommandations en matière de réalisation de logiciels s'adressent aussi bien aux équipes de développement qu'à celles chargées de supporter nos produits. Pour s'exercer pleinement, son rôle de fédérateur des compétences techniques internes s'inscrit dans des actions de négociation fréquentes.

Ingenieur Informaticien Grande Ecole ou Université, vous vous êtes spécialisé pendant 3 ou 4 ans dans les techniques de réalisation de logiciels dans l'un des domaines suivants : télécom et réseaux, applications bureautiques et bancaires. L'expérience acquise dans vos fonctions et votre réussite à ce poste seront pour vous autant d'atouts que vous pourrez mettre en jeu afin d'évoluer dans notre Compagnie.

Merci d'adresser votre candidature détaillée (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence 4770 à l'Agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

## INGENIEUR EXPERIMENTE

## HISPANO SUIZA

Spécialistes des équipements aéronautiques et nucléaires, des turbines industrielles et matériels d'armement, nous appartenons au Groupe SNECMA - 26.000 personnes dont 3.200 cadres - qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées. Nous recherchons :

pour notre Département Informatisation

## CHEF DE PROJET

Diplômé grande école (Centrale, Sup'aéro...) ou Universitaire (MAGE...) et éventuellement IAE, ICG... Vous avez acquis une première expérience de l'informatique (stages, service national) et désirez poursuivre dans cette voie. Organisateur et informaticien vous disposerez de moyens informatiques modernes pour conduire des projets d'envergure.

Nous vous offrons en région parisienne un travail motivant, des perspectives d'évolution et des possibilités réelles de diversification.

GRUPE  
SNECMA

Merci d'adresser votre CV et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor 75724 PARIS CEDEX 15 sous référence HLI

## stic LA PASSION ET L'ACTION

Pour gagner demain, nous voulons nous attacher les meilleurs. Nous sommes un groupe puissant (500 MF, 700 pers.) à capitaux privés spécialisé dans la fabrication et la distribution de peintures sur des crânes de marchés spécifiques dont nous détenons le leadership français.

Si, à 27 ans environ, vous êtes un professionnel averti de la comptabilité, si vous souhaitez donner un essor nouveau à votre carrière en auditant 15 filiales régionales, si vous vous sentez de taille à créer notre bible des procédures et si par dessus tout vous avez l'énergie et la volonté de progresser, nous vous offrons l'opportunité d'une expérience exceptionnelle :

## auditeur

En collaboration avec la Direction financière et la responsable de la comptabilité du groupe, vous créerez le poste d'Auditeur et participerez à l'établissement du bilan consolidé.

Ce poste offre de réelles opportunités de carrière à un jeune professionnel très mobile et volontaire (BTS de comptabilité, DECS...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous référence 4556/F à : A.M.P., 40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS (qui transmettra).

L'Institut national de la communication audiovisuelle recherche pour sa direction de la formation professionnelle

## 2 CADRES TECHNIQUES (H/F.)

appelés (es) à mettre en œuvre des actions de formation et à intervenir sur les stages. Titulaires d'une maîtrise électronique et ayant au moins 2 ans de pratique professionnelle, de préférence dans le domaine de vidéo-fréquences ou radio-fréquences. Pratique de l'anglais souhaitée. (Libérés des obligations militaires.)

Lieu de travail : Bry-sur-Marne.

Rémunération mensuelle brute : 10.500 F X 12.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé et photocopié du diplôme, seront à adresser à M<sup>me</sup> GAUTIER, chef du service du personnel et des affaires sociales de l'I.N.C.A., 193-197, rue de Bercy, tour GAMMA A, 75582 PARIS CEDEX 12. Jusqu'au 8 mars 1985.

### PROGRAMMEUR

Sté Mutualiste près Gare St-Lazare, équipe d'un matériel BULL DPS 7 (50 TERNIAUD) recherche :

CONFIRMÉ

DUT ou équivalent, minimum 2 ans exp., connais. TDS appr. Adr. lettre man. C.V., photo et prét. à : M.G.C.I.A., M. SOULAS 55, r. du Rocher, 75006 PARIS CEDEX 06.

## Ingénieurs Architecture matériel de haut niveau

Un important constructeur informatique recherche des ingénieurs orientés architecture matériel, logique et microprogrammation pour participer aux développements de produits de haute technicité utilisant des technologies de pointe (VLSI), des moyens performants (CAO), et pouvant impliquer des contacts à l'étranger.

Issu d'une grande école (X, Centrale, Supélec, Télécom, Ensimag, ...) ou vous avez acquis une formation informatique, vous êtes débutant, ou mieux, vous avez une expérience de 2 ou 3 ans dans des domaines tels que l'architecture système, les microprocesseurs et leurs utilisations, ou le développement de systèmes.

Par votre niveau technique, votre esprit de communication, votre goût du travail en équipe et votre dynamisme, vous vous intégrez rapidement et évoluez dans une division performante.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2952 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

**E&W** Ernst & Whinney Conseil

secrétaires secrétaires secrétaires

## SERGECIM

RECHERCHE  
POUR SON DIRECTEUR

## ASSISTANTE DE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS

### CAPABLE D'ASSURER :

- le secrétariat courant ;
- la liaison et la coordination entre les divers responsables de la Société ;
- les relations avec l'ensemble des clients.

### ELLE :

- est très disponible ;
- possède une expérience d'une dizaine d'années dans un poste similaire.

LIEU DE TRAVAIL : FORUM DES HALLES DE PARIS.

Adresser curriculum vitae, lettre manuscrite et prétentions à Claude GAILLY - SERGECIM Forum des Halles - B.P. 113 - 75045 PARIS CEDEX 01.

PME Ingénierie internationale

beni. Ouest rech.

### SECRÉTAIRE

ht niveau, au moins bilingue anglais, min. 23 ans, pr. diriger et part. trav. secrétariat direct. et serv. logistique. Sal. 115.000 F en. Ltr. au J.-S. 85. For. C.V. et prét. n° 72.331 PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Cabinet de marketing rech. sa

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION

OFFRES : totale responsabilité administrative, travail varié, quartier République, ambiance non conformiste. EDIGEONS : excellente dédicte, compt., org., auto. et bon contact.

Env. C.V. et prét. sous réf. M 1 à ORGATEC, 18, rue du Faubourg du Temple, 75011 PARIS.

94 A. AUBECQ

recherche

UNE STENOGRAPHE

TELEXISTE STANDARDISTE

+ PETIT SECRETARIAT

Adresser lettre man. + C.V.

Sur lieu de travail :

27, rue des Vignes, 75016 Paris.

LES EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES recherchent pour l'une de leurs publications

## JURISTE EXPERIMENTE EN DROIT DES SOCIETES

Expérience indispensable dans la pratique de la rédaction, études et formules.

Envoyer lettre manuscrite, CV très détaillé photo et prétentions à

la Direction du Personnel

19, rue Péclet 75739 Paris Cedex 15

Pour assurer le développement de ses opérations et le suivi de ses contrats

SOCIETE DE NEGOCIE INTERNATIONAL EN MATIERES PREMIERES recherche

pour son siège parisien :

CADRE ou assimilé ayant une expérience en SHIPPING et/ou en CREDIT DOCUMENTAIRE.

Les responsabilités et la rémunération sont fonction de l'expérience des candidats et de leur faculté à participer à un travail d'équipe.

Adresser C.V., photo et prétentions à CONTESSÉ PUBLICTE, s/réf. 6064, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

صكرا من الراحل



دنيا من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 27 février 1985 - Page 29

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes et équipements de haute technologie destinés à la recherche pétrolière. Pour augmenter le potentiel de notre ligne de produits «Unités Laboratoires» nous recherchons :

## Ingénieurs Mécaniciens (AM, ENSI, INSA...) débutants ou 1<sup>ère</sup> expérience

Ils auront la responsabilité de projets dont les principales étapes sont :

- La conception avec l'aide d'un bureau d'études équipé de CAO, conception qui nécessite de bonnes connaissances du calcul des chaînes cinématiques, des systèmes hydrauliques et de l'électro-technique.
- Le réalisation de prototypes et leur mise au point qui peuvent se faire sur le terrain.
- Le lancement des pré-séries avec l'aide d'un atelier auquel ils apporteront l'assistance technique.
- Le transfert des technologies chez nos sous-traitants.

Ces postes nécessitent une grande disponibilité pour des déplacements de courte durée en France ou à l'étranger ainsi qu'une bonne maîtrise de la langue anglaise.

La réussite dans ces postes ouvre des perspectives d'évolution au sein du groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Adressez votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé et d'une photographie, sous référence 2623 à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

### GTIF

7.000 personnes, un chiffre d'affaires H.T. de 2,8 milliards dans l'industrie électrique, recherche pour son SIÈGE SOCIAL.

### CHEF COMPTABLE

- 30 ans minimum
- Diplômé DEC ou équivalent
- 5 ans expérience professionnelle et connaissances approfondies comptabilité internationale.
- Disponible rapidement.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et références à : M. GÉNÉRAL de Trévoux et d'Innovation, Directeur financier et comptable, 280, rue du 8-Mai, 75380 Montesson.

Pour développer la structure commerciale le numéro un français (C.A. 84 : 812.000.000 F. progression : + 25,5 % 13.000 clients) propose un stage de formation.

Si vous souhaitez devenir l'un de nos COLLABORATEURS COMMERCIAUX (H. ou F.)

Téléphonez pour Paris et bureaux Ouest au 800-24-03, poste 42 et pour bureaux Sud au 800-52-52, poste 33.

### SOCIÉTÉ BITUME

#### recherche COMPTABLE

2<sup>e</sup> échelon minimum TRES URGENT. Tél. : 338-20-30. 700-14-11.

### SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recrute pour son Centre de Recherches du BOUCHET (Essonne)

## CHEF DE LABORATOIRE

Ingénieur chimiste diplômé (chimie analytique) ayant des connaissances en informatique.

Il sera chargé d'animer un laboratoire de 5 personnes, spécialisé dans la compatibilité chimique et la stabilité thermique de produits pyrotechniques.

Ecrire avec CV, photo et prêt à SNPE CRB, BP 2 - 91710 VERT LE PETIT réf. à rappeler I.FHC.85/12

## Contrôleur de Gestion

Important groupe de sociétés du secteur TERTIAIRE à Paris cherche un

### Professionnel

formation HEC, ESSEC, ESCP + DEC, ayant déjà assumé une fonction de contrôle de gestion pendant 3 à 5 ans.

Directement rattaché au Directeur Financier, il animera une équipe de contrôleurs.

Chargé d'élaborer et de suivre les budgets et les plans, il devra conjointement développer les outils d'analyses financières et d'études de rentabilité.

Les unités de gestion décentralisées qu'il aura à contrôler sont situées essentiellement en région parisienne.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 1071

INTERCARRIÈRES 5, rue du Helder 75009 Paris

### S.S.I.L. BATIMENT T.P. QUARTIER ÉTOILE

#### recherche JEUNE COMMERCIAL

BAC + 4 ou équivalent

premières expériences en MICRO-INFORMATIQUE DE GESTION souhaitées.

Écrire avec C.V., photo et références à : M. COURVOISIER C.A.C.T.

Service du Personnel, 8-14, rue La Pérouse, 75784 PARIS CEDEX 18.

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons

quelques

### PERSONNES DE CARACTÈRE

capables après stage, d'entretenir après un an 10 à 15.000 F mensuels.

Nous leur offrons :

- Une formation complète.
- Une activité passionnante.
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Écrire avec C.V. et photo à : n° 4.458 Publications Réunion, 112, bd Voltaire, 75011 Paris. La préférence sera donnée à candidats ayant fait :

- SORT de bonnes études.
- SORT la preuve de leur personnalité.

ENTREPRISE DE PREMIER CENTRE DE PARIS

DOVO

### JOURNALISTE

pour informations sur les sociétés. Expérience des services d'études de banques ou d'analyses financières souhaitées.

Adresser candidature S.G.P.

13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ou UNIVERSITAIRES

pour assurer des développements :

- Langage C/UNIX ou
- Assemblage Pascal
- Logiciel de base
- Assemblage Motorola.

Écrire au téléphone au : 78-80, avenue Gallieni

tour Gallieni 1 93174 BAGNOLET CEDEX. Tél. : 350-13-54/55.

IMPORTANTE ETÉ RECHERCHE POUR ADRESSER VOTRE

### ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Expérience IBM 34/35.
- Langage COBOL et SAS II.
- Connaissance matériel BULL également appréciée.
- Poste à pourvoir. ADJOINT CHIEF SERV. INFORMAT.

Envoyer C.V. + photo sous référence 2224 à LEVI TOURNAI ASSOCIÉS, 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

## les professionnels du contact recrutent leurs informaticiens

### PAR CONCOURS

#### Analyste Programmeur de système

Diplômés d'Études Supérieures Informatiques  
Concours prévus en novembre 1985

#### Inspecteur principal technique

NIVEAU BAC + 5  
Grandes Écoles d'ingénieurs et de commerce ou Universités option : Informatique  
Âgés de moins de 30 ans  
Épreuves les 15 et 16 avril 1985  
Clôture des inscriptions le 11 mars 1985

MINISTÈRE DES PTT

Nous sommes la filiale française d'un Groupe Américain. Nous employons aujourd'hui 500 personnes à Paris, Rungis et St Rémy sur Avre (90 kms à l'Ouest de Paris) où se trouve implantée notre unité de production et réalisons un chiffre d'affaires de 500 millions de F.

Notre croissance régulière depuis plus de 10 ans, la qualité de nos produits et nos activités dans le domaine de la recherche placent aujourd'hui notre groupe (35000 personnes dans 60 pays) parmi les leaders de l'industrie de la santé au niveau mondial et aussi parmi les plus remarquables pour la qualité de leur gestion.

Notre directeur Financier recherche aujourd'hui deux nouveaux collaborateurs.

### Un contrôleur de gestion

Référence 596/30 M

Vous assurez le suivi des dépenses et établissez les coûts de production, préparez les plans et les budgets, en suivez l'application, calculez les prix de revient, organisez et animez votre service et développez les systèmes d'information.

A 28 ans, vous avez 4 à 5 ans d'expérience du contrôle budgétaire dans une entreprise industrielle anglo-saxonne ou de l'audit dans un cabinet international. Vous parlez couramment l'anglais. Vos connaissances de la

comptabilité générale et analytique et votre formation (École de commerce, maîtrise de gestion) vous permettront ultérieurement d'évoluer vers d'autres responsabilités.

### Un responsable de la gestion de trésorerie

Référence 596/31 M

Vous organisez votre service, mettez en place et suivez son informatisation, et animez votre équipe. Vous assurez la gestion de la trésorerie ainsi que les prévisions y afférant et analysez les incidences de votre action sur le bilan et les résultats comptables de la société. De ce fait, vous travaillez aussi avec les autres services de la Direction Financière et pourrez ainsi évoluer vers d'autres fonctions. Aujourd'hui, vous avez une première expérience professionnelle de 2 ou 3 ans en entreprise ou dans un cabinet d'audit, une formation supérieure et de bonnes connaissances comptables. Vous parlez également l'anglais.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence correspondante (en indiquant votre rémunération actuelle).



Tour Fiat-Cedex 16 - 92084 Paris la Défense

Importante Institution Financière recherche pour son Bureau d'Études

## un Analyste Financier Bourse confirmé

- Diplômé d'Études Supérieures.  
- Deux à quatre ans d'expérience similaire.  
Envoyer CV, photo et prêt sous réf. RC0816 à Lévi Tournai Associés 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Magazine économique cherche adjoint(e) du Directeur formation supérieure et diplômée. Salaire : 8.000 F par mois. Goût du contact, bonne rédaction. Envoyer C.V. + photo à : ÉQUINOXE, 28, rue Lucien-Sampaix, 75010 PARIS.

VILLE BANQUE NORD-EST Plus de 40.000 habitants recrute par voie de mutation ATTACHE H.T.

Pour diriger le service action sociale. Exp. du secteur social. Adresser candidature et C.V. à M. B. 348 BURJ, 17, rue Labat, 94307 Vincennes, Cedex qui transmettra.

PARIS-7<sup>e</sup> RÉGIE-PRESSE recherche pour magazine grande diffusion MONTEUR (H. ou F.)

Libre de suite pour mes en pages annonces de publicité. Expérience souhaitée dans une fonction similaire. Prendre contact avec Joëlle LAMARE au 855-91-71.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.







# économie

## MONNAIES

### L'Europe et le Japon étudieraient des mesures pour freiner la hausse du dollar

Mardi 26 février, une rumeur courait sur les marchés des changes, suivant laquelle les autorités monétaires, en Europe et au Japon, auraient mis à l'étude des mesures pour tenter de ralentir la hausse irrésistible du dollar. Ce dernier, après avoir fait un bond de 20 centimes lundi 25 février à Paris, passant de 10,34 F à 10,54 F, a poussé une pointe, mardi matin, à 10,62 F avant de revenir à 10,57 F, puis 10,61 F. A Francfort, il a débordé le seuil de 3,45 DM pour atteindre 3,47 DM.

Les marchés des changes se sont montrés très nerveux, avec des variations de cours très rapides et d'une ampleur exceptionnelle. La hausse qui s'est produite en début de semaine reste, certes, inférieure à celle qui se produisit le 1<sup>er</sup> novembre 1978 (8 % à 10 % en quelques heures) ou même le 21 septembre dernier, avec une remontée de 3 %

du deutschemark entre 15 heures et 17 heures. Mais son rythme devient inquiétant pour les monnaies qui en sont victimes, essentiellement les monnaies européennes : 6 % en quinze jours, soit, à Paris, de 10 F à 10,60 F.

Dans l'immédiat, les banques centrales ont renoncé à intervenir, comme elles l'avaient fait le 22 janvier dernier, avec un succès très médiocre, puisque le mouvement ascensionnel du dollar reprenait dès le 4 février. Leur action a même fait l'objet de très vives critiques dans la mesure où elle n'a permis à la spéculation de racheter le dollar à un cours moins élevé avant une nouvelle étape de hausse, et où elle a obligé ceux qui avaient vraiment besoin de dollars à les acquiescer au prix fort par la suite, permettant ainsi à la spéculation de réaliser d'importants bénéfices.

Dans ces conditions, une certaine inquiétude règne sur les marchés, où les opérateurs se montrent très prudents, d'autant que la rapidité de la hausse rend le dollar vulnérable à toute réaction en baisse. Sur les graphiques que tiennent ces opérateurs, les cours de la monnaie américaine viennent de crever brusquement leurs harmonieuses courbes haussières. Même si une correction se produisait, elle ne serait pas très importante (de solides « supports » existent à 3,43 DM et 10,48 F par exemple) et, en tout cas, pas de nature à renverser la tendance.

« Toutes les données fondamentales sont en faveur du dollar, estime un opérateur. Viguer de l'économie américaine et ralentissement de l'inflation aux États-Unis, avec des taux d'intérêt qui se tendent sur l'euro-dollar. »

Que faire alors ? Tout le monde s'entretenait donc mardi matin de la possibilité de voir les gouvernements européens et japonais étudier des mesures qui auraient pour but de ralentir les flux de capitaux vers les États-Unis. Même l'Allemagne fédérale, traditionnellement opposée à tout contrôle sur ces flux, se poserait des questions à ce sujet. On repart, à nouveau, de l'institution d'un double marché, avec un dollar « financier », comme en Belgique. Toutefois, l'efficacité d'un tel contrôle est sérieusement en doute par les experts, puisqu'il ne s'appliquerait pas aux opérations interbancaires, les plus importantes en masse. La vraie solution serait de relancer massivement les économies européennes, avec tous les risques de dérapage que cela comporterait pour les prix et, surtout, en ce qui concerne la France, pour l'équilibre de la balance commerciale.

FRANÇOIS RENARD.

## AGRICULTURE

### LA DIFFICILE RESTRUCTURATION DU VIGNOBLE EUROPÉEN

### La France et l'Italie ne souhaitent pas limiter le droit de replantation

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Filippo Pandolfi, ministre italien de l'Agriculture, qui préside les travaux des Dix, voudrait que le Conseil adopte au cours de l'actuelle session (25 et 26 février) à Bruxelles, la nouvelle réglementation du marché du vin. A l'issue de la première journée de réunion, M. Michel Rocard doutait que cet objectif puisse être atteint. Le débat porte sur les mesures « structurelles » à mettre en œuvre pour rétablir un équilibre durable entre l'offre et la demande, et plus précisément sur l'opportunité de limiter le droit de replantation.

Les Dix sont à peu près d'accord sur la manière dont il conviendrait désormais de gérer le marché pour essayer d'endiguer la tendance aux excédents. Conformément aux orientations fixées en décembre 1984 par le Conseil européen de Dublin, il est entendu que, en cas de vendanges dépassant les besoins, la Commission déclencherait la distillation obligatoire à très bas prix (50 % du prix d'orientation). La Commission établit pour chaque région de la Communauté les quantités devant faire l'objet de cette distillation obligatoire, en fonction de l'évolution de la production par rapport à une période de référence de trois ans. L'idée est de pénaliser les viticulteurs qui augmentent leurs rendements. Les importants pouvoirs de gestion qui seront confiés à la Commission dans la nouvelle réglementation devraient aboutir à une diminution des dépenses communautaires.

Les Dix reconnaissent que de telles mesures ne suffisent pas et qu'il est nécessaire, pour en terminer

#### De notre correspondant

avec la surproduction chronique des vins de table, de réduire les surfaces plantées en vigne. Ils divergent sur la manière de procéder. La Commission, appuyée par l'ensemble des pays du Nord, propose deux types de mesures : d'une part une prime à l'arrachage de la vigne, d'autre part une limitation du droit de replanter. Ce sont là deux opérations bien distinctes. Dans le premier cas, le viticulteur qui décide d'arracher, par exemple, 5 hectares, recevrait une prime subordonnée à l'engagement qu'aucune vigne ne serait plantée sur cette terre pendant au moins treize ans. Le second cas concerne le viticulteur qui continue d'exploiter mais qui veut remplacer une partie de son vignoble : la Commission suggère alors que, s'il arrache 10 hectares, il ne puisse en replanter que 5 (6 hectares sur les côtes). Il recevrait une indemnité pour compenser les inconvénients de cette contrainte.

#### Deux logiques

Les Français et les Italiens acceptent la première mesure mais refusent la seconde. « L'invitation à l'arrachage ne sert à rien si on ne touche pas au droit de replanter. On arrache 200 000 hectares au cours des dernières années. Or, dans la CEE, la production n'a fait qu'augmenter. Le risque, c'est que les viticulteurs touchent de l'argent pour arracher dans un coin de leur exploitation et replantent en modernisant, c'est-à-dire en augmentant les rendements », souligne-t-on du côté de la Commission.

Les Français répliquent qu'une limitation du droit de replanter empêcherait la gestion normale de l'exploitation et porterait même atteinte à la politique d'amélioration de la qualité. Le viticulteur du Languedoc qui envisage une replantation en cépages de qualité ne fera pas l'opération, déjà risquée, s'il est sûr d'être pénalisé. M. Rocard ajoute que le système proposé par la Commission est difficilement applicable en Italie, où il n'y a pas de « casier viticole », c'est-à-dire que le contrôle administratif des arrachages et replantations effectués n'est pas fait d'habitude. Et puis, argument suprême, « les viticulteurs sont farouchement contre ».

La France suggère donc que l'on se contente de la fixation d'une prime d'arrachage pendant une période expérimentale de trois ans. Dans l'hypothèse où son succès serait insuffisant, on pourrait envisager alors, en dernier recours, un abaissement sur le droit de replantation.

Lundi 25 février au soir, M. Pandolfi a soumis au Conseil un projet de compromis qui rendait progressif, pendant cinq ans, cet abaissement sur le droit de replanter. « Un compromis au ras des pâquerettes, un simple affaiblissement des propositions de la Commission, des vannes ouvertes pour tous », a-t-on entendu du côté français où l'on affirme réfléchir à des solutions plus subtiles. L'idée, qui n'est pas évidente à concrétiser, est de parvenir à une réduction effective de la production sans gêner pour autant les viticulteurs qui jouent le jeu des productions de qualité.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## SOCIAL

### DANS DEUX LETTRES AU CNPF

### La CFDT et la CGC précisent les thèmes d'une négociation patronat-syndicats

Ainsi qu'ils l'avaient l'an et l'autre annoncé, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, et M. Paul Marchelli, président de la CGC, ont, le 25 février, adressé des lettres au président du CNPF, M. Yvon Gattaz, pour lui demander l'ouverture de négociations.

En des termes à peine différents, les deux dirigeants syndicalistes précisent à la fois le contenu, très large, de ces discussions et le calendrier. La CFDT propose « quatre thèmes distincts » en commençant par l'« extension du congé de conversion à tous les salariés frappés par des licenciements économiques », c'est-à-dire les CFR (contrats de formation recherche d'emploi) imaginés par le gouvernement. A ce sujet, M. Marchelli écrit qu'il est « urgent de se mettre d'accord (...) et, surtout, sur les moyens financiers ».

Le catalogue comprendrait ensuite, selon M. Maire, la réduction et l'organisation du temps de travail, l'« actualisation de l'accord de 1969-1974 » sur la sécurité de l'emploi et les modalités de licenciement, et la « maîtrise » des changements technologiques. Tous ces sujets avaient été abordés lors de la

négociation sur la flexibilité mais, cette fois, il s'agit de question de la négociation avec le souci d'améliorer des textes existants ou des accords déjà conclus.

Ensuite, la CFDT propose d'« explorer les mesures spécifiques adaptées aux petites et moyennes entreprises en matière de représentation des salariés » et se déclare « prête à discuter » d'un aménagement des contrats à durée déterminée pour les chômeurs de longue durée et les commandes à l'exportation. Enfin, elle souhaite une amélioration de l'indemnisation des chômeurs en fin de droits et voudrait accélérer la mise en place du dispositif de formation et alternance.

La CGC, pour sa part, y ajoute la nécessité d'une négociation qui vise à « améliorer », non seulement à « moderniser l'approche salariale par la remise en cause du SMIC », mais aussi à « réintroduire la nécessaire hiérarchie des salaires ».

La CFDT a décidé le 26 février, de demander une entrevue au CNPF « pour examiner si les conditions d'une discussion positive sont réunies », sur les CFR.

## REPÈRES

### Conjoncture : la France est redevenue « un excellent risque »

L'influent mensuel américain *Institutional Investor* estime dans son numéro de mars que la France est « rentrée en grâce » sur les marchés financiers où elle constituait désormais « un excellent risque ». Sous le titre « Un retour convaincant », le mensuel se réjouit de la politique de rigueur, « après un mauvais départ », du gouvernement socialiste, mais se demande si, à l'approche des élections, la tentation ne sera pas forte de « réorganiser » l'économie, au risque de relancer l'inflation.

### Concurrence : adoucissement possible de la loi antitrust aux États-Unis ?

Le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige, a saisi son gouvernement d'une proposition visant à adoucir certaines dispositions de la loi antitrust afin de réduire les obstacles aux fusions de sociétés. Il s'agit d'autoriser les fusions qui se trouvent actuellement bloquées lorsque les autorités préparent réduire la concurrence ou tendre à « la création d'un monopole ». Cette enquête préalable ne sera plus suspensive si la taxe de M. Baldrige est adoptée.

### Automobile : 15,5 millions de dollars de bénéfices pour American Motors.

American Motors, filiale à 45 % de Renault aux États-Unis, a dégagé un bénéfice net de 15,5 millions de dollars en 1984, malgré un dernier trimestre où les profits ont chuté de 58 % par rapport à la même période de 1983. Le chiffre d'affaires au dernier trimestre a baissé de 3,7 %, preuve de la vente des nouvelles Renault sur le marché américain. AMC a d'ailleurs annoncé une nouvelle réduction de sa production, pour éviter de gonfler ses stocks.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-IL	10,5740 10,5770	+ 150 + 160	+ 250 + 275	+ 350 + 420
5 ans	7,4946 7,5042	- 5 + 10	- 67 + 34	- 281 + 294
Yen (100)	4,0451 4,0454	+ 130 + 141	+ 221 + 239	+ 259 + 286
DM	3,8561 3,8587	+ 112 + 119	+ 225 + 237	+ 294 + 336
Platin	2,4961 2,4989	+ 77 + 82	+ 150 + 160	+ 412 + 445
S.R. (100)	15,777 15,7816	+ 3 + 30	- 33 + 46	- 323 + 95
5 ans	3,6212 3,6247	+ 132 + 143	+ 221 + 237	+ 281 + 299
1 (1 000)	4,0863 4,0845	- 128 - 117	- 280 - 232	- 1 584 - 1 417
1 (1 000)	11,1291 11,1429	- 329 - 297	- 680 - 622	- 1 584 - 1 417

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-11	5	3/8	5	1/2	8	11/16	8	13/16	9	1/16	9	3/16	6	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	9	15/16	
-------	---	-----	---	-----	---	-------	---	-------	---	------	---	------	---	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	--



# ÉTRANGER

## EN GRANDE-BRETAGNE

### Près de 50 % des mineurs ont repris le travail

Londres. — Après l'échec des derniers pourparlers, le gouvernement et la direction des mines se sont mis d'accord sur un accord de travail dans les houillères s'est soudainement accordé, le 25 février. Selon le National Coal Board (NCB), l'administration des charbonnages, trois

mille huit cent sept grévistes ont regagné leur poste au cours de cette seule journée, un chiffre-record qui dépasse largement celui enregistré le 19 novembre, au moment où, après l'interruption des négociations, l'effritement de la grève avait commencé.

#### De notre correspondant

Défaillance, sinon désespoir ? Le secrétaire général de l'Union nationale des mineurs (NUM), M. Peter Heathfield, s'est gardé d'employer de telles expressions, mais il n'en a pas moins reconnu qu'après cinquante semaines sans salaires, les « privations » pouvaient être devenues insupportables. Il faut tenir compte aussi de l'impasse à laquelle a abouti, la semaine dernière, la tentative de médiation du TUC, la centrale syndicale.

Les membres du cabinet de M. Thatcher et les dirigeants du NCB paraissent maintenant sûrs de pouvoir compter sur une désagrégation décisive et assez rapide du mouvement de grève, à l'approche de son premier anniversaire, le 6 mars. Selon eux, le sentiment de démoralisation qui semble affecter un nombre croissant de grévistes pourrait être d'autant plus fort qu'avant cette date le NCB devrait être en mesure d'annoncer que plus de la moitié des effectifs des houillères a cessé de respecter le mot d'ordre de la NUM. Lundi soir, le porte-parole des charbonnages déclarait que cette proportion excéderait 48 %, ce qui signifie qu'au rythme actuel la barre des 50 % pourrait même être franchie avant la fin de cette semaine.

Il s'agit d'un seuil psychologique important, car aux yeux des adversaires de la NUM, cela impliquerait que la majorité des mineurs ont « voté avec leurs pieds », terme que vient d'employer le secrétaire d'Etat à l'énergie, M. David Hunt. Le dépassement de ce cap équivaldrait, de ce point de vue au résultat de la consultation que le président de la NUM, M. Arthur Scargill, a refusé d'organiser depuis les premiers jours de la grève, malgré les réclamations de nombreux mineurs. Trente mille d'entre eux, notamment dans le Nottinghamshire, n'ont jamais observé les consignes de leur syndicat pour cette raison.

### FAITS ET CHIFFRES

#### Energie

Le Mexique a augmenté ses exportations de pétrole en 1985. — La Pemex, société d'Etat des pétroles mexicains a annoncé dans un communiqué que le comité du commerce extérieur du pétrole avait décidé de maintenir en 1985 le volume exporté inchangé à environ 1,5 million de barils par jour de pétrole brut. Le Mexique, qui, à en février, réduit ses prix de 1,25 dollar par baril pour suivre l'OPEP, maintiendra ses tarifs inchangés pour le mois de mars, précise la Pemex, et « ne cherchera pas à compenser la baisse des prix, annoncée le mois dernier, par une augmentation du volume exporté ».

#### Social

Mouvement de grève à la brasserie Heineken. — Un mouvement de grève illimitée concernant environ 550 salariés de la brasserie Heineken-France a débuté le 25 février. Les usines de Schlitzheim et Mutzig (Bas-Rhin), qui emploient 900 personnes. Les grévistes demandent une augmentation de salaire (2 % en janvier et 2,5 % en avril) et la revalorisation de certaines primes.

Menaces de grève écartées à Air France. — Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) a rapporté son ordre de grève prévu pour les 15, 16 et 17 mars, la compagnie Air France ayant satisfait à ses exigences de sécurité sur les Boeing-747 « combi ». En effet, la compagnie a renoncé provisoirement à supprimer deux sortes de secours pour installer six sièges supplémentaires. Bien qu'approuvée par les administrations américaine et française, cette « densification » aurait représenté, selon le SNPNC, un défi aux règles élémentaires de sécurité en matière d'évacuation d'urgence.

#### Transports

L'Airbus A-310 certifié aux Etats-Unis. — L'administration aéronautique américaine de délivrer à l'Airbus A-310 un certificat de navigabilité conformément aux accords entre la France et les Etats-Unis. La procédure avait été ouverte en octobre 1984, après l'annonce de la commande de ce type d'appareil par la compagnie aérienne américaine Panam.

#### Le patronat britannique prévoit une nette amélioration de l'activité économique

La satisfaction du gouvernement est d'autant plus grande que l'isolement de M. Scargill paraît s'aggraver. Les dirigeants de la centrale le tiennent manifestement pour le principal responsable de l'échec de leur médiation et des efforts diplomatiques déployés pendant plus d'un mois par le secrétaire général du TUC, M. Norman Willis. Ce dernier, dans l'espoir d'un règlement, s'est placé dans une situation politique délicate en allant jusqu'à solliciter l'intervention du premier ministre.

A l'annonce des statistiques révélées par le NCB, M. Scargill a, quant à lui, adopté une attitude résolument paradoxale, en affirmant qu'il s'agissait d'un résultat « désastreux » pour la direction des charbonnages, qui, selon lui, tablait sur un nombre deux fois plus grand de retours au travail. Le président de la NUM a contesté l'ensemble de ces données et a déclaré que 64 % des mineurs étaient encore en grève.

Toutefois, au pays de Galles, où le mouvement de grève était demeuré très solide, le nombre des mineurs reprenant leur poste a doublé en un jour. Même s'il s'agit d'un chiffre de 5 % des effectifs dans cette région, le changement semble révélateur d'une lassitude générale. En outre, c'est dans ces places fortes de la NUM — comme le pays de Galles ou le

Yorkshire — que les partisans les plus fidèles de M. Scargill font de plus en plus campagne auprès de lui pour essayer de le convaincre d'annuler lui-même le mot d'ordre de grève afin de préserver l'unité et la « dignité » du syndicat.

FRANCIS CORNU.

### LE PATRONAT BRITANNIQUE PRÉVOIT UNE NETTE AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le patronat britannique et la London Business School prévoient une nette amélioration de l'économie britannique dans les prochains mois. Selon la Confédération de l'industrie britannique, les carnets de commandes des exportateurs sont mieux remplis qu'ils ne l'ont été depuis 1977, les fabricants profitant de la baisse de la livre pour développer leurs ventes à l'étranger.

En outre, selon un sondage effectué auprès de mille sept cents firmes, les chefs d'entreprise ont une confiance accrue dans l'avenir avec optimisme en dépit de la forte hausse des taux d'intérêt intervenue depuis le début de 1985. Un sur trois compte accroître sa production au cours des quatre prochains mois.

Pour sa part, la London Business School estime que le produit national brut britannique connaîtra cette année une croissance de 3,5 % contre 2,5 % en 1984, et que les effets inflationnistes de la dépréciation de la livre seront de faible ampleur. Selon elle, le taux annuel d'inflation ne remontera que de 5 % à 6 % au printemps pour retomber entre 4 et 5 % à la fin de l'année. — (AFP.)

#### Aux Etats-Unis

### « INCERTITUDES » CONJONCTURELLES

Selon la Conférence Board, institut patronal d'études économiques, il est difficile de prévoir avec quelque exactitude la conjoncture américaine, étant données les « incertitudes » de l'environnement économique. Les Etats-Unis connaîtront une bonne expansion économique au cours des six prochains mois, mais au-delà de cette période les prévisions ne peuvent être que prudentes, compte tenu des « dangers » que représentent des déficits budgétaires massifs, des taux d'intérêt élevés, un déficit croissant de la balance commerciale et un dollar puissamment surévalué.

Toutefois, l'Association des économistes, qui travaille pour des sociétés américaines, estime que les Etats-Unis entreront probablement l'an prochain dans une phase de récession. Selon une enquête réalisée auprès d'un certain nombre des membres de l'Association, 52 % d'entre eux prévoient cette évolution. 17 % des économistes interrogés ont estimé, en revanche, que la reprise économique durera au moins jusqu'à la fin de 1987. L'entrée en récession serait provoquée par l'ampleur du déficit budgétaire, le niveau élevé des taux d'intérêt et la dégradation continue de la balance du commerce extérieur. — (AFP.)

## isa l'étoffe des managers

Vous avez cette étoffe : dimension personnelle, aptitude à la décision, volonté de réaliser. Essentiel... Vous avez, déjà, un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou une responsabilité en entreprise. Important... Mais un manager doit, aussi, être un vrai « professionnel ». Formation et entraînement intensifs sont alors indispensables. L'ISA, en 18 mois, vous donnera toute votre envergure.

#### Date limite

de dépôt des candidatures pour la deuxième session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1985 : Vendredi 1<sup>er</sup> mars 1985

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES  
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 956-80-00 POSTE 476 OU  
(3) 956-24-28 (LIGNE SPÉCIALE RENSEIGNEMENTS)  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
Centre HEC-ISA de Jouy-en-Josas

Si vous recevez une documentation, retournez ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessous.

Nom .....  
Rue ..... N° .....  
Code postal ..... ville .....  
Diplôme .....  
Expérience professionnelle .....

# TRANSPORTS

## DELMAS-VIELJEUX AU DEUXIÈME MARCHÉ DE LA BOURSE DE PARIS

### Un armateur pavillon haut

Un armateur français confiant et optimiste, le fait est suffisamment rare pour être souligné, tant les gémissements sont courants dans cette profession.

MM. Tristan Vieljeux et Alain Wils, respectivement PDG et administrateur-directeur général de la Société avarale Chargeurs Delmas-Vieljeux (SNCDV), ont, le 25 février, mis à la disposition de l'entreprise qu'ils dirigent, détaillé leurs projets et affirmé, preuves à l'appui, que le transport maritime sous pavillon français avait encore de beaux jours devant lui.

Près de cent vingt ans après la naissance, à La Rochelle, d'une société qui, aujourd'hui, fait honneur à l'armement français, la SNCDV décide de s'ouvrir sur le marché financier. A partir du 5 mars, la SNCDV s'introduit au second marché de la Bourse de Paris (1). Sur la base d'un prix d'offre minimum de 325 F par titre (avec puissance au 1<sup>er</sup> janvier 1984), deux cent soixante-dix-sept millions, soit 15,2 % du capital, seront mis en vente le premier jour. Ces actions étaient détenues, il y a encore quelques mois, par le groupe des Chargeurs réunis qui se « désengage » progressivement du secteur maritime.

1984 aura été, dans un environnement général médiocre, voire désastreux, une bonne année, en revanche, pour Delmas-Vieljeux. La marge brute d'autofinancement devrait dépasser 340 millions, au lieu de 313 en 1983. Le dividende passera de 18 à 20 francs.

Armateur d'élite, sachant vendre ses navires les plus anciens au meilleur moment et en commandant lorsque les chantiers navals sont aux abois pour trouver des commandes, Delmas-Vieljeux est le numéro un européen pour le trafic des lignes régulières entre l'Europe et l'Afrique occidentale. Les navires, dont la cheminée bleue

arborait la roue de Moulihouse blanche, assurent 25 % du trafic organisé dans le cadre des conférences maritimes internationales.

La surcapacité qui frappe la flotte mondiale en général touche relativement peu les navires spécialisés des lignes régulières, équipés eux-mêmes de moyens de manutention moderne. C'est le cas de Delmas, qui exploite une flotte de vingt-deux navires âgés en moyenne de quatre ans seulement. Quatre nouveaux cargos (600 millions de francs d'investissements) construits à Saint-Nazaire (deux) et en Yougoslavie (deux) pour l'achèvement du bois en grumes viendront rejoindre la flotte dans les prochains mois.

#### Le choix de la rentabilité

« Notre stratégie est simple, explique M. Wils : privilégier la rentabilité avant tout la croissance. » Pour cela, la SNCDV a taillé dans les activités maritimes déficitaires et, par exemple, fermé les lignes vers l'Inde ou le Moyen-Orient. Elle cherche aussi à renforcer sa productivité en introduisant les conteneurs partout où ils peuvent l'être : 65 % du trafic avec l'Afrique au lieu de 26 % il y a dix ans. Si le prix de la tonne calculé au nombre de milles marins parcourus est à l'indice 100 il y a dix ans avec un cargo classique, il est plus que de 45 aujourd'hui sur une porte-conteneurs moderne capable de transporter 1 500 boîtes.

Disposant d'une trésorerie abondante, la SNCDV, qui aura achevé en 1986 la modernisation de sa « flotte africaine », va explorer les voies de la diversification. D'abord en renforçant les secteurs situés en amont et en aval du transport maritime proprement dit, c'est-à-dire le transit, les agences portuaires, la gestion du parc de conteneurs, la

coopération avec les flottes nationales africaines, le service porte à porte. Mais surtout, elle envisage de créer des filiales maritimes à l'étranger, auxquelles seront vendus les navires actuellement en service et progressivement remplacés par les cargos les plus modernes en construction. Ces filiales loueront leurs navires (exploités avec des équipages en majorité étrangers) sur le marché mondial, en calculant un taux de rentabilité minimum, selon une pratique à laquelle ont recouru les armateurs du monde entier.

C'est ce que l'on appelle l'internationalisation des armements européens, obérés par des charges d'exploitation plus lourdes que celles de leurs concurrents d'Asie du Sud-Est ou de ceux qui ont recouru à des pavillons de complaisance.

Armateur au sens grec ou norvégien du terme, la société Delmas-Vieljeux ? Ou plutôt financier qui vend et achète des navires au moment le plus propice pour réaliser des plus-values ? M. Tristan Vieljeux tranche avec humour : « Disons que je suis un armateur qui a de l'argent et un financier qui a des bateaux ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) L'entrée d'une entreprise sur le second marché lui permet de céder une faible fraction de son capital (10 % au minimum) au public.

La CGT appelle à la grève les employés des ports. — La fédération CGT des ports et des docks a lancé un mot d'ordre de grève aux employés des ports autonomes et des chambres de commerce maritimes et de pêche pour le 27 février. Le but de ce mouvement (qui s'adresse aux grues, personnel d'exploitation, agents d'administration) est d'obtenir une nouvelle réunion de négociation salariale et le maintien du pouvoir d'achat pour 1985.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### COMPAGNIE DU MIDI ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS VI

Le transfert du portefeuille de contrats d'assurances de l'A.G.P. Vie en faveur des sociétés Capre Vie et T.E.V., approuvé par les actionnaires des sociétés concernées lors de leurs assemblées extraordinaires du 12 décembre 1984, est devenu définitif. Le groupe de Paris VI a absorbé sa filiale l'A.G.P. Vie, désormais dénommée Holding du groupe de Paris (H.G.P.).

Les conseils d'administration de ces deux sociétés, lors de leur réunion du 20 février 1985, ont approuvé le schéma général des opérations qui prévoit, avant la fusion, divers apports partiels d'actifs affectés en faveur d'autres sociétés du groupe. L'ensemble des opérations sera soumis à l'approbation des actionnaires réunis en assemblées extraordinaires dans le courant du mois de juillet 1985. Les parties de fusion seront fixées dès que les conseils d'administration auront pris en compte les arrêts de la Commission des comptes et des rapports d'expertise. Elles devraient pouvoir être rendues publiques dans le courant du mois de juin prochain, avant même que soit mise à la disposition des actionnaires la note d'information établie conformément aux recommandations de la Commission des opérations de Bourse.

#### COFIMEG

Inscription obligatoire des actions au nominatif

Il est rappelé aux actionnaires que, conformément aux décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 1984 et par le conseil d'administration, les actions de la société doivent être obligatoirement inscrites au nominatif à compter du 22 mars prochain pour pouvoir faire l'objet de négociations en Bourse, recevoir les dividendes et participer aux diverses opérations sur titres.

En conséquence, les propriétaires d'actions au porteur sont tenus de demander à leur intermédiaire financier habilité (banque, agent de change...) l'inscription de leurs titres, soit en compte de « nominatif administré » tenu par l'intermédiaire habilité, soit en compte de « nominatif pur » tenu par le service des titres de la société, 64, rue de Liège, Paris (9). Tél. : 561-98-18.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
246-72-23, poste 2412

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8,40 % (ex-5 %) 1982

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> mars 1984 au 28 février 1985 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 8,40 % (ex-5 %) 1982 seront payables, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1985, à raison de F 21,00 par titre de 250 F nominal, contre détachement du coupon N° 23 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de F 2,52 (montant global : F 23,52).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 3,36 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,23 faisant ressortir un net de F 17,41. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

A partir de la même date, les obligations déposées avant le 1<sup>er</sup> décembre 1984 pour être remboursées par anticipation, cessent de porter intérêt et seront remboursées à F 320,00 coupon N° 24 au 1<sup>er</sup> mars 1986 attaché.

Ci-après, sont rappelées, les séries d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

Année	1964	Série	Année	1974	Série	Année	1984	Série
1966	« B »	1976	« R »					
1968	« F »	1978	« D »					
1970	« G »	1980	« L »					
1972	« H »	1982	« K »					

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 16,70 % (ex-10,60 %) 1985

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> mars 1984 au 28 février 1985 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 16,70 % (ex-10,60 %) 1985 seront payables, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1985, à raison de F 60,12 par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon N° 20 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de F 6,48 (montant global : F 66,60).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 10,01 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,66 faisant ressortir un net de F 49,45. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « D », « A » et « C » ont respectivement été remboursés depuis les 1<sup>ers</sup> mars 1971, 1977 et 1983.

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 18,90 % mars 1982

Les intérêts courus du 9 mars 1984 au 8 mars 1985 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 18,90 % mars 1982 seront payables, à partir du 9 mars 1985 à raison de F 760,50 par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon N° 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de F 84,50 (montant global : F 845,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 126,69 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 8,45 faisant ressortir un net de F 625,36. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 11 % juin 1977

Les intérêts courus du 20 mars 1984 au 19 mars 1985 à raison de F 99,00 par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon N° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de F 11,00 (montant global : F 110,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 16,49 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 1,10 faisant ressortir un net de F 81,41. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Ci-après, sont rappelées, les séries d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

— Amortissement 1981 : Série « N » et « P »

— Amortissement 1984 : Série « F » et « K »

#### NOTA

En application de la loi du 30 décembre 1981 — article 94, alinéa II et du décret N° 83-559 du 2 mai 1983 relatif à un régime des valeurs mobilières, nous précisons que :

- Les porteurs qui ont déposé leurs titres ainsi que la loi le prescrit, les montants des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital), sont portés au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux.
- Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital).
- Les porteurs peuvent obtenir toute information concernant les nouvelles modalités de paiement applicables aux valeurs dématérialisées en s'adressant aux caisses des Comptes directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés d'après :

سكنا من الاموال



522 من الاموال

## AFFAIRES

## ÉNERGIE

LES DIFFICULTÉS DE L'ÉLECTRONIQUE GRAND PUBLIC EN EUROPE

### Devant la poussée japonaise, Thomson et Philips pressent la CEE d'intervenir

L'industrie européenne de l'électronique grand public (téléviseurs, hi-fi, magnéto-cassettes...) se porte mal. Après l'arrivée des firmes japonaises en Grande-Bretagne à la fin des années 70, on a assisté depuis deux ans à

l'écroulement de la société italienne Zanussi et à la quasi-disparition de l'industrie allemande, rachetée en morceaux par Philips et Thomson, les deux seuls groupes de taille conséquente. Mais l'un et l'autre perdent de

l'argent. Une réaction au niveau communautaire paraît aujourd'hui indispensable. L'emploi de 200 000 personnes en dépend; une certaine indépendance dans les industries de la culture également.

Restraintement. Pour Philips et Thomson, l'heure est à la remise à plat de leurs activités d'électronique grand public. Les oses sont, comme les marques commerciales, trop nombreuses. Les emplois aussi. Il faut tout revoir et vite. La stratégie des années passées de « croissance externe » — par acquisitions — atteint ses limites. Il fallait à l'époque grandir à tout prix, pour réaliser des « économies d'échelle », et surtout pour éviter que les sociétés défilantes ne tombent aux mains des Japonais. Le plein est fait; il n'y a plus guère de sociétés indépendantes en Europe, à l'exception de quelques PMI très spécialisées.

Or la croissance externe porte des fruits amers. Sans doute ni Philips ni Thomson n'avaient-ils le choix. Mais on peut avec le temps mesurer les conséquences. D'abord l'acharnement qu'ont mis les deux groupes à racheter les « canards boiteux » n'a détérioré à l'extrême leurs rapports. L'affaire Grundig (tombé finalement dans le giron de Philips) est la meilleure illustration de cette lutte très vive qui s'est faite au détriment d'une collaboration intracompagnie toujours souhaitée, mais toujours repoussée. C'est seulement aujourd'hui, parce qu'il n'y a plus d'objet de convoitise, que les rapports peuvent s'améliorer. Hélas, cinq ans, au bas mot, furent perdus.

Ensuite, parce qu'en bout de campagne Thomson et Philips se retrouvent avec une pléthore de marques commerciales différentes et trop d'usines. Il leur faut donc rationaliser tant les circuits commerciaux que l'outil industriel. Thomson, après les acquisitions de Dual, de Saba et de Normande, s'est forgé une réputation de « tueur d'emplois » en RFA, qui le paralyse. Le simple changement de l'état-major de sa dernière acquisition — Telefunken — a provoqué un tollé dans la presse, les syndicats et les milieux politiques. Pourtant le groupe nationalisé se doit de réagir. Telefunken, Normande et Saba détenaient 27 % du marché allemand de la télévision en 1980. Ils n'avaient plus que 23 % en 1984, et les statistiques d'octobre et de novembre citées par le journal *Die Zeit* du 18 janvier leur donnent 20,2 %. Une perte de 7 points en quatre ans, soit presque l'équivalent de la part gagnée grâce à l'achat de Telefunken !

Mauvaise gestion ? Querelles intestines ? Quoi qu'il en soit, Thomson grand public, qui aura perdu 200 millions de francs en 1984, doit aller vite. La solide dette en capital que recevra le groupe cette année (1,3 milliard de francs) et les commandes publiques de micro-ordinateurs, dans le cadre du plan récemment décidé par le premier ministre, lui donneront de l'oxygène. Mais Thomson est désormais sur la défensive.

Le groupe français n'est pas le seul. Grandig de son côté va devoir réduire de 40 % ses effectifs (24 900 personnes), après une première coupe de 13 % en 1984. Philips lui-même, implanté dans toute

l'Europe, a déjà réduit le nombre de ses usines de tubes pour téléviseurs de neuf à quatre. Il faudra appliquer le même traitement aux téléviseurs eux-mêmes. « Nous ne pourrions pas garder les six usines actuelles », prévient M. Van der Klugt, vice-président et responsable des produits de consommation du groupe néerlandais. Le bilan de l'électronique grand-public de Philips aura été, lui aussi, « nettement déficitaire ». L'an passé, après un trou de 195 millions de florins en 1983 (environ 500 millions de francs).

#### Majorer les droits de douane

M. Van der Klugt espère néanmoins « sortir du rouge » cette année. Mais il a fallu accompagner la restructuration industrielle d'un véritable tournant stratégique qui a consisté, à faire la part du feu venant du Japon. Dans les magnéto-cassettes, Thomson s'étant allié à Japan Victor (JVC) autour du standard VHS, faire cavalier seul avec son V 2000 était devenu impossible pour Philips, qui fabrique et vend désormais des VHS en Europe. Une décision qui a déplaqué aux ingénieurs du groupe, même si commercialement elle s'avère payante. « Nous avons regagné 10 % du marché britannique en quatre mois », se félicite M. Van der Klugt. Le groupe y a cependant perdu de son indépendance technologique. Dans ses cartons, Philips dispose d'un magnéto-cassette 8 mm « de haut de gamme, au prix supérieur à 1 000 dollars ». Mais, là encore, la firme d'Eindhoven semble attendre de voir ce que feront les Japonais.

Dans la micro-informatique domestique, Philips a pris les devants en se ralliant, dès l'origine, au standard japonais MSX. Une réponse du néerlandais à Thomson, qui se bat — trop seul — avec ses TO-7 et MO-5. Déjà, l'industrie britannique, jusqu'ici puissante dans ce créneau, connaît de sérieuses difficultés.

L'Europe a perdu toute capacité de lancer un nouveau produit électronique. Le seul point de résistance reste les téléviseurs, marché où les Japonais ne détiennent que 10 % en Europe. Or « ces produits entrent dans une phase de complet renouvellement avec haut-parleurs séparés, câbles vidéo, tubes rayonnés à coins carrés, mémoires d'image, etc. Ce secteur, après une grande stabilité, devient très innovateur, et la lutte sera âpre, exactement comme pour l'audio dans les années 70 », explique M. Van der Klugt. L'audio ? Incertaine comparaison puisque les Japonais ont emporté 80 % du marché européen...

Comment résister au dynamisme nippon ? Comment regagner des marges de manœuvre ? Trois « mesures simples » doivent être prises en œuvre, selon les dirigeants de Philips. La suppression de la bureaucratie des douanes, d'abord, en remplaçant les documents en papier par l'informatique et en supprimant par étapes la facturation de la TVA aux frontières. Accélérer la

standardisation commune en Europe, ensuite. Philips se félicite à ce propos de l'adoption récente des normes de télévision par satellite dites « D 22 Mac-Paquets » qui se substitueront aux systèmes PAL et SECAM. Majorer les droits de douanes à l'entrée de la CEE enfin.

Cette dernière mesure serait sans doute la plus efficace dans l'immédiat. Philips et Thomson proposent de fixer pour trois ans à l'ensemble de l'électronique grand public, les taxes douanières entre 14 et 19 % (1). « Cela a été fait pour les disques compacts et cela a porté ses fruits », selon M. Van der Klugt. Pour l'heure, la Commission de Bruxelles a fait la sourde oreille. Les industriels ne sont appuyés que par les gouvernements français et hollandais, mais les pays dont l'industrie a disparu hésitent ou s'y opposent comme la Grande-Bretagne.

Le protectionnisme — même si Philips réclame ce mot — n'est jamais entièrement satisfaisant, parce qu'il est inflationniste notamment. Pourtant on voit mal comment contrer autrement l'envahissement japonais. Le « laisser-faire » et la lutte fratricide des autres constructeurs mondiaux leur ont donné un monopole dans les magnéto-cassettes, monopole qui « saigne » aujourd'hui tous les autres pays. Le bénéfice net sur chaque magnéto-cassette serait de 500 à 1 000 F. Ils en produisent 27 millions par an. Calcul simple : leur profit est au minimum de 13 milliards de francs pour les seuls

Propos recueillis par  
ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Les droits ont été portés de 9,5 % à 19 % pour les disques compacts. Ils seront réduits à 14 % en 1987 et reviendront à 9,5 % en 1988. Pour les autres appareils les droits sont de 14 % pour la TV et les tuners, de 9,5 % pour les vidéocassettes, de 8 % pour les magnéto-cassettes et de 5,3 % seulement pour les vidéocassettes, les cassettes, la hi-fi, les haut-parleurs.

PRINCIPAL BAILLEUR DE FONDS DU PROJET

### EDF veut se retirer de la centrale solaire Themis

L'avenir de la centrale Themis, première centrale solaire française, l'une des trois seules fonctionnant encore dans le monde, est compromis. EDF, principal bailleur de fonds, et exploitant du prototype, vient en effet d'annoncer son intention de dénoncer, en décembre 1985, l'accord d'exploitation conclu en 1980, pour cinq ans, avec ses partenaires (l'Agence française pour les économies d'énergie, le département des Pyrénées-Orientales et la région Languedoc-Roussillon).

Le retrait d'EDF était prévisible. Conçue dès l'origine comme un prototype, et déjà contestée par une partie des milieux scientifiques, Themis, construite à Targassonne (Pyrénées-Orientales), était couplée au réseau depuis mai 1983 et alimentait en électricité la ville voisine de Font-Romeu. Son coût initial (230 millions de francs hors taxes) et surtout les charges de fonctionnement (15 millions de francs par an) supportées à 69 % par EDF rendaient le projet non viable économiquement.

« Themis était une étape dans la recherche. On a tiré les enseignements de cette expérience. Cela ne pouvait être un moyen de production », explique-t-on à EDF. Du fait de sa conception, la centrale consomme *grosso modo* plus d'énergie qu'elle n'en produit et le coût du kilowatt-heure atteint près de 10 F, alors qu'il est facturé en moyenne au consommateur à 0,50 F.

L'expérience Themis survivra-t-elle au retrait d'EDF ? C'est ce que souhaite l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, soulignant que des travaux sont en cours

pour étudier une formule exportable de la centrale. Appliquée à une puissance de 2,5 mégawatts (Themis n'en a que 2,5) la même technique permet d'atteindre un prix de revient de 1,50 F/kilowatt-heure, qui peut « passer » dans certaines conditions : pays très ensoleillés où les besoins de climatisation sont importants, explique-t-on à l'Agence.

L'AFME, estimant que les possibilités de cette filière solaire restent entières, bien que repoussées à plus long terme du fait de la baisse du prix des énergies concurrentes, étudie les moyens de poursuivre l'expérimentation soit en s'entendant avec EDF pour une exploitation à effectifs réduits (actuellement quarante agents EDF sont employés sur le site), soit en louant les services d'une société spécialisée. L'AFME reconnaît toutefois que, passé 1986, si aucune suite n'est donnée aux projets d'exportation, l'arrêt de Themis sera inévitable.

V.M.

● Manifestation prometteuse en Bretagne. On a tiré les enseignements de cette expérience. Cela ne pouvait être un moyen de production », explique-t-on à EDF. Du fait de sa conception, la centrale consomme *grosso modo* plus d'énergie qu'elle n'en produit et le coût du kilowatt-heure atteint près de 10 F, alors qu'il est facturé en moyenne au consommateur à 0,50 F.

## LOGICIELS HP150

### LISTE DES DISTRIBUTEURS AGRÉÉS

- |  |  |   |   |
|--|--|---|---|
| 01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA<br>Carrefour de l'Europe<br>01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA<br>BOULEVARD - 45 av. Maginot<br>08000 NICE - SORBONNE<br>INFORMATIQUE - 33 rue Giffredo<br>06400 CANNES - SORBONNE<br>INFORMATIQUE - 7 rue des Belges<br>06700 ST-LAURENT-DU-VAIR<br>COMPUTERLAND - Sorde Cap 3000<br>Av. Léon Béranger<br>10000 TROYES - STE-AUBE<br>INFORMATIQUE - 10 place Foch<br>13006 MARSEILLE - L'ORDINATEUR<br>114 Cours Lieutaud<br>13006 MARSEILLE - CALCULS<br>ACTUELS - 49 rue Paradis<br>13006 MARSEILLE<br>COMPUTERLAND - 1 av. de Corinthe<br>13006 MARSEILLE - CALCULS<br>ACTUELS - 111 rue Paradis<br>13006 MARSEILLE - D.N.S.<br>L'ORDINATEUR - 3 rue Lefebvre<br>13100 AIX-EN-PROVENCE - FBI<br>FRANCE BUREAU INFORMATIQUE<br>BUREAU SERVICE IMMEUBLE LE<br>MIRABEAU - 3 av. des Belges<br>13770 VENELLES - DNS<br>L'ORDINATEUR - 21 Les Piboules<br>Avenue des Ribas<br>14000 CAEN - COMPUTERLAND<br>12 rue St-Pierre<br>14000 CAEN - CAEN MICRO<br>INFORMATIQUE - 154-156 rue St-Jean<br>18000 ANGOULEME - SCEMI<br>6 terrasse d'Aegyptos<br>1 allée des Châumes de Crege<br>17000 LA ROCHELLE - SATTI<br>INFORMATIQUE - 7 rue St-Côme<br>17100 SAINTES - SATTI<br>INFORMATIQUE<br>21000 DIJON - DIALOG INFORMATIQUE<br>19-20 av. du Marché Foch<br>24001 PÉRIGUEUX - MREB<br>4 av. d'Aquitaine<br>25400 AUDINCOURT - S.G.I.<br>21 Les Arblottiers - B.P. 88<br>29000 QUIMPER - RADIO SELL<br>SIREVE - Centre Commercial<br>du Relais | 29200 BREST - SEDASIS - 1r. de Nantes<br>29239 GOUVENOU - RADIO SELL<br>SIREVE - ZAC de Kergaderac<br>27 rue Gaston Planté<br>31000 TOULOUSE - ACTION INFORMATIQUE<br>33 rue Bertrand de Born<br>31000 TOULOUSE - COMPUTERLAND<br>32 rue des Paradoux<br>31000 TOULOUSE - STE TECHNIC<br>CALUL - 11 bd des Ricollottes<br>31000 TOULOUSE - SOUBIRON<br>9 rue Kennedy<br>31000 TOULOUSE - AGENA<br>5-7 rue St-Antoine du T.<br>33000 BORDEAUX - AEA<br>48 allée de Tourny<br>34000 MONTPELLIER - INTERFACES<br>4 av. Georges Clemenceau<br>34000 MONTPELLIER - INFOCOP<br>Croc d'Argent, Central Park<br>Avenue Paul Valéry<br>35000 RENNES - COMPUTERLAND<br>13 rue du Mail<br>35014 RENNES - VICATEL<br>6 rue du Bois Rondel<br>37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS<br>G.M.L. - 11 rue Martin Audenot<br>38000 GRENOBLE - AXIAL<br>11 bd Gambetta<br>38240 MEYLAN - KRISTAL - Chemin<br>des Clos - Z.I.R.S.T.<br>42100 SAINT-ETIENNE - PONY<br>EXPRESS - 32 rue du Docteur Charcot<br>44000 NANTES - GFO<br>INFORMATIQUE - 2 place Denton<br>44000 NANTES - AGENA OUEST<br>28 bd Guichard<br>44154 SAINT-BREVEIN-LES-PINS<br>TORRIQ - 21 de la Guierche<br>45140 SAINT-JEAN-DE-<br>LA-RUELLE - ES OLIVIER - Centre<br>Océanique-Ingres - Rue Henri Dantet<br>45200 MONTARGIS - INFORMATIX<br>94 rue des Déportés<br>49000 ANGERS - ORDISOFT<br>17 place Molère<br>49000 ANGERS - ORDISOFT<br>53 rue Boissier<br>49300 CHOLET - ACS INFORMATIQUE<br>Plassis 17 bd Dehumeau<br>49400 SAUMUR - ORDISOFT<br>19 rue du Marché<br>51000 REIMS - ESPACE BUREAU<br>SYSTEMS - 27 bd de la Paix<br>51200 EPERNAY - ESPACE BUREAU<br>SYSTEMS - 56 av. du Marché Foch<br>54000 NANCY - ETS RITTER<br>1 place Carnot<br>58000 LOIRET - COMPUTERLAND<br>2 rue Léo Bourge<br>58000 ALUNAY - VIDOR<br>40 bd Anne de Bretagne | 59000 LILLE - RYO INFORMATIQUE<br>42 rue de Paris<br>59000 LILLE - AGENA NORD<br>115-117 rue Nationale<br>59000 LILLE - ETS CATRY<br>38 rue Faidherbe<br>59110 LA MAROLLE-LES-LILLE<br>L.M.C. DISTRIBUTION<br>223 av. de la République<br>59140 DUNKERQUE - LITTORAL<br>EQUIPEMENT - 16 rue des Arbres<br>60100 CREIL - HAPTEL - 2 av. de l'Europe<br>62100 CALAIS - LITTORAL<br>EQUIPEMENT - 41 rue Aubert<br>62200 BOULOGNE/MER - LITTORAL<br>EQUIPEMENT - Le Poséidon<br>30 av. Charles de Gaulle<br>63000 CLERMONT-FERRAND<br>NEURAL INFORMATIQUE - 3 cours Sobon<br>63000 CLERMONT-FERRAND<br>AUVERGNE - 21 - 2 rue de l'Industrie<br>64000 PAU - AGI - 47 rue E. Guichard<br>64100 BAYONNE - ESPACE<br>MICRO 64 - 10 rue J. Lafitte<br>67000 STRASBOURG - AGENA<br>STRASBOURG - 5 place du Corbeau<br>68110 ILLZACH - DUBICH - Centre<br>commercial Le Napoléon - 6 rue de Berne<br>69000 LYON - AGENA RHÔNE-ALPES<br>47 cours Gambetta<br>69002 LYON - TERTIAL - 17 rue Gentil<br>69008 LYON - STCC INFORMATIQUE<br>69 rue de la République<br>69007 LYON - FACEN<br>Motel d'entreprise - 75 rue Gerland<br>69007 LYON - O.D.M. - 274r. de Créqui<br>69100 VILLEURBANNE<br>INFORMATIQUE APPLIQUÉE - Pl. Croix<br>Luitet, 171 rue Roger Selengro<br>69440 MORNANT - EPI<br>Le Penil St-Laurent d'Agny<br>72100 LUNIL - ZI Sud<br>14 bd Lefebvre<br>74000 ANNECY - D.S.A. MICRO<br>3 rue des Glères<br>74300 CLUSE - I.C.S. - 16r. Nicolas Grod<br>74102 ANNEMASSE CEDEX - D.S.A.<br>MICRO - 15 rue Adrien Ligué - B.P. 89<br>75005 PARIS - COMPUTERLAND<br>38 bd St-Marcel<br>75005 PARIS - LA RÈGLE A CALCUL<br>65 bd St-Germain<br>75008 PARIS - AGENA<br>25 rue de la République<br>75009 PARIS - ELKOTRON<br>55 rue d'Amsterdam<br>75009 PARIS - MÉDICAL COMPUTER<br>3 rue Chaussée d'Antin<br>75009 PARIS - L.T.A. - 13 rue Lafayette<br>75010 PARIS - SYSMEDA<br>8 rue Demarquet<br>75010 PARIS - ILL CENTER<br>INFORMATIQUE - 65 bd Magenta<br>75011 PARIS - MICROPOLIS<br>53 av. Philippe Auguste<br>75011 PARIS - IF/SILICON CENTER<br>70 rue de Montreuil<br>75011 PARIS - COPEM - 1 rue Guénée<br>75013 PARIS - SERBI<br>209 bd Vincent Auriol | 75013 PARIS - RANDOM<br>68 bd St-Marcel<br>75013 PARIS - HAMILTON HGL<br>25 rue de Tolbiac<br>75014 PARIS - RYO INFORMATIQUE<br>34 bd de Montpermeuse<br>75015 PARIS - ILL CENTER<br>INFORMATIQUE - 143 av. Félix Faure<br>75015 PARIS - L.T.A. - 8 n. de l'Arrivée<br>75016 PARIS - RANDOM - 49 av. Nôtre<br>75016 PARIS - BATISTEM<br>5 rue Boileau<br>75017 PARIS - GAMIC<br>27 bd Guersant<br>75017 PARIS - STE MENTHOR<br>28 rue Vernier<br>75017 PARIS - RANDOM<br>75 bd Péreire<br>75018 PARIS - LOCATEL<br>1 square Clignancourt<br>75019 PARIS - INFOGRAPH<br>28 rue d'Hauteville<br>75740 PARIS CEDEX 15<br>COMPUTERLAND PARIS XV<br>Centre Commercial Beaugrenelle<br>16 rue Linois - B.P. 64<br>76000 ROUEN - COMPUTERLAND<br>62 rue Jeanne d'Arc<br>76000 ROUEN - SCRIPTA<br>INFORMATIQUE - 130 rue Jeanne d'Arc<br>76000 LE HAVRE - V.P.C.<br>37 rue Louis Brindeau<br>76700 GONFREVILLE L'ORCHER<br>O.M. - R.V.5<br>78140 VÉLIZY - AB MICRO CONSEIL<br>54 bis place Louvois<br>78200 MANTES-LE-JOLIE - MICRO<br>& SYSTEMS - 12 rue Henri Rivière<br>79000 NOIRY - C.M.L. - 38 rue Mellaie<br>80000 AMIENS - LOGIC<br>20 rue St-Fusien<br>84000 AVIGNON - INTERFACES<br>32 rue de la Balance<br>85000 LA ROCHE-SUR-YON - G.L.D.<br>19 rue des Pyramides<br>87000 LIMOGES - MACORSUR<br>12 rue Jean Jaures<br>91000 EVRY - COMPTA FRANCE<br>Centre Artisanal les Passages Vennel<br>8. Franklin<br>91400 LES ULIS - C.M.G.<br>21 Courtois - La Parais<br>92000 NANTERRE - H.D.S.<br>37 rue Henri Barbusse<br>92100 BOULOGNE-BILLANCOURT<br>COMPTA FRANCE - 3 route de la Reine<br>92160 ANTHONY - ALMEX<br>48 rue de l'Aubépine<br>92280 BACHES - S.T.I.<br>19 bis rue de Villeneuve<br>92800 PUTEAUX - E.A.C.<br>Centre Commercial PER - La Défense 4<br>94150 RUNGIS - SCAIS<br>Sic 137 - 80 rue d'Arcueil<br>98000 MONTE-CARLO - IMCO<br>13 rue St-Michel |
|--|--|---|---|

HEWLETT  
PACKARD

### LES ÉTATS-UNIS ROMPENT LEURS NÉGOCIATIONS AVEC TOKYO SUR L'OUVERTURE DU MARCHÉ JAPONAIS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

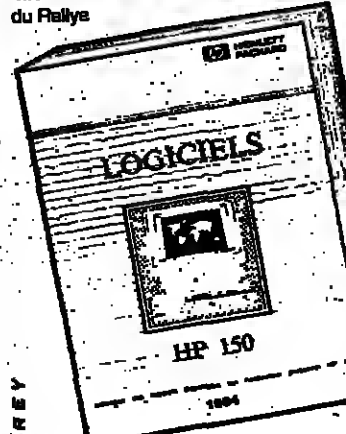
Les États-Unis ont rompu les négociations engagées avec le Japon sur l'ouverture du marché japonais de télécommunications aux firmes américaines. M. Baldrige, secrétaire d'État au commerce, a précisé que les conversations reprendront quand le Japon fera des « ouvertures précises » et cessera de ne faire que des propositions théoriques.

Le marché des télécommunications de la NTT (Nippon Telegraph and Telephone) est resté, jusqu'ici, chassé-gardée des firmes japonaises, et les Américains ont multiplié les pressions sur leur allié pour y avoir accès. Le monopole de la NTT devant être privatisé le 1<sup>er</sup> avril, dans le cadre de la « déréglementation » adoptée par le Parlement, une brèche est ouverte. Les constructeurs américains espèrent s'y engouffrer, mais les règles du nouveau système semblent imprécises et insuffisantes aux yeux de Washington, qui réclame une attitude plus libérale et menace de prendre des mesures de rétorsion.

RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « Thank You America », sur le redressement de Chrysler (le Monde du 26 février), il convient de noter, à l'avant-dernier paragraphe, que les pertes de Chrysler (3,3 milliards de dollars) ont été subies entre 1977 et 1981 (et non entre 1971 et 1981 comme il a été indiqué).

● Machine-Outil : Dufour redémarrage. L'entreprise de machines-outils Dufour de Montreuil (Seine-Saint-Denis), en liquidation de biens depuis janvier 1984, vient de redémarrer ses activités avec une vingtaine de salariés. Le personnel a apporté la plus grosse part du capital de l'entreprise par reversement des primes de chômage. Le C.I.R.U. (Comité interindustriel de restructuration industrielle) lui a accordé un prêt participatif d'un million de francs. Les effectifs devraient être de près de soixante-dix personnes d'ici à six mois.

● Sears Roebuck and Co. va lancer sa carte de crédit sur le marché américain. — Sears Roebuck, une des toutes premières chaînes américaines de magasins et de vente par correspondance, va « dépriver » sa carte de crédit en lançant sur le marché américain, en dehors de ses magasins, dans l'intention de concurrencer Visa, Mastercard et American Express.



Catalogue des logiciels  
HP150 à consulter chez les  
distributeurs agréés HP



# CONJONCTURE

## La gauche et le déclin de l'Europe

II. - Moins de 4, plus de 4

par JEAN RIBOUD (\*)

Dans un premier article (*Le Monde* du 26 février), M. Jean Riboud a analysé les raisons du déclin de l'Europe : fossés technologiques, scientifique doublés par ceux des investissements et de la croissance. Les Cassandres vivent dans le Vieux Monde.

La leçon la plus importante à mes yeux de la reprise américaine et de la croissance japonaise s'énonce ainsi : la stagnation économique, aggravée par les évolutions technologiques, conduit inéluctablement à une augmentation continue du chômage. Alors qu'au contraire une croissance se situant entre 4 et 6 % entraîne une réduction massive du chômage.

Sur l'économie et la société japonaise, bien des mythes ont bon dos, comme l'emploi à vie. Ce qui est sûr, c'est que la croissance japonaise, en moyenne de 7,7 % par an depuis vingt ans, a permis un taux de chômage ne dépassant pas 1,5 % de la population active. L'exemple de la reprise américaine est encore plus frappant. Au creux de la récession, décembre 1982, le taux de chômage frôlait les 11 %, et la popularité de Reagan dans les sondages tombait à 30 %. Les meilleurs esprits parmi les économistes, les financiers et les industriels pensaient avec de bonnes raisons qu'une reprise était probable, mais qu'elle ne serait ni assez durable ni assez profonde pour réduire le taux de chômage. Il y aurait d'abord à digérer les bouleversements techniques, l'informatique et les robots, qui, au moins au premier stade, réduisent les emplois. Ils se sont tous trompés.

Fin 1984, le taux de chômage avait baissé spectaculairement de

près de moitié, tombant à 7 % (statistiquement parlant, aux Etats-Unis le plancher est entre 5 et 6 %). Contrairement à la légende, ce ne sont pas les créations d'emplois dans l'électronique et dans les usages d'armement qui expliquent ces chiffres. Il y a eu des demandes d'emploi, partout, dans chaque Etat de l'Union, dans toutes les branches de l'industrie, même les plus traditionnelles.

La situation du chômage en Europe est connue. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Un graphique récent de l'OCDE donne les courbes de l'emploi de 1973 à fin 1984. En tête du peloton des créations d'emplois viennent le Canada, les Etats-Unis, l'Australie et le Japon. Seuls, quatre pays sont en dessous de l'étiage, c'est-à-dire qu'ils ont moins d'emplois en 1984 qu'en 1973, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale et l'Espagne.

En France, les deux millions et demi de chômeurs sont comme un tocan. Mais le chiffre absolu n'est pas le plus grave. Des grands pays, la France et le Royaume-Uni ont le pourcentage le plus élevé de jeunes chômeurs par rapport à la population active de moins de vingt-cinq ans : 4,3 % au Japon, 10,8 % en République fédérale, 16,4 % aux Etats-Unis, 21 % en France, 23 % au Royaume-Uni. C'est un signe qui ne trompe pas de sociétés sclérosées qui défendent le passé, les avantages acquis au détriment de l'avenir et de la jeunesse. Combien de temps le corps social résistera-t-il avant l'explosion ? Je ne sais pas, mais je sais que, comme industriel et comme homme, je ne peux plus accepter le courrier quotidien que je reçois de jeunes hommes et de jeunes femmes désespérés.

Voilà les faits. Reste le grand débat. Même si l'on sait que la baisse du chômage passe par une croissance supérieure à 4 %, est-ce une vision réaliste, en France, en 1985, dans une Europe apeurée ?

L'Europe répond clairement non. Toute politique de croissance se traduit par un déficit accru du commerce extérieur, par un déficit budgétaire grandissant. Devant un endettement extérieur et intérieur qui devient rapidement insupportable, les taux d'intérêt se tendent et la monnaie craque sous la pression des attaques spéculatives.

### Affronter les dogmes

Les Etats-Unis, le Japon, la Corée, l'Asie du Sud-Est répondent clairement oui. Et Dieu sait que les situations financières et monétaires de ces pays sont différentes. Mais tous ces pays ont appris la même leçon, acquiescent à la même conviction. La croissance est possible à deux conditions impératives : la maîtrise de l'inflation et la priorité à l'investissement.

Ma conviction est que les problèmes européens ne sont pas différents par nature. Ma conviction est qu'en France une croissance supérieure à 4 % est possible si l'inflation est en dessous de 4 %. Ma conviction est que, très vite, le chômage tombera au-dessous de deux millions.

Deux questions se posent immédiatement : ces objectifs sont-ils réalistes ? Peut-on les atteindre ? Quels risques de dérapage, de basculement comportent-ils ?

Ce n'est pas le lieu de faire un dictionnaire exhaustif des mesures à prendre. Il s'agit plus d'une volonté d'engagement, de remise en cause, d'affronter les dogmes de la technocratie que d'imaginer le spectaculaire ou l'inattendu, pour annoncer à l'avance de faux miracles.

L'inflation au-dessous de 4 % en 1985 ? L'objectif est réalisable parce qu'on a fait moins de 7 % en 1984, parce que les taux d'intérêt dans le monde sont orientés à la baisse, parce que le dollar finira par baisser avant la fin de 1985. Bien entendu, cela ne se fera pas tout seul.

Il faudra accentuer et, en tout cas, maintenir la rigueur dans la gestion des finances publiques : Etat, collectivités, Sécurité sociale, services publics tels que EDF, Gaz de France, SNCF, dont les déficits doivent être réduits.

Il faudra également négocier avec les syndicats non pas une baisse du pouvoir d'achat, mais des hausses de salaire limitées à 3 % en 1985. La décadence des salaires en France depuis six mois rend cet objectif possible.

Il faudra enfin obtenir que, sans nouveau contrôle de prix, la hausse des prix des produits et des services soit limitée à 3 %. Le bâton, c'est la menace d'un retour à un contrôle des prix général et tatillon. La carotte, c'est le maintien ou la hausse des marges de profit par des mesures fiscales massives en faveur de l'investissement et par la réduction globale des taux d'intérêt.

La croissance supérieure à 4 % ? Réalisable parce que les entreprises ont timidement repris leurs investissements, parce qu'il reste en France beaucoup d'entrepreneurs prêts, malgré tout ce que l'on dit, à investir. Il faudra respecter trois priorités.

Priorité au bâtiment : non seulement parce que, psychologiquement, cela a toujours été historiquement le signal de la reprise. Non seulement parce que c'est le secteur où la reprise ne pèse pas sur la balance des paiements. Mais parce que c'est le secteur où les actions sont les plus efficaces et les plus rapides. Des mesures fiscales et des mesures administratives ou réglementaires sont immédiatement possibles.

Priorité aux investissements : il est clair que la relance par la consommation ne peut, pas, ne peut pas maîtriser l'inflation et fait basculer le déficit du commerce extérieur. Il faut donc retrouver la croissance par les investissements. Je ne connais que deux incitations aux investissements, la baisse des taux d'intérêt et les mesures fiscales. Le premier moyen, les taux d'intérêt, ne peut être que graduel, mais il est là, puisque l'ensemble des taux d'intérêt dans le monde est orienté à la baisse. Par contre, les mesures fiscales peuvent être immédiates. Elles sont efficaces si elles sont brutales, sans faire le détail. Les investissements en recherche et en équipements neufs seront déductibles dans leur totalité de l'impôt sur les sociétés pendant trois ans.

Priorité à l'emploi : le sujet le plus controversé, le plus émotif, le plus difficile politiquement, et bien sûr le plus grave. L'Europe et plus particulièrement la France courent un grand risque. Le chômage deviendra-t-il une maladie chronique, sans espoir de guérison ?

Si l'on observe les entreprises françaises, la ligne de partage des eaux est bien définie. D'un côté, les entreprises qui ont surveillé leurs coûts, réduit leurs effectifs, augmenté leur productivité dès 1974, premier choc pétrolier. Ces entreprises souffrent de la stagnation de l'économie, mais elles ne sont pas menacées, elles n'ont pas à faire de licenciements massifs.

Les autres, celles qui se sont bercées d'optimisme ou qui ont eu pour un temps la vie trop facile, sont en pleine crise de structure. C'est ainsi que Renault devient un symbole. Chrysler et Ford ont eu des pertes comparables à celles de Renault, mais elles sont réparties. Il n'est pas

possible d'empêcher arbitrairement les réductions nécessaires d'effectifs dans l'industrie automobile ou dans la sidérurgie. Il n'est même pas sain de vouloir les étaler dans le temps. Par contre, tout un arsenal de mesures administratives peuvent être prises pour créer des emplois dans les services et la distribution, dans les entreprises petites et moyennes.

Elles nécessiteront une négociation globale avec les partenaires sociaux. Négociations difficiles, certes, mais la clé est là. Toute négociation point par point. Elles peuvent aboutir si la dynamique de la croissance et de l'investissement est suffisamment contagieuse.

Toute politique comporte des risques. Le premier, et non le moindre, est l'échec. En économie, personne ne peut garantir le résultat. Il n'y a pas de remède miracle. Trop de facteurs psychologiques entrent en jeu, trop de facteurs extérieurs, hors du contrôle des entités nationales, peuvent échanger les équilibres et déstabiliser le système. Mais l'alternative est dramatique. Le chômage européen dépasse déjà le taux américain du creux de la vague, c'est-à-dire les 11 %. Il peut atteindre 15 % et s'enliser à 11 %. L'opinion publique américaine pensait Reagan condamné et redoutait les émeutes raciales à Detroit ou à Chicago. Puis, comme Antée reprenant son élan en touchant la terre, les investissements et l'emploi sont repartis.

### Entre prudence et audace

Les autres risques n'ont guère besoin d'être énumérés. Ils sont à chaque occasion répétés par la technocratie. Ils sont ressassés presque quotidiennement par M. Raymond Barre et toutes les forces conservatrices. Toute forme de relance conduit à l'augmentation du déficit de la balance commerciale et à l'aggravation du déficit budgétaire. Les deux ensembles, amplifiés par les mouvements spéculatifs, peuvent faire basculer la monnaie. Nous touchons là un point sensible qui nécessiterait d'autres développements.

Je ne crois guère aux mythes en économie, je crois plus que l'économie se gère comme on gère une entreprise, un certain équilibre toujours précaire entre prudence et audace. Beaucoup peut être dit, peut être prouvé sur les dangers mortels de l'inflation nourris par les dévaluations en chaîne. Beaucoup également peut être écrit sur le mythe des monnaies fortes. Le franc n'a jamais été une monnaie aussi forte qu'entre 1926 et 1936, et l'industrie française n'a jamais été autant appauvrie et sous-investie.

Je n'arrive pas à comprendre pourquoi un homme aussi intelligent et aussi compétent que M. Raymond Barre se tait, émet après émission, comme un sculpteur taille dans la pierre ou le marbre, une statue à l'image de Poincaré. Pourquoi nous remettre en mémoire l'escudo, monnaie forte de l'Europe dans un Portugal sans avenir ?

La réalité me paraît, en fin de compte, simple. Toute politique de relance qui n'est pas bâtie sur un contrôle draconien de l'inflation va à l'échec. Comme je l'ai dit plus haut, l'inflation maîtrisée a permis la croissance américaine récente et la

croissance japonaise. Le déficit budgétaire américain est excessif, j'allais presque écrire absurde, et ne permettra pas à la croissance de tenir la durée. L'exemple japonais est plus probant, car un déficit budgétaire constant mais contrôlé a permis une croissance continue grâce à une inflation quasiment nulle. En France, vieux pays habitué à l'inflation depuis la première guerre mondiale, il faut beaucoup de rigueur et beaucoup de volonté politique. Mais la clé est là. Toute inflation supérieure à 4 % rend impossible toute croissance.

Mais c'est vrai, ces risques existent, et ils ne seront jamais complètement écartés. Ils diminueront considérablement si une politique de croissance par l'investissement devient une politique européenne et, pour commencer, une politique franco-allemande. En tout état de cause, ces risques ébangent de degré, sinon de nature, si l'inflation française tombe au-dessous de 4 %, c'est-à-dire rejoint le taux allemand au minimum. En outre, dès maintenant, la France et l'Allemagne devraient envisager une attitude commune lorsque le pendule monétaire se renversera, lorsque tous les cambistes se mettront ensemble à la baisse du dollar. Plus le dollar sera haut, plus grand sera le risque d'une baisse désordonnée et excessive. Certes, le taux de 10 francs en dollar ne correspond à aucune réalité économique, mais il serait aussi dangereux pour l'économie française que le dollar descende au-dessous de 8 francs. Il n'est pas trop tôt pour se préparer, par un accord avec les Allemands, à cette éventualité.

Notre décennie vit un paradoxe curieux. La clameur est partout, dans tous les pays ou presque, dans toutes les couches de la société ou presque. Trop d'Etat, trop de bureaucratie, trop de réglementations, trop d'impôts. Et cependant, quand on analyse les succès économiques de cette décennie, ils sont tous le produit du volontarisme, de la conviction que la volonté des hommes peut agir sur le cours de l'histoire. La politique renégante est le contraire d'une politique libérale. C'est une politique presque traditionnellement keynésienne. Augmentation massive des dépenses militaires et du déficit budgétaire, diminution des impôts directs, ont été les moteurs de la reprise américaine. Quant à la politique économique japonaise ou coréenne, l'histoire trouvera peu d'exemples d'une politique de croissance aussi systématiquement volontariste dans l'ordre monétaire, financier, technologique, industriel. Bien sûr qu'il y a trop de dirigisme et trop de règlements. Bien sûr qu'il est vain et néfaste de vouloir contrôler le débit sanguin de millions d'artères et d'artérioles du corps humain, mais nos nouveaux libéraux sont plus dangereux encore en refusant de surveiller le cœur et de s'assurer que le cerveau fonctionne.

Comment, en 1985, accepter comme inéluctable le déclin de l'Europe après avoir tant œuvré pour qu'elle existe ? Comment en 1985 accepter deux millions et demi de chômeurs parce que l'on pense que l'homme ne peut plus agir sur le cours des choses ?

FIN

## 1925-1985 Les 100 disques qui ont fait l'histoire

Le Monde de la Musique a établi la liste des 100 disques qu'il faut absolument avoir dans sa discothèque : de 1925 à 1985, 100 interprétations magistrales, toujours disponibles, qui ont fait l'histoire. Pour en savoir plus sur Kathleen Ferrier, la contralto du siècle, Roy Henderson, qui fut son professeur à Londres, analyse le mariage exceptionnel de sa technique et de sa personnalité. Bruno Walter se souvient de leur enregistrement légendaire du « Chant de la Terre » de Mahler, quand planait déjà sur la chanteuse l'ombre de la maladie et de la mort. Outre ces témoignages écrits, un album de photos, presque tous inédits, introduit dans l'intimité d'une interprète dont le secret reste néanmoins inviolé. Pourquoi la « Kathleen » à l'âge du laser ? Notre rapport aux



KATHLEEN FERRIER  
Le Monde de la Musique

stars du passé reste décidément énigmatique. Daniel Barenboim interprète l'intégrale des sonates de Beethoven Salle Pleyel, les grave sur disques pour la deuxième fois et en fait une vidéo. Le Monde de la Musique est allé interviewer le père, Enrique, à Tel Aviv, et le fils, Daniel, à Paris, et a rencontré à New York les chanteurs noirs qui ont créé les rôles à Broadway de Porgy and Bess, l'opéra de Gershwin refusé en 1930 par le Metropolitan Opera et aujourd'hui remonté pour son centenaire.

Le Monde de la Musique de mars, 20 F chez votre marchand de journaux

## Le Monde de la MUSIQUE

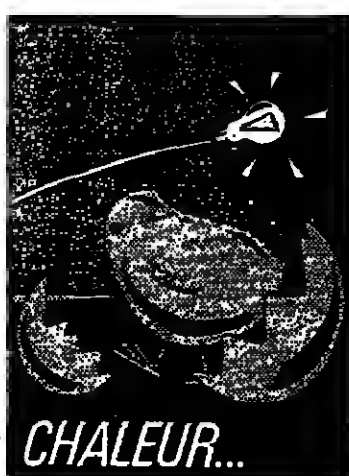
Télérama

(\*) Président-directeur général de Schlumberger.

## SCIENCES PO Séminaire sur : " LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA FRANCE EN 1985 "

- Session destinée aux cadres de direction des entreprises, banques, administrations, collectivités locales,...
- Dates : 16, 17, 18 avril et 11 juin après-midi, 12, 13 juin 1985.
- Le programme présente les principaux enjeux de la politique économique actuelle : contexte international, industrie, agriculture, énergie, monnaie et crédit, financement, fiscalité, concurrence et prix, emploi et politique sociale.
- Placées sous la conduite de Michel FERRERAU, Inspecteur des Finances, Professeur à l'I.E.P., les séances seront animées par Michel BON, Patrice CAHART, David DAUTRESME, Marie-Thérèse JOUILLARD, Jean-F. de LAURENCE, Daniel LEBEGUE, Gabriel MIGNON, Christian STOPPAES, Jean SYROTA.

Renseignements et inscriptions : Service de Formation Continue, 215, Boulevard Saint-Germain 75007 PARIS - Tél. (1) 260.39.60



CHALEUR...



ENERGIE...



LUMIERE...



ELECTRICITE DE FRANCE LE COURANT DE LA VIE

150 م الاصل



سلا من الامم

# étranger

## M. Moubarak invite les Etats-Unis à organiser des négociations directes israélo-jordano-palestiniennes

Le président Moubarak a réitéré, lundi 25 février, dans un entretien avec les journalistes étrangers, son invitation aux Etats-Unis à organiser des négociations directes entre Israël, la Jordanie et la Palestine. Il a souligné que l'Egypte ne se substitue pas à l'initiative américaine, mais qu'elle s'efforce de créer un climat favorable à la paix.

« Les membres de l'OLP, a-t-il dit, ne sont pas des extrémistes comme le prétendent les Israéliens, ils sont extrêmement modérés. » Il a en outre souligné qu'il avait « compris » que l'accord jordan-palestiniens impliquait « l'acceptation de la résolution 242 des Nations unies », rejetée officiellement par l'OLP parce qu'elle ne traite pas la question palestinienne que sous l'angle des réfugiés.

« A TUNIS, les divergences persistent au sujet de l'OLP, sur l'interprétation qu'il convient de donner à la « formule d'action commune » mise au point le 11 février à Amman par le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat.

Le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, qui avait été le premier à émettre des réserves sur cette formule (le Monde

daté 17-18 février), a confirmé ces réticences dans une déclaration à Radio-Monte-Carlo. M. Kaddoumi a d'abord précisé que le texte approuvé lors de la récente réunion du comité exécutif de l'OLP (le Monde du 22 février) ne constituait qu'un « projet » jordan-palestiniens et que l'accord ne sera effectif qu'une fois entériné par le Conseil national (Parlement en exil).

« Si la Jordanie estime que notre approche et notre point de vue sur le projet d'accord sont en contradiction avec son interprétation, il faudrait mieux ne pas aller plus loin et tourner la page, a-t-il ajouté.

« A DAMAS, le conseil des ministres syrien a affirmé lundi que l'accord jordan-palestiniens « vise la liquidation de la cause palestinienne ».

Dans un communiqué publié après sa réunion hebdomadaire, le cabinet a estimé que « les parties qui approuvent cet accord sont les mêmes que celles qui ont approuvé les accords de Camp David et l'accord du 17 mai 1983 entre le Liban et Israël ».

Le quotidien syrien *Al Baas*, organe du parti au pouvoir en Syrie, a affirmé lundi pour sa part que « cet accord mort-né est plus dangereux que celui de Camp David car il humilie les Arabes et n'exprime pas la volonté des peuples palestiniens et arabes ».

Enfin le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine-commandement général (FPLP-CG), M. Ahmad Jibril, a annoncé mardi à Damas « la naissance dans les prochains jours d'un Front national palestinien capable de faire face à la politique de Yasser Arafat ».

### Washington : encouragement au président égyptien

Washington. — « Non, mais... ? Oui, mais... ? » C'est tout ce que les journalistes ont pu tirer de la réponse du président américain à la question de savoir si les Etats-Unis ont répondu, lundi 25 février, à l'appel lancé par M. Moubarak en faveur d'une rencontre sous égide américaine entre délégations israélienne et jordan-palestiniennes.

Cette prudence de Washington devant les déclarations du président égyptien au New York Times ne s'explique pas en fait aucune réticence de fond. Elle souligne seulement la volonté délibérée des Etats-Unis de ne pas se mettre prématurément en avant dans l'actuelle émergence de fragile espoir de négociations au Proche-Orient. Deux craintes commandent cette attitude rigoureuse : celle d'abord d'être associé à un échec alors qu'une véritable percée est loin d'être assurée ; celle, ensuite, de compromettre les posi-

De notre correspondant

bilites qui s'acquiescent en risquant de paraître trop épouser le jeu d'un ou de plusieurs des différents protagonistes israéliens et arabes.

« Nous sommes encouragés par le renouveau d'intérêt manifesté par l'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite à l'égard de négociations », a donc aussitôt déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, avant d'ajouter : « Le moment pour les Etats-Unis de s'engager plus activement viendra lorsque les parties seront d'accord pour que des négociations commencent. Nous sommes prêts à travailler de façon directe et utile à ce moment-là ». Le porte-parole du département d'Etat a abondé dans le même sens : « une approbation plus marquée de l'initiative de M. Moubarak, et tous deux ont souligné l'importance particulière que prenait désormais la

visite à Washington le 12 mars prochain du président égyptien.

Dans son interview, M. Moubarak affirme en effet : premièrement, qu'une délégation jordan-palestinienne ne comprendrait pas obligatoirement des représentants officiels de l'OLP (« l'OLP a beaucoup de gens qui sont pro-OLP en Cisjordanie. Soyons pratiques : savez-vous qui est membre ou ne l'est pas de l'OLP ? ») ; deuxièmement, que des pourparlers directs entre Israël et cette délégation seraient possibles dans un premier temps. La conférence internationale, à laquelle participerait l'URSS et que proposait l'accord conclu le 11 février entre M. Arafat et le roi Hussein, pourrait en fait, explique M. Moubarak, n'être qu'une « deuxième étape » : la « bénédiction d'un règlement ».

Cette lecture de l'accord d'Amman lève en large part la principale objection (le rôle de Moscou) que faisaient les Etats-Unis, et satisfait Israël sur un point capital (la représentation palestinienne). Quant à l'absence, critiquée tant par Washington que par Jérusalem, d'une référence explicite à la résolution 242 de l'ONU dans l'accord d'Amman, M. Moubarak explique que le fait que cet accord ait été conclu marque l'acceptation par M. Arafat de cette résolution qui appelle la reconnaissance d'Israël en échange des territoires occupés.

Reste évidemment à savoir si M. Moubarak dit ainsi tout haut ce que M. Arafat ne veut pas encore admettre publiquement ou s'il essaie seulement de forcer le jeu. On le saura bientôt, mais le fait est que M. Pères avait rencontré la semaine dernière l'ambassadeur égyptien à Bucarest, l'avait précédé M. Arafat, qu'un représentant du Caire ira à Jérusalem et un de Jérusalem au Caire, que le président égyptien et le roi Hussein s'entreverront le 6 mars en Egypte, et surtout que M. Pères a choisi de prendre M. Moubarak au mot.

Un préjudice direct s'ébauche, mieux et plus vite que les Etats-Unis ne l'auraient espéré il y a encore quinze jours, et ils ne peuvent en ce sens qu'être satisfaits d'une situation dont M. Reagan pourrait peut-être un jour recueillir les fruits sans avoir encore rien risqué. La bouteille est à moitié vide ou à moitié pleine : Washington ne veut pas encore se prononcer, mais il la voit se remplir avec beaucoup d'espoir — silencieux.

BERNARD GUETTA.

### Jérusalem : des propositions à « examiner avec soin »

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a accueilli avec une prudente satisfaction lundi 25 février la nouvelle initiative du président Moubarak. Pour le premier ministre, M. Shimon Pérès, les propositions du chef de l'Etat égyptien éveillent un « grand intérêt » et « doivent être examinées avec soin et sous un angle positif ». Si le Caire prône vraiment des négociations directes — en excluant le recours à une conférence internationale — pour régler le problème palestinien, il s'agit alors, selon M. Pérès, d'un « indéniable progrès » dans le processus de paix.

Les accords de Camp David avaient appelé à de telles « négociations directes ». Toutefois, les Etats-Unis, pas plus que M. Moubarak, n'y a fait explicitement référence. Le chef du gouvernement israélien a rappelé clairement la position traditionnelle de Jérusalem excluant tout dialogue avec l'OLP. « Nous insistons pour que les hommes de l'OLP ne puissent participer à d'éventuelles discussions, un micro dans une main et le pistolet dans l'autre ».

L'initiative de M. Moubarak semble avoir pris Jérusalem par surprise. Certes, M. Pérès a confirmé lundi qu'il avait rencontré la semaine dernière, lors de sa visite officielle à Bucarest, un émissaire du Caire en la personne de M. Mohamed Abdelal, président de la commission des affaires étrangères du Parlement égyptien. Mais l'entrevue, auquel assistait M. Ezer Weizman, ministre sans portefeuille chargé des contacts informels avec le monde arabe, n'avait porté que sur des considérations d'ordre général. En outre, M. Abdelal avait demandé à ses interlocuteurs israéliens de garder le secret.

Jérusalem souhaite, avant de prendre plus nettement position, obtenir des « clarifications » sur le sens des propositions égyptiennes. M. Pérès espère que le Caire lui transmettra les éclaircissements nécessaires par l'entremise de M. Moshe Shaleh, ministre israélien de l'énergie (travailliste), lequel a rencontré lundi une visite officielle de trois jours en Egypte, la première du genre depuis l'avènement à Jérusalem du gouvernement d'union nationale.

Homme de confiance de M. Pérès, M. Shaleh sera, selon

Le Caire et Amman — toujours officiellement favorable à une conférence internationale, — et surtout entre la direction de l'OLP et le gouvernement jordanien au sujet de l'interprétation du récent accord d'Amman.

La proposition égyptienne, souligne-t-on à Jérusalem, est encore très éloignée de la version la plus « modérée » donnée de l'accord d'Amman, MM. Farouk Kaddoumi, ministre des affaires étrangères de l'OLP, et Abou Iyyad, numéro deux de la centrale des fedayins, ne viennent-ils pas une nouvelle fois de rejeter leur refus total de la résolution 242 du Conseil de sécurité ? Comment pourrait-on, dans ces conditions, envisager une relance du processus de paix ?

### Une simple opération de relations publiques ?

On indique enfin à Jérusalem qu'aucune information quant à l'arrivée prochaine d'un émissaire égyptien, l'annonce par M. Moubarak de l'envoi en Israël de son principal conseiller diplomatique, M. Osama Al Baz, avait suscité ici un vif intérêt. Mais le démenti apporté par M. Al Baz en personne a semé une certaine confusion. Aussi certains dirigeants israéliens ont-ils tenté de voir dans l'initiative de M. Moubarak une simple opération de relations publiques destinée à l'administration américaine.

Une chose est sûre : M. Pérès n'attend pas pour l'instant mettre en danger, par une décision impromptive, la fragile gouvernance d'union nationale. Il a entretenu des propositions égyptiennes lundi par téléphone avec M. Shimon Pérès, principal partenaire, et responsable du Likoud, M. Ronni Milo, adjoint de M. Shimon Pérès, a d'ailleurs rappelé lundi que « tout progrès sur la voie de la paix devrait se situer dans le cadre des accords de Camp David ». M. Pérès se devait néanmoins de répondre favorablement et rapidement à l'ouverture du Caire n'importe quelle bonne volonté et de montrer que ses propres offres de négociations ne relevaient pas de la simple rhétorique.

J.-P. LANGELLIER.

### LA SITUATION AU LIBAN

#### Attentats à la voiture piégée dans la banlieue de Beyrouth

##### Sept tués, vingt-cinq blessés

Sept personnes ont été tuées et vingt-cinq autres blessées, lundi soir 25 février, par l'explosion de deux voitures piégées dans la banlieue sud de Beyrouth, selon un bilan établi par les hôpitaux. Les deux véhicules étaient stationnés à une centaine de mètres de distance dans une rue commerçante.

Par ailleurs, des combats ont opposé lundi à Beyrouth deux groupes chiites rivaux — l'Organisation extrémiste pro-iranienne des Hezballah (Partisans de Dieu) et les miliciens du mouvement politico-militaire Amal, — réclant la tension régnant entre ces deux organisations qui s'affirment chacune être le fer de lance de la résistance contre l'armée israélienne au Liban du Sud.

La où elle se trouve encore dans cette région, l'armée israélienne a imposé, ce mardi, un couvre-feu permanent du crépuscule à l'aube. Des tracts lancés par avion ont averti que ceux qui violeront le couvre-feu « risqueront leur vie ». Dans le village chiite de Sra, deux cents hommes ont été arrêtés mardi par les Israéliens. — (AP, AFP, Reuters.)

### Dans le Sud

#### l'engrenage résistance-répression

De notre correspondant

Beyrouth. — Usant du « feu vert » politique de son gouvernement, l'armée israélienne se livre depuis le mardi 19 février, date à laquelle deux de ses officiers ont été tués dans des attentats, à une répression impitoyable dans la zone du Liban du Sud qu'elle occupe encore : villages brûlés, populations rassemblées sur la place publique dans le froid hivernal, rafles, fermures des points de passage reliant la zone occupée au reste du Liban : ces mesures très sévères ne parviennent pourtant pas à juguler la résistance.

Le bilan de ces journées reflète le rythme croissant de l'escalade résistance-répression. Du samedi 16 février au dimanche 24, cinquante-huit opérations ont été menées par la résistance, dont trente-quatre au cours des trois derniers jours, qui ont fait au minimum sept morts et onze blessés dans les rangs des Israéliens et de l'armée du Liban du Sud, qui leur est inféodée. La répression, massive à partir du lundi 18 février, qui s'est abattue en permanence sur six à dix villages a fait au minimum quinze morts et sept blessés et contraint plusieurs centaines de personnes à l'exode. Cent douze suspects ont été arrêtés et plus de trente habitations rasées.

Le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri, a lancé un appel à une mobilisation générale dans le Sud, avec fermeture des écoles, mobilisation des étudiants et interdiction aux jeunes gens de quitter les territoires occupés (le Monde du 26 février). Selon M. Berri, « Israël se retire d'une petite portion du territoire libanais à forte densité démographique, puis entreprend d'expulser une partie des habitants, particulièrement les musulmans de la bande frontalière, dans le cadre de l'application de sa politique de la terre brûlée ». Une série d'opérations subversives auront pour objectif, par la suite, de déplacer les chrétiens de Jezzine et des autres zones chrétiennes en di-

rection de cette même bande frontalière, qui, une fois délogée, pourrait jouer d'une certaine stabilité ». La soutien à la résistance dans le Sud est un facteur de relative solidarité entre Libanais.

Par ailleurs, la délégation phalangiste qui s'est rendue à Damas durant le week-end et a été longuement reçue par le président Assad est venue, fort satisfait, à Beyrouth, convaincre que le chef de l'Etat syrien allait ouvrir plus activement pour déboucher l'impasse politique à Beyrouth, où le boycottage du gouvernement par trois ministres sur dix menace de s'éterniser.

Certes, le conflit syro-phalangiste s'était considérablement atténué ces derniers temps. Le président Amine Gemayel, qui jouit depuis un an de l'appui de Damas, n'est-il pas le premier des phalangistes ? Mais le rétablissement officiel du contact au niveau du parti constitue un geste non dépourvu de signification et, on l'espère ici, de conséquences positives.

Durant le même week-end, le secteur chrétien a retrouvé les chutes d'obus soudaines qui s'étaient arrêtées il y a près d'un mois. Il n'y a pas eu de victimes. Parallèlement, un incident dans le centre-ville désert, opposant l'armée à des pillards, a été traduit par une tension sur les voies de passage — paisibles depuis plus d'un mois, — dont deux, le port et le Ring, ont été momentanément fermées, et par des enlèvements à Beyrouth-Ouest, dont les victimes ont été en quasi-totalité des automobilistes chrétiens : vingt et un otages pris en deux jours parce que l'armée avait arrêté deux individus. En échange d'un, de ces deux détenus, sept des otages ont été relâchés.

Dans ces conditions, la livre libanaise, après avoir réagi en début de semaine à l'espoir venu du Sud, en reprenant 6 % en un jour, a perdu tout le terrain gagné et un peu plus, et est cotée à 14,90 L.L. pour un dollar.

LUCIEN GEORGE.

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA LIGUE ARABE

#### M. Klibi préconise le renforcement du boycottage d'Israël

De notre correspondant

Tunis. — La Ligue arabe paraît décidée à renforcer le boycottage des firmes étrangères coopérant avec Israël en incitant ses membres à plus de rigueur dans l'application des mesures décidées au cours de ces dernières années, qui, pour la plupart, sont demeurées lettre morte.

En ouvrant lundi 25 février à Tunis la trente-huitième session du conseil économique et social de la Ligue arabe, le secrétaire général de l'organisation, M. Chebli Klibi a invoqué « le droit de guerre » pour qu'il boycottage arabe « seule arme dont dispose la nation arabe au niveau du conflit avec Israël » s'étende effectivement « aux portes tierces qui violent les règles de la neutralité en aidant l'agresseur ». M. Klibi a indiqué que le liens organiques noués entre Israël, d'une part, la Communauté économique européenne et les Etats-Unis, d'autre part, ouvrent aux produits israéliens les portes des deux plus grands marchés économiques du monde. « Voilà, a-t-il ajouté, qui fait perdre des produits et aux services fournis de ces deux marchés tout l'impact national leur permettant ainsi de pénétrer sur les marchés arabes sous un nouvel emballage. » Le secrétaire général de la Ligue arabe a été pour preuve de l'utilité

du boycottage les efforts que déploierait Israël pour « briser l'état » en accusant les pays arabes de pratiquer par ce moyen la discrimination raciale et religieuse et d'aller à l'encontre des principes du commerce international et il s'est étonné de « l'étrange attitude de certains pays occidentaux », reprenant ces thèmes à leur compte.

M. Klibi a, d'autre part, dénoncé en termes très vigoureux « le redoutable » projet d'établissement d'une zone de libre échange américano-israélienne qui, selon lui, risque de créer une situation « extrêmement dangereuse » imposant « un engagement collectif ferme et constant », pour le renforcement du boycottage arabe.

La situation économique internationale, avec ses répercussions dans le monde arabe, n'est apparemment pas étrangère à ce regain de fermeté. Comme plusieurs participants à cette session, M. Klibi a pas cessé « la conjoncture difficile » par laquelle passe l'économie arabe du fait du recul de la demande internationale sur le pétrole, de la baisse des prix et des revenus pétroliers, de l'accroissement de la dette extérieure et des pressions inflationnistes.

MICHEL DEURÉ.

Paul-Marie de La Gorce

## LA GUERRE ET L'ATOME

Par quels moyens la France, au milieu de tant de novations stratégiques, peut-elle conserver et développer sa propre stratégie qui lui assure à la fois l'indépendance et la paix ? Ce livre parle librement du problème le plus grave de notre temps, qu'obscurcit presque toujours la cacophonie des propagandes.

Plon Tribune LIBRE











هكذا من الراحل